

Voilà le travail !



Jean Zin

Illustration Yvan Brunet

Sommaire

- [La valeur-travail](#) (2007) p5
- [Changer le travail, changer la vie !](#) (2007) p11
- [Le travail fait la santé](#) (2010) p15
- [RTT contre Revenu garanti](#) (2005) p21
- [Du revenu garanti aux coopératives municipales](#) (2011) p27
- [Du travail forcé au travail choisi](#) (2010) p35
- [Sortir du capitalisme](#) (2010) p41

- [Critique de "l'avenir du travail"](#) (2007) p45
- [Malaise dans la civilisation numérique](#) (2008) p51
- [Le travail du temps \(à l'ère du numérique\)](#) (2009) p57

- Annexes :
- [Le travail de l'histoire](#) (1998) p65
- [Réalités et potentiel de la nouvelle économie](#) (2000) p75

*Il est tragique de voir qu'on voudrait interdire les licenciements au moment où c'est le [CDI](#) qui va disparaître, ce qui n'est qu'un exemple de volontarisme aveugle ne pouvant que mener à l'échec par refus de s'adapter à un nouvel environnement. On ne fait certes pas ce qu'on veut, obligés de tenir compte de la **réalité**, notamment de l'évolution des rapports de force aussi bien que des nouvelles forces productives, ce qui ne veut pas dire qu'on ne pourrait rien faire du tout, encore moins qu'on devrait accepter sans rien dire son misérable sort. Tout au contraire, notre époque est pleine de promesses d'une vie meilleure, d'une « libération du travail » qui serait le passage du travail forcé au travail choisi, ce qui n'est pas rien ! Seulement, au lieu de saisir cette chance, on préfère caresser l'illusion d'un retour en arrière au nom d'un pouvoir politique très surévalué.*

*Le seul pouvoir du politique, c'est de tirer parti des **potentialités** du temps, de la « richesse des possibles » qui ne se confondent absolument pas avec toutes les rêveries qu'on a pu faire et qui n'ont jamais en rien changé le monde. En refusant de se tourner vers l'avenir et de nouveaux droits, on risque simplement de perdre tous nos droits sociaux acquis de haute lutte. Le diagnostic sur les transformations du travail à l'ère du numérique et toutes les possibilités que cela pourrait nous ouvrir est donc absolument essentiel pour abandonner les stratégies perdantes. Hélas, c'est complètement inaudible encore, on préfère les vieilles rengaines auxquelles on est habitué et qu'on se remémore avec émotion, mais les faits son têtus !*

*Dans ce contexte, il ne m'a pas semblé complètement inutile de rassembler un certain nombre de mes textes sur le travail pour qu'on prenne justement un peu plus le travail au sérieux, tel qu'il est aujourd'hui, et qu'on admette qu'il ne s'agit pas seulement d'avoir un travail et de perpétuer l'ancienne subordination salariale mais de se préoccuper du contenu du travail et de la liberté dans le travail (le travail d'un homme libre). Au lieu de se bercer de l'illusion d'une fin du travail ou cultiver au contraire la nostalgie de la société salariale sur laquelle on reste bloqué, il faudrait se rendre compte à quel point, pour une bonne part de la population, changer le travail changerait réellement la vie (sans parler de la relocalisation de l'économie et de la sortie du productivisme consumériste). C'est cela qui est à portée de notre main, ou plutôt qui est notre avenir, la sortie du capitalisme par le travail autonome et non pas le national-capitalisme à la mode. Ces transformations du travail qui **changent notre vie**, c'est au niveau local, dans notre vie la plus quotidienne qu'elles devront s'enraciner, et c'est là, dans notre rayon d'action, qu'on pourrait s'y mettre sans tarder.*

La valeur-travail

20 août 2007

La "valeur-travail" peut s'aborder de différentes façons, par sa fonction dans la détermination des prix (théorie de la valeur), par le rôle du travail dans la reconnaissance sociale et l'épanouissement de soi (valorisation de la personne), enfin par sa rémunération (le prix du travail) qui est encore tout autre chose. Ce sont des points de vue très différents, et qui mènent à toutes sortes de **confusions** plus ou moins intéressées lorsqu'on ne les distingue pas suffisamment clairement, mais qui ne s'excluent pas les uns les autres pour autant.

En tout cas il y a beaucoup plus à dire que les simplifications idéologiques habituelles sur ce qui constitue un des enjeux fondamentaux de notre avenir et l'on ne devrait pas hésiter à s'appuyer sur les discours électoraux qui prétendent revaloriser le travail pour obtenir une véritable **revalorisation** du travail ainsi que de nouvelles protections sociales pour les travailleurs, en tenant compte des évolutions de la production et des transformations du travail, de ses nouvelles exigences d'autonomie et de formation, tout comme de la précarité qui se développe et dont il faudrait se prémunir collectivement au bénéfice de tous.

Les théories de la valeur

L'économie se caractérise par son **dogmatisme** depuis les Physiocrates au moins, qui se nommaient d'ailleurs eux-mêmes la "secte des économistes" et dont Voltaire se moquait dans "L'homme aux 40 écus" car ils ne voulaient reconnaître d'autre valeur que celle de la terre (nécessaire à la vie et seule capable de créer plus qu'on ne lui donne), refusant dès lors de taxer l'industrie naissante ou le commerce, considérés comme improductifs ! Ensuite, ce sont les marxistes qui ne voulaient reconnaître d'autre valeur que la "valeur travail", sous prétexte qu'il n'y a de valeur que du travail, ce qui est une mauvaise compréhension de Marx qui disait seulement que le "temps de travail" (moyen) était la mesure de la "valeur d'échange" dans le capitalisme industriel. Du coup, ce sont les services et la production immatérielle, voire le travail non salarié, qu'ils pouvaient considérer comme sans valeur car ne produisant aucune plus-value... De leur côté, les libéraux déniaient toute valeur à ce qui n'entre pas dans les rapports marchands (les services publics en particulier, étant considérés comme une dépense et non comme une production!).

Il est frappant de constater la vivacité du "**conflit des valeurs**" en économie, conflit entre la valeur monétaire (métal précieux) des mercantilistes, la valeur matérielle des physiocrates, la valeur-travail de Ricardo-Marx, ou la simple "loi de l'offre et de la demande" des néoclassiques de l'équilibre général. On s'écharpe sur la théorie de la valeur, comme sur la vraie nature du Christ, au nom d'intérêts de classe le plus souvent. Cependant, on peut penser que ces différentes conceptions ne s'excluent pas mutuellement, comme la vérité et l'erreur, mais représentent plutôt différents points de vue et différentes temporalités sur le même objet. Ainsi, la fixation des prix par l'offre et la demande immédiate n'empêche pas qu'à plus longue échéance c'est la "valeur-travail" qui s'impose comme valeur de référence (d'échange), valeur de reproduction sans quoi elle

disparaît. De même, à plus long terme encore, la valeur-travail ne peut se passer de la valeur matérielle qu'elle incorpore, y compris l'agriculture qui en constitue la base vitale, rencontrant la limitation des ressources matérielles et les contraintes écologiques incontournables. C'est un peu comme dans le modèle darwinien où ce n'est pas le vainqueur à court terme qui triomphera à plus long terme : il faut inclure le temps dans l'observation. Tout se complique encore avec l'ère de l'information et de l'immatériel où la valeur devient très volatile, non linéaire et réduite au très court terme.

On peut dire que la valeur est d'origine religieuse, incarnée par le sacrifice et l'échange symbolique selon la logique du don (la divinité étant supposée rendre ses bienfaits à hauteur du sacrifice consenti). Aristote a donné la première formulation rigoureuse, qui sera reprise par Thomas d'Aquin, entre autres, de cette **valeur subjective** mesurée par la peine (le coût ou le préjudice). Cependant, et contrairement à ses suiveurs, il montrait bien la contradiction interne qu'elle pouvait comporter, s'exprimant notamment dans "les disputes entre amis" (en effet, ce qui est beaucoup pour le pauvre est bien peu pour le riche). Cette théorie subjective de la valeur était très prégnante au moyen âge, certains moines se croyant obligés de changer de travail si d'aventure ils leur arrivait d'y trouver quelque plaisir, et ceci afin de ne pas en diminuer leur mérite ! Bien qu'Adam Smith soit un des premiers à faire du travail la base de la richesse des nations, on retrouve encore chez lui cette conception de la valeur mesurée à la peine, conception que Marx a fortement critiquée en remarquant que le plaisir ou la peine de l'ouvrier ne rentrait pas du tout en ligne de compte dans la valeur d'une marchandise, mais seulement le "temps de travail". On pourrait même ajouter, comme [Galbraith](#) que, non seulement la valeur ne se mesure pas à la peine mais que les travaux les plus pénibles sont les moins payés, de même que les plus agréables et les plus "gratifiants" sont les mieux payés ! Tout cela n'empêche pas que cette théorie subjective de la valeur garde sa pertinence dans de nombreux contextes comme la famille ou les communautés d'amis. Loin d'être complètement obsolète, elle resurgit dans la notion néoclassique de "désutilité" sensée mesurer le coût subjectif du temps sacrifié au travail de production comme opposé au plaisir de la consommation. De nos jours encore, des utopies simplistes comme "l'économie participaliste" prétendent même généraliser de façon plus ou moins totalitaire cette théorie subjective de la valeur très proche des conceptions chrétiennes du travail. Ces notions se brouillent pourtant lorsqu'on éprouve du plaisir dans son travail, encore plus dans la production immatérielle et les services où le plaisir, voire la passion, deviennent productifs...

La théorie de la **valeur-travail** tente de résoudre ces contradictions en donnant une base objective à la valeur comme valeur d'échange. Il faut pourtant bien comprendre qu'elle n'annule pas la valeur subjective, ni la détermination des prix par le jeu de l'offre et de la demande, mais qu'elle représente plutôt l'étalon objectif de l'échange dans une société industrielle où les rapports marchands deviennent des rapports entre choses, règne de l'équivalence et d'un travail déqualifié (interchangeable) qui se mesure quantitativement au temps de machine, c'est-à-dire au temps de travail salarié (ou "travail abstrait"). Les "[critiques de la valeur](#)" font de cette quantification l'élément principal de l'aliénation du travail mais prennent l'effet pour la cause. Dans le cadre du capitalisme, la valeur-travail a surtout une fonction normative au principe de son productivisme mais en tant qu'elle ne s'égale pas au prix qui inclue aussi une *survaleur*. En effet, la plus-value est obtenue en réduisant le temps de travail nécessaire grâce à l'investissement dans des machines (moyens de production) permettant de dégager un profit (produire de l'argent avec de l'argent) jusqu'à ce que la concurrence égalise les conditions de production et les prix. Dans ce système, la valeur d'échange des marchandises se mesure par son coût de reproduction, c'est-à-dire par le temps de travail moyen nécessaire à sa reproduction dans

un état donné du système productif et de l'évolution des techniques. Cette valeur-travail est donc bien indissociable de l'industrie où son importance reste absolument prégnante. Cela ne veut pas dire pour autant que ce soit le seul étalon de toute valeur, ni qu'elle s'appliquerait hors de ce cadre. On entre d'ailleurs dans des raisonnements absurdes quand on veut ramener les oeuvres d'art par exemple à une valeur-travail moyenne ! Loin que ce soit une valeur objective valable depuis toujours et qu'on voudrait retrouver y compris dans les sociétés primitives, c'est la caractéristique d'un système de production industriel daté historiquement et que nous sommes justement en train de quitter avec la société post-industrielle.

C'est une question d'autant plus importante qu'avec notre entrée dans l'ère de l'information et de la production immatérielle, on perd désormais toute proportion entre le "temps de travail" et la valeur produite. Ce n'est pas une entière nouveauté, car c'est ce qu'on retrouvait déjà dans tout travail artistique ou virtuose, entre autres. La nouveauté, c'est que cette "**crise de la mesure**" se généralise petit à petit, une grande partie des produits perdant toute "valeur d'échange" objective, au profit d'une pure valeur d'opportunité, personnalisée, à obsolescence plus ou moins rapide, où la part de la publicité dans les coûts de production augmente considérablement. Non seulement, la valeur ne se mesure plus au temps passé, mais le temps de travail est de moins en moins séparé de la vie privée et l'extension de la gratuité dans le domaine numérique (logiciels libres, musiques libres, etc.) va même jusqu'à déconnecter complètement valeur d'usage et valeur marchande. C'est donc paradoxalement au moment où la "valeur-travail" perd une bonne part de sa pertinence qu'on prétend la revaloriser, de même que c'est au moment où le travail se mesure de moins en moins par le temps qu'on se focalise sur la réduction du temps de travail salarié !

Un travail valorisant

Dire que la "valeur travail" n'est plus aussi centrale dans la détermination de la valeur ne veut pas dire du tout que le travail serait "une valeur en voie de disparition" ! De même, ce n'est pas parce que le travail industriel se réduit considérablement que ce serait en quoi que ce soit la **fin du travail**, comme on a pu le croire un peu rapidement, pas plus que la réduction du travail agricole en son temps. Le chômage est un phénomène cyclique et largement monétaire, n'étant dû que très marginalement à la désindustrialisation. Il ne résulte en rien d'un prétendu déclin de la valeur-travail. C'est tout au contraire parce que le travail se fait plus rare et que l'expérience du chômage de masse a montré combien son absence était un facteur d'exclusion qu'il est devenue une valeur en hausse, comme jamais peut-être. C'est le sens de cette valorisation du travail qu'il faut approfondir car on est bien loin de la simple opposition du travail et de la paresse comme on le présente ordinairement, mais tout autant de "la société des loisirs" qu'on nous avait promis de façon pour le moins excessive. En effet, c'est bien le "temps libre", enjeu de la réduction du temps de travail, qui se trouve remis en cause désormais, comme si le retour à la vie privée avait été porteur de trop de déceptions, les rapports humains ou familiaux n'étant pas aussi idylliques qu'on le suppose parfois, ni les loisirs aussi extraordinaires que nous le vante la publicité. Seulement il ne suffit pas de comprendre ce qui fait la valeur du travail, il faut comprendre aussi quel travail a de la valeur et à quelles conditions le travail peut être valorisant.

Il n'est pas question, en effet, de nier qu'il y a de très bonnes raisons d'être "contre le travail", ses injustices, son esclavage, son exploitation, son productivisme. Le travail est une notion trop générale qui recouvre des réalités trop disparates, travail morcelé, aliénant, humiliant, stressant qui n'a rien à voir avec un travail désirable et gratifiant mais à

mesure même que le travail relève de la valeur et non plus des premières nécessités, ce sont justement ces mauvaises conditions de travail qui deviennent insupportables, justifiant la revendication d'un travail épanouissant comme un droit fondamental, "le premier besoin de la vie". Il faut y voir le signe des bouleversements que nous sommes en train de vivre. Dès lors, il ne s'agit plus tant de réduire le temps de travail, voire de le supprimer comme temps de souffrances inutiles, mais de passer du "travail forcé" au "travail choisi", d'un labeur pénible au plaisir de travailler, faire enfin du travail, qui en occupe la plus grande part, un moment privilégié de notre vie. Si notre attitude face au travail a pu changer à ce point, c'est que la nature du travail lui-même a **changé**. Il ne faut d'ailleurs pas se cacher qu'on redouble ainsi l'aliénation dans un premier temps, à vouloir exiger motivation et plaisir dans le cadre de la subordination salariale et des rapports de production d'un travail contraint, mais on ne peut en rester pour autant aux conceptions du XIX^e siècle, ni à la critique d'un travail à la chaîne en voie de disparition (du moins sur le long terme) avec l'automatisation. La question actuelle est plutôt celle de savoir de quel travail nous avons besoin désormais, quel travail serait désirable et quelles structures y seraient indispensables.

Mais qu'est-ce donc que le travail ? La définition la plus générale qu'on peut en donner, ce n'est ni le sacrifice, ni l'effort ou la dépense d'énergie (il ne suffit pas de s'agiter), mais la "lutte contre l'entropie", l'organisation de la matière, la réalisation de nos objectifs. A ce niveau, on voit bien que ce n'est pas le travail qui manque, il y aura toujours fort à faire ! Ce qui vient à manquer c'est plutôt sa valorisation monétaire, c'est l'emploi. Dès lors, la tentative de substituer "l'activité libre" au travail ne règle aucunement la question. En effet, il ne suffit pas d'avoir une activité, il faut qu'elle soit socialement **reconnue** et permette de valoriser ses compétences propres. Jouer de la musique ou peindre peut sembler épanouissant en soi, mais si personne ne s'intéresse à ce que vous faites, au bout d'un certain temps cela n'a plus guère de sens. On ne se suffit pas à soi-même. Comme dit Bataille "*à la base de chaque être, il existe un principe d'insuffisance*". C'est toujours le désir de l'autre qui nous motive et nous fait vivre. Plus que l'activité de production elle-même, la valeur du travail c'est d'abord la reconnaissance sociale de son utilité, et donc de la dette de la société à notre égard, matérialisée en général par une rétribution monétaire correspondant à une part de la richesse sociale. La valeur du travail, c'est d'abord la valeur donnée au travail.

C'est seulement secondairement à cette reconnaissance sociale que l'activité productive peut procurer toutes ses vertus et se montrer supérieure au chômage. On n'a pas tellement tort en effet de penser que "l'oisiveté est la mère de tous les vices". Rien de pire que de ne rien faire et de passer toutes ses journées devant la télé, on le sait bien. Travailler donne certainement plus de satisfactions, d'atteindre ses objectifs, que des loisirs bien ennuyeux à la longue. C'est ce que l'ergothérapie a compris depuis longtemps déjà. La valeur du travail n'y est plus de faire pénitence ni de soumettre sa volonté, c'est une confrontation au réel, l'exercice de son autonomie et, pour cela, une réalisation de soi débouchant sur une reconnaissance sociale. Evidemment, il y a plein de problèmes, de pression, de stress, ce n'est pas le paradis loin s'en faut, mais cela vaut malgré tout bien mieux que de ne pas savoir quoi faire et de s'ennuyer ! L'**ennui** fait partie de notre réalité humaine plus qu'on ne croit. C'est l'autre face de la vie, qui oscille du désir à l'ennui ! C'est ce qui fait que le "temps libre" n'est pas si désirable, sauf à être habité par une passion, c'est-à-dire par la concentration de notre énergie sur un objectif, autant dire un travail. Seulement tout le monde n'est pas passionné tout le temps, la passion est rarement suffisante pour occuper nos journées. C'est là que le travail prend sa fonction, non seulement de nous procurer un salaire et une reconnaissance sociale, mais de nous

fournir des objectifs, de nous donner l'occasion d'exercer nos compétences, de nous tenir à la tâche par une demande sociale concrète et de nous distraire ainsi de l'existence en disciplinant une liberté trop indéterminée. Pas de travail sans contraintes, certes, mais l'absence de toute contrainte est d'un ennui profond, de plus la contrainte extérieure peut délivrer de la contrainte intérieure, raison pour laquelle les femmes peuvent préférer travailler à l'extérieur plutôt que d'être cantonnées au rôle de femme au foyer !

Encore une fois, il faut se garder de toute naïveté et vouloir idéaliser un travail si souvent insupportable mais cela n'empêche pas que, d'une part, c'est souvent bien pire de se sentir inutile au monde lorsqu'on est sans travail, ni, surtout, que cela pourrait être beaucoup mieux, qu'on n'est pas condamné à un travail pénible ou dégradant. C'est difficile à admettre, sans aucun doute, car le travail est par essence exigeant, fatiguant, épuisant, nous confrontant sans arrêt à l'échec et à l'urgence. Le corps fatigué n'aspire qu'au repos, imaginant de grandes vacances où il n'y aurait plus besoin de gagner sa vie, vie déjà jouée, gagnée au loto sans plus avoir rien à prouver... Mais après un bon sommeil, on n'a guère envie de rester au lit pour un repos éternel ! De même, après des mois voire des années de chômage, au-delà de la misère qui gagne, c'est le sentiment de l'absence qui nous envahit, absence que le travail vient combler par l'appartenance à une entreprise commune et la participation à une finalité collective. De quelque côté qu'on prenne la question, le travail se révèle effectivement irremplaçable, bien au-delà de la nécessité immédiate, valant beaucoup mieux que tous les loisirs marchandisés qui ne donnent aucune réelle satisfaction. Reconnaître cette part bénéfique du travail, ne doit pas mener pour autant à l'acceptation de n'importe quel travail ni à supporter n'importe quelle condition de travail mais pourrait s'avérer au contraire extrêmement **subversif** en obligeant à quitter les représentations habituelles d'un "travail forcé" identifié à la peine pour concevoir ce que pourrait être un "travail choisi" encore trop rare mais qui est bien notre avenir. Reconnaître la valeur du travail c'est vouloir un tout autre travail et devrait renforcer la critique de l'exploitation salariale ainsi que nous permettre de nous interroger sur les nouvelles exigences du travail immatériel : quel travail il nous faudrait et à quelles conditions. C'est penser non pas la fin du travail mais la fin du productivisme salarial, c'est assurer une production plus écologique et humaine, pas seulement sa "décroissance".

Ce qui permet de dégager la dimension positive du travail c'est bien que le travail a changé à l'ère de l'information, n'étant plus force de travail mais travail qualifié mobilisant toute la personnalité et mettant en jeu sa reconnaissance. Aussi, plutôt que de prétendre mettre tout le monde au travail au nom de cette valeur-travail, comme si tout le monde était interchangeable et que le pire travail valait mieux que rien, il faudrait au contraire tenir compte de cette nouvelle situation où chaque personne est différente, disposant de savoirs et de talents particuliers dont il faudrait favoriser l'expression et le perfectionnement plutôt que détruire des compétences par leur déqualification. Impossible dans ce contexte de donner un travail standardisé à n'importe qui, on ne peut qu'aider au développement de l'autonomie de chacun ainsi qu'à la valorisation de ses compétences. Plus on est qualifié, plus on a affaire à un travail "cognitif", et plus c'est incompatible avec une subordination salariale. Ce qu'il faut développer, ce n'est pas l'emploi salarié mais le **travail autonome**, à condition de fournir les moyens (revenu garanti) et les structures (coopératives) de ces nouveaux rapports de production.

Pour l'instant, dans cette époque de **transition**, les anciens rapports de production se désagrègent et se montrent largement inadaptées aux nouvelles forces productives, multipliant les tensions que des gourous de la communication prétendent régler vainement, tout en provoquant une extension galopante de la précarité, sans qu'on ose encore imaginer de nouveaux rapports de production plus adaptés à l'ère de l'économie

immatérielle (travail autonome, revenu garanti, développement humain). Le saut paraît effectivement impensable, trop aventureux, comme pouvait le paraître le fordisme avant que les bienfaits des augmentations de salaires ne l'impose aux économies développées depuis les années 1930. Du moins, chacun comprend que le travail est devenu désirable (c'est devenu une valeur, non plus une malédiction) et qu'il ne faudrait pas tant le réduire, comme un mal nécessaire, mais "changer le travail pour changer la vie" (p11), améliorer les conditions de travail pour améliorer la qualité de la vie et ne plus perdre sa vie à la gagner. Ce n'est pas gagné, c'est le moins qu'on puisse dire, mais cette véritable "libération du travail" est la conséquence inévitable de l'économie cognitive et de la valeur enfin reconnue au travail, valeur d'autonomie et de reconnaissance qui doit rendre inacceptable l'exploitation salariale tout autant que l'esclavagisme.

La revalorisation du travail

Certes, la "valeur-travail" n'a jamais été aussi haute qu'au moment où le travail manque et où il a perdu toute valeur au profit des boursicoteurs et de la finance internationale mais il faut retourner le slogan contre ses auteurs, remettre en cause l'idéologie dominante au nom de ses principes mêmes ! Si le travail doit être effectivement revalorisé, encore faudrait-il que cela se traduise par une revalorisation de la part du travail par rapport au capital ainsi que par une meilleure protection des travailleurs. Cela se justifie au moins par le fait que le travail étant de plus en plus qualifié, son coût de reproduction devient aussi plus élevé, incluant temps de formation et d'information, la garantie du revenu étant nécessaire au maintien et au développement des compétences. Nous n'insisterons pas sur cette valorisation monétaire du travail sinon pour souligner que cela dépend en grande partie des luttes sociales car il y a bien loin des discours aux mesures effectivement prises. Les belles envolées sur la valeur du travail ne couvrent que des cadeaux faits aux riches, une prime à la spéculation et une aggravation des inégalités ! C'est à notre action revendicative de faire passer des paroles aux actes. Cela ne se fera pas tout seul même si la reconnaissance du travail dans sa dimension d'épanouissement de l'individu devrait mener à une toute autre répartition des richesses, privilégiant le **développement humain** (développement des capacités et valorisation des compétences) ainsi qu'une indispensable garantie du revenu. Prenons au mot la valeur-travail revendiquée partout afin d'obtenir une réelle revalorisation du travail ainsi qu'un renforcement des protections sociales mais sans se limiter cette fois aux seuls salariés. Ce serait sans aucun doute une véritable révolution, mais bien nécessaire, d'encourager le travail autonome en lui fournissant un cadre collectif et coopératif avec un revenu garanti pour tous !

En tout cas, la valeur travail ne se réduit pas à la mesure de la valeur, ce n'est pas non plus seulement la valeur du travail pour le travailleur lui-même, c'est aussi la valeur que la société reconnaît au travail et au travailleur, la part de richesse qu'elle reconnaît devoir lui donner et les moyens qu'elle met à disposition pour exercer ses compétences. C'est lorsque la richesse profite aux travailleurs et que les inégalités se réduisent qu'une société est plus riche et plus **heureuse**. C'est encore plus vrai dans une économie cognitive en réseau où la productivité n'est plus individualisable, même si elle est beaucoup plus personnalisée, devenue aléatoire et largement statistique, liée aux "externalités positives" comme à la coopération des savoirs.

(EcoRev' no 28, automne 2007, "Le travail autrement")

Changer le travail, changer la vie !

21 mars 2007

La confusion est à son comble. Alors que tout a changé avec notre entrée dans l'ère de l'information et que la précarité s'étend, on entend toujours les mêmes vieux discours, par les mêmes vieux partis avec leurs vieilles idées et leurs élites dépassées. Plus personne ne sait quoi penser dans ce marché des idéologies jusqu'à une extrême gauche éclatée repliée sur leurs petites organisations ridicules et incapables de construire une véritable alternative. La "**valeur-travail**" n'a jamais été aussi haute, au moment même où le travail manque et où il a perdu toute valeur au profit des boursicoteurs et de la finance internationale. Impossible de revenir à la situation antérieure pourtant quand le travail ne se mesure plus au temps salarié car le travail immatériel n'est pas linéaire, sa production n'est pas proportionnelle au temps passé et, par dessus le marché, contrairement au travail forcé d'une simple "force de travail", le travail immatériel et créatif ne peut réussir sans "motivation", sans un certain plaisir de travailler ! Bien sûr, c'est loin d'être le cas partout, la situation empirant au contraire pour beaucoup, mais une majorité de travailleurs aiment quand même leur travail et se battent pour que leur entreprise ne ferme pas. Cette exigence de motivation peut d'ailleurs redoubler l'aliénation aussi et rendre la subordination salariale absolument insupportable d'hypocrisie dès lors qu'elle est forcée...

La revendication d'un revenu garanti est de plus en plus nécessaire dans ce cadre mais elle n'a pourtant aucune chance de s'imposer dans le contexte actuel, du moins pas avant que les représentations du travail aient changé, devenu le premier besoin de l'homme comme valorisation de la personne et non plus devoir de subordination, si souvent humiliant. Pour changer cette représentation du travail comme "désutilité" ne servant qu'à "s'enrichir", n'étant fait que pour l'argent et la consommation, alors que la vraie vie serait ailleurs (dans les loisirs et la distraction), il faudrait arrêter de réclamer sa réduction comme d'un mal nécessaire pour exiger au contraire un **meilleur travail**, de meilleures conditions de travail, afin de ne plus perdre sa vie à la gagner, et faire d'un mal un bien. Pouvoir être heureux dans son travail, voilà qui devrait améliorer considérablement notre qualité de vie, étant donné que le travail en occupe la plus grande partie !

"*Changer le travail pour changer la vie*", n'est-ce pas un slogan qui pourrait rassembler tous les travailleurs avec l'avantage de revenir au qualitatif, aux conditions de travail, et pas seulement au quantitatif, au temps de travail ou au salaire ? Une fois persuadés qu'on peut faire du travail autre chose qu'une peine exténuante et qu'on peut se fier à l'autonomie de chacun pour exprimer ses capacités et valoriser ses compétences, le revenu garanti s'imposera sans doute de lui-même combiné avec les institutions nécessaires au développement humain et au travail autonome (c'est-à-dire aussi la production locale dans une économie en partie relocalisée). Il faut changer le travail, pas le réduire (en augmentant encore le stress!) mais exiger d'être mieux traités, de pouvoir s'épanouir dans son emploi comme un droit universel et passer enfin du travail forcé au **travail choisi**, redonnant ainsi toute sa valeur au travail comme valorisation des travailleurs ; question de dignité humaine et de reconnaissance sociale, d'égalité et de liberté concrète. Ne pourrait-on espérer du retour de la question des conditions de travail et du respect des travailleurs une convergence des luttes ?

Avant que toute profession soit contrainte à devenir désirable en quelque façon, que ce soit pour sa rémunération ou pour son intérêt propre, ce qui devrait certes bousculer quelques hiérarchies, le préalable serait au moins d'arrêter l'identification du travail à une **torture**, sous prétexte d'une fausse étymologie, alors qu'on doit lutter au contraire pour l'abolition de la torture au travail, dans le droit fil des lois contre le harcèlement moral par exemple.

"C'est par un jeu maladif sur les mots en cherchant des justifications étymologiques à des rapprochements fortuits que les mythes se sont construits. Le mythe est donc issu du travail de la langue" (Michel Boccara, [La part animale de l'homme](#) p21, Anthropos, 2002).

Lorsqu'une fausse **étymologie** est reprise partout, ce n'est jamais sans raison. On ne passe pas son temps à répéter des étymologies justes ! Ainsi religion ne vient pas de *religere* comme on le répète tout le temps, mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, de *relegere* signifiant exécuter scrupuleusement (religieusement) les rites et non pas relier les hommes, sens que les chrétiens ont voulu imposer depuis Lactance et Tertullien (voir Emile Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*). De même, si le mot "travail" vient sans doute effectivement de *tripallium*, l'erreur ici c'est de prétendre que ce trépied désignerait un instrument de torture sous prétexte que la première occurrence connue du mot *tripallium* concernait un instrument de torture, peu utilisé et vite oublié, en forme de trépied, en effet. Le vrai trépied dont il est question dans le "*trabar*" servait à immobiliser le sabot du cheval pour le travailler (*trabar* veut dire entraver, ce pourquoi le *trabajo* est pénible). On appelle toujours dans le sud-ouest "travail" le petit abri pour les chevaux qui jouxte la maison et sert théoriquement au soin de ses sabots. C'est peut-être à cause des chevaux que le sens de *travel* en anglais désigne le voyage, en tout cas, le sens du travail c'est plutôt l'immobilisation, la table de travail de l'accouchement, c'est être rivé à sa tâche, boulonné à son boulot.

Pourquoi va-t-on chercher cette fausse étymologie pour dire que le travail est une torture alors qu'on ne manque pas de mots pour désigner la **peine** laborieuse (le "chagrin") ? C'est, sans doute que cet aspect est devenu insupportable, signe qu'on a quitté ce temps où le travail devait être souffrance, sacrifice pour racheter nos fautes, où la valeur mesurait la peine enfin, d'Aristote à Thomas d'Aquin et jusqu'à Adam Smith compris. Marx avait souligné que c'était complètement dépassé à l'époque des machines où, ce qui fait la valeur c'est le temps de travail (de machine) et pas du tout le fait que l'ouvrier soit triste ou joyeux. Inutile donc de changer de travail quand on commence à y trouver du plaisir pour lui garder toute sa valeur, comme le faisaient les premiers bénédictins qui voulaient y gagner leur ciel ! Aujourd'hui, c'est encore tout autre chose car le plaisir qu'on y prend donne cette fois de la valeur au travail créatif ou relationnel, tout comme dans l'ancien artisanat ou pour les artistes. C'est ce qui rend d'autant plus insupportable la souffrance au travail et tout ce qui reste d'esclavage dans le salariat.

Plutôt qu'une soi-disant "propriété collective" des biens de production qui ne change presque rien au fonctionnement de l'entreprise ni surtout à notre vie de tous les jours, notre objectif devrait être celui d'une **réappropriation** de nos vies et de nouveaux droits sur notre lieu de travail, abolissant la séparation du travail et de la vie (déjà bien entamée). Plutôt que de rester crispés sur des avantages acquis d'un autre siècle, voilà une nouvelle "utopie positive" qui permettrait de reprendre l'offensive pour acquérir de nouveaux droits, sans rester enfermés dans le productivisme et les simples augmentations de salaire. En revalorisant la qualité de la vie sur le lieu de travail, la décroissance matérielle semblera dès lors beaucoup moins menaçante et la relocalisation de l'économie devrait aller de soi, mais pour cela, il faudrait d'abord opérer cette conversion du "travail comme peine" au "travail comme valorisation" ainsi que du travail subi au travail choisi.

L'utopie d'un travail épanouissant et d'une meilleure qualité de vie au travail ne consiste pas à s'imaginer qu'un travail puisse être de tout repos et sans problème. Chaque travail reste un défi épuisant et, les programmeurs le savent mieux que d'autres, on passe son temps à corriger ses erreurs, sans compter les tensions relationnelles inévitables, le manque de reconnaissance, les rivalités, les échecs... Toutes les tâches, même les plus nobles, ont leurs servitudes (et l'on n'a jamais tout ce qu'on mérite!) mais il ne s'agit pas de revendiquer une jouissance sans fin et une vie facile, seulement de conquérir de **nouveaux droits** et, surtout, de changer la nature du travail. Ce n'est pas gagné mais c'est un objectif de luttes qui pourrait réunir tous les travailleurs et nous sortir de l'ornière en dessinant des chemins nouveaux.

Nouveaux ? Pas tant que ça. La conciliation improbable de travail et plaisir n'est pas le fruit d'une imagination débordante ni d'une illumination soudaine qui ne ferait qu'ajouter à la confusion. C'est d'abord notre situation matérielle, l'évolution de la technique et le devenir immatériel de l'économie qui obligent à reconsidérer le travail du côté du plaisir plus que de la peine, mais ce n'est pas vraiment une découverte pour les psychiatres. En effet, on peut dire que les fous ici nous ont précédés puisqu'après les avoir enchaînés pour les forcer à travailler dans des conditions inhumaines, l'**ergothérapie** a renversé toutes les valeurs en montrant que le travail avait une fonction curative. Bien sûr, ce n'était plus le même travail, ce n'était plus un travail "contre nous" mais "pour nous". Cette démonstration aurait dû contaminer toute la société mais les conditions n'étaient pas remplies à l'époque où l'informatique balbutiait encore et n'avait pas pénétré tous les bureaux et les usines aussi.

La situation actuelle diffère du tout au tout. On fait comme si le travail avait toujours été valorisé (*Travail, Famille, Patrie*) mais, à part dans les cours d'éducation civique ou à l'Eglise, le travail a toujours été méprisé au contraire, et ce, depuis la nuit des temps jusqu'aux années 60 au moins. Ensuite, ce qui a commencé à rendre le travail **désirable** c'est en partie de venir à manquer, sans doute. Ce n'est pas la seule raison pourtant car si dans le chômage on découvrait l'exclusion des échanges et des liens sociaux, donc la part positive du travail, part occultée ordinairement par la fatigue quotidienne et les difficultés rencontrées, c'était aussi le signe que la nature du travail avait changé, devenu plus humain en passant de la force de travail à la résolution de problèmes, de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information. D'autres signes manifestent que le travail n'est plus la malédiction divine de la Bible : non seulement le travail des femmes, qui gagnent leur autonomie en sortant du foyer, mais surtout les riches qui désormais répugnent à des loisirs démocratisés et recherchent plutôt les postes de pouvoir, en tout cas une activité professionnelle qui les valorise et les occupe à temps plein le plus souvent, même si rien ne les y oblige (c'est nouveau).

Non, le travail n'est pas forcément la torture qu'on dit, ce dont on devrait paraître-il se faire une raison ! Non, on ne peut se passer trop longtemps de travailler pour les autres et d'être reconnu matériellement pour la valeur de sa contribution. On peut même travailler pour le plaisir et pas seulement pour l'argent. Les apologies de la paresse ne sont que de bonnes blagues pour les enfants quand ce n'est pas simplement la résistance au productivisme ou le rêve bien légitime de repos d'un corps fatigué. Là n'est pas la question, il faut lutter contre les mauvaises conditions de travail, lutter contre le stress, lutter contre l'exploitation, lutter contre l'esclavage mais pour changer le travail et faire enfin un travail qu'on aime. Utopie ? Pas tant que ça puisque c'est ce que prétendent déjà faire certains directeurs des ressources humaines, dans leurs discours au moins ! Baratin ? Oui, souvent, mais ce n'est pas du baratin qu'une entreprise constitue effectivement une communauté humaine et qu'elle a besoin de faire équipe pour

fonctionner correctement, de coopération (ça ne peut pas être une compétition de tous contre tous). Il faudrait donc les prendre au mot plutôt. La revendication d'aimer son travail pourrait se révéler en fait beaucoup plus **subversive** que de lutter contre le travail ou de vouloir le réduire. C'est un changement bien plus profond, changement de point de vue sur le monde et transformation concrète de nos vies. Cela pourrait constituer enfin le premier pas vers une économie plus écologique, moins productiviste et orientée vers la qualité de la vie.

Pour que le travail puisse être épanouissant et faire partie de notre vie, un revenu garanti est absolument nécessaire, condition de l'autonomie et du travail choisi, mais ce n'est pas du tout une mesure suffisante en soi. Il faudra impérativement ne pas laisser les travailleurs isolés mais créer des institutions, comme les [coopératives municipales](#), afin d'assurer l'orientation des individus, la valorisation de leurs compétences et tous les services d'un développement humain (formation, assistance, coopérations, échanges). Ces structures collectives devraient favoriser le travail autonome plutôt que le salariat mais il faudra assurer ainsi une **production** effective. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi mais d'utiliser au mieux ses compétences. Tout cela paraîtra trop irréaliste bien que beaucoup moins sans doute que les combats d'arrière garde déjà perdus des syndicats, comme de rester obnubilés par un plein emploi mythique qui laisse pourtant tellement d'exclus sur le bord de la route, sans parler d'une nouvelle réduction du temps de travail qui a perdu tout sens ! Le travail a changé, c'est à nous de changer maintenant. Ne laissons plus les entreprises être des lieux inhumains et sans âme. Changeons le travail, du moins notre regard sur le travail comme fonction sociale, sur l'entreprise comme lieu de vie et sur les travailleurs comme compagnons d'aventure. Est-ce possible ? Est-ce désirable ? Est-ce nécessaire ? La réponse ne fait pas de doute, encore faut-il le vouloir et se battre pour : la liberté ne se prouve qu'en acte. Ce ne serait d'ailleurs qu'un premier pas vers d'autres conquêtes, vers une sortie du productivisme capitaliste et la construction d'[alternatives locales à la globalisation marchande](#)...

Il faut reprendre tout à zéro, abandonner les vieux schémas pour revendiquer le droit à un travail épanouissant, porter nos forces sur les conditions de travail et la qualité de la vie, changer le travail plutôt que le réduire, conquérir notre autonomie et se réapproprier notre temps de travail enfin. C'est incontestablement la véritable clef du **bonheur** et de la santé, beaucoup plus que le "pouvoir" ou l'argent, et ce qu'il faudrait mettre un peu plus en valeur, en déconsidérant concurrence, profit, richesse et même les loisirs un peu vains qu'on nous fait miroiter, afin de faire du travail le meilleur des loisirs, inciter les gens à tirer si possible leurs ressources de leurs passions ! Ensuite il deviendra plus naturel sans doute d'assurer un revenu garanti à tous et de créer des coopératives municipales pour travailleurs autonomes. Bien sûr ce n'est pas gagné, loin de là, mais pas impossible non plus à notre époque qui en a tant besoin, libération du travail autonome qui n'est en fait qu'une simple adaptation des nouveaux rapports de production aux nouvelles forces productives immatérielles. Il me semble, c'est une idée que je propose (sera-t-elle bien comprise et peut-être est-ce folie ?) qu'un tel changement de point de vue en faveur d'une "ergothérapie" généralisée pourrait nous guérir de quelques unes de nos folies...

Le travail fait la santé

10 novembre 2010

Pour une écologie du travail

On ne peut séparer l'écologie du social, comme le voudrait l'écologie libérale, pas plus qu'on ne peut séparer l'homme de son milieu. Ce sont bien les effets désastreux sur notre qualité de vie et notre santé qui nous alertent sur les problèmes écologiques, cependant les causes sont le plus souvent du côté de la **production**, des procédés et substances employées mais aussi du travail lui-même, responsable en grande partie de la dégradation de nos conditions de vie car s'il est avéré que "le travail, c'est la santé" quand c'est un travail valorisant, c'est loin d'être toujours le cas.

Une **écologie du travail**, attentive à l'amélioration des conditions de travail, devrait constituer une priorité de santé publique dès lors qu'une grande partie des maladies se révèlent être, à l'origine, des maladies du stress potentialisant les pollutions toxiques et les déséquilibres biologiques. On commence tout juste à s'en apercevoir devant les dégâts d'une gestion par le stress qui a révélé toute son inhumanité, seulement le problème est bien plus général que les "suicides au travail" qui n'en sont que les martyrs les plus visibles. La société, la citoyenneté démocratique et les droits de l'homme ne s'arrêtent pas à la porte de l'entreprise qui est au contraire un des principaux lieux de socialisation et de vie commune bien que ce soit de façon plus ou moins temporaire, à la différence des villages d'autrefois. C'est un territoire qu'il faut reconquérir et civiliser en s'opposant aux nouvelles barbaries comme les luttes ouvrières ont combattu les anciennes. On ne peut accepter l'extra-territorialité du travail qui est une bonne part de notre vie, aussi bien d'un point de vue politique que des répercussions écologiques ou sur notre santé. Il faut s'en persuader, la question du travail devrait constituer avec la relocalisation l'axe principal d'une véritable politique écologiste.

Le cercle est bouclé lorsqu'on se rend compte que le consommateur malade est aussi un travailleur, impliqué dans une **production** qui le rend malade. Le souci de la qualité de la vie se porte naturellement en premier lieu vers la famille comme lieu de consommation et de partage mais, y compris pour nos proches, étant donné le temps qu'on y passe, changer le travail, c'est changer la vie de façon bien plus radicale. Se soucier de notre vie au travail, c'est prendre le problème véritablement à sa racine, dans la production qui détermine largement nos consommations. L'écologie ne peut se réduire à corriger les effets les plus voyants de la dégradation de notre environnement alors qu'elle doit adopter un point de vue global et remonter aux causes. Les problèmes écologiques étant causés par nos productions, c'est donc bien la production qu'il faut changer. Pas seulement le contrôle de l'innocuité des produits mais le travail lui-même, c'est-à-dire l'homme (ou la femme), le travailleur dans sa quotidienneté, au-delà des exigences minimum d'hygiène et de sécurité, ce qui certes ne va pas de soi dans une économie fortement concurrentielle, encore moins pour des entreprises capitalistes motivés uniquement par le profit.

C'est bien parce qu'elle remonte aux causes économiques et sociales que l'écologie-politique ne se réduit pas à l'environnementalisme dans lequel on voudrait l'enfermer, ni à la préservation des équilibres naturels mais doit se soucier de la production et du travail.

Cependant, c'est aussi de façon beaucoup plus immédiate que l'écologie doit se préoccuper des conditions de travail en tant qu'elles conditionnent la **santé** des populations, y compris leur santé mentale. On peut d'ailleurs rappeler que c'est le constat que les premiers prolétaires britanniques n'étaient plus en état de servir comme soldats qui a motivé les premières lois sociales sans lesquelles les "lois du marché" n'assureraient pas la simple survie ni sa propre reproduction. Aujourd'hui on peut dire que la précarité et le stress sont de véritables armes de destruction massive, bien que ce soit de façon moins visible, ce qui devrait en faire une priorité politique. Enfin, il y a un lien incontestable entre les conditions de travail et la qualité des produits, tout comme l'aliénation au travail renforce l'aliénation du consommateur. Les dimensions économiques et sociales devraient donc bien faire partie intégrante d'une approche écologique globale qui doit comporter une écologie du travail et une écologie du stress, étant donnée leur incidence sur la santé et la dégradation du milieu (sans aller jusqu'à une "écologie mentale" problématique).

Il ne faut pas rêver, si ce n'était qu'un objectif de santé publique, cela ne serait certainement pas assez convaincant pour émouvoir les puissances économiques mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est aussi ce qu'exigent les transformations du travail, les nouvelles forces productives **immatérielles** à l'ère de l'écologie, de l'information et du développement humain où la gestion des ressources humaines et la valorisation des compétences deviennent le cœur de l'entreprise et le moteur de l'économie. L'automatisation rend de plus en plus inutile la "force de travail", le travail non qualifié, et de plus en plus indispensable compétence, adaptabilité, communication voire empathie, toutes qualités humaines dont les machines sont dépourvus. Ce pourquoi le développement humain devient le cœur de l'économie, développement humain qu'il faut entendre au sens d'Amartya Sen, du développement des capacités de chacun (*capabilities*), de son autonomie et de ses compétences. C'est désormais l'autonomie du travailleur qui est mobilisée, en effet, dans l'activité productive pour la "résolution de problèmes" comme pour le relationnel, ce qui constitue une véritable inversion des logiques "des sociétés de contrainte aux sociétés de contrôle", du temps de subordination au contrat d'objectif et l'évaluation après-coup. Cela comporte de nouvelles souffrances quand on est remis en cause dans notre être mais devrait logiquement entraîner le passage du travail forcé au travail choisi qui ne concerne encore que les plus qualifiés pourtant, alors que c'est à tous qu'il faudrait en donner les moyens. L'universalisation à un rythme absolument inédit des technologies numériques exige une reconfiguration complète de notre système de production et des protections sociales... faute de quoi, c'est la précarité qui s'étend avec des conséquences dramatiques sur la santé et une destruction de ressources humaines on ne peut plus contre-productive. Les répercussions finales sur la santé ne sont comme souvent que des symptômes de l'inadaptation des institutions aux réalités nouvelles et des rapports de production aux nouvelles forces productives.

Il faudrait également revoir complètement les conditions de travail si l'on veut s'adapter aux évolutions démographiques en donnant la possibilité aux salariés de prendre leur **retraite** le plus tard possible alors que la santé est plus fragile, avec une productivité qui baisse à partir de 53-55 ans le plus souvent. Il ne s'agit pas de remettre en cause la retraite à 60 ans pour ceux qui le veulent ou n'en peuvent plus, mais de donner vraiment la possibilité de continuer à travailler pour ceux qui le souhaitent et ne veulent pas être mis à la porte, sachant qu'il est d'autant plus recommandé de continuer à travailler qu'il s'agit de travail immatériel entretenant nos capacités cognitives. S'il faut défendre le droit de choisir, c'est à condition que ce soit un libre choix. Il faut donc défendre bec et ongle le droit à la retraite sans se croire obligé de réduire la vie à l'inactivité ni aux sinistres

croisières du troisième âge. Il faut là aussi prendre la question par l'autre bout et par le renforcement des protections sociales et de nos libertés au lieu de les réduire au risque d'aggraver les problèmes de santé et de financement. Mais le préalable serait des conditions de travail adaptées, il faudrait un autre travail, un travail désirable...

Les discussions sur le **travail** sont impossibles et mensongères d'une façon trop générale car on ne peut mettre sur le même plan toutes les professions. Il y a travail et travail, travail épanouissant et travail humiliant ou harassant. Comme le soulignait [Galbraith](#), à rebours des postulats de l'économie libérale, c'est en plus le travail le plus pénible qui est le moins bien payé alors que c'est le plus gratifiant qui est le mieux rémunéré ! On sait que les inégalités dans le travail se traduisent par des inégalités non seulement dans les salaires mais aussi dans la santé et l'espérance de vie. C'est là qu'on voit clairement que le travail fait la santé, ce qu'on devrait prendre beaucoup plus au sérieux. Il n'y a pas que la pénibilité physique, les accidents du travail, les [maladies professionnelles](#), les troubles musculo-squelettiques et l'usure des corps. On pourrait citer de nombreuses études, notamment les recherches de Christophe Dejours ("Souffrances en France") mais il y en a bien d'autres, qui établissent les répercussions dramatiques sur la santé mentale de mauvaises relations de travail. Au moins 20% des problèmes de santé au travail seraient liés aux "[risques psychosociaux](#)". Le besoin de reconnaissance dans son travail comme dans tout groupe humain, se révèle être absolument vital.

Un travail sans perspective de carrière et avec beaucoup de stress est le meilleur moyen d'être malheureux et de [mourir prématurément](#).

Le rôle du **stress** a été sous-estimé jusqu'ici dans la détérioration de la santé, de même qu'il a été surestimé dans ses côtés positifs. Il ne fait aucun doute qu'on a besoin d'un minimum de stress, au niveau simplement biologique, car la vie est un processus d'adaptation qui s'ossifie, perd ses capacités d'adaptation et son caractère de vivant en l'absence de toute agression ou déficit. On soupçonne ainsi que l'augmentation des maladies auto-immunes puisse être liée à un excès d'hygiène (c'est ce qu'on appelle l'hypothèse hygiéniste). Il faut entretenir le système immunitaire comme il faut entretenir le système nerveux qui est son prolongement. Au niveau du vécu, cela se traduit par un insupportable ennui quand il ne se passe rien et qu'on n'a pas besoin de travailler. C'est même une des raisons pour lesquelles il vaut mieux avoir un travail. Les études montrent toutes que plus on travaille vieux, plus on vit vieux. C'est un fait statistique au moins. Encore faut-il pouvoir, que ce ne soit pas un travail trop fatiguant et stressant. Car il est tout aussi certain que trop de stress tue (y compris des chefs d'entreprise, ce qui n'est pas toujours une si bonne position de ce point de vue). Les dernières études montrent que même un stress modéré est plus pathogène qu'un stress faible. Il ne fait pas de doute qu'on ne saurait se passer de compétitions mais la concurrence ne doit pas être exacerbée comme elle l'est sur le marché du travail et dans les grandes entreprises. On connaît les ravages du *burn out*, surmenage qui mène tout droit à la dépression, mais le stress peut déclencher toutes sortes de maladies physiologiques, inflammations, cancers, infarctus, etc., avec même des [répercussions génétiques](#) ! Le coût humain de "techniques de management" barbares est exorbitant, vies gâchées, vies perdues, mais cela se traduit aussi en coûts financiers en terme de santé publique. Faire la paix dans les entreprises et refaire équipe ensemble au lieu d'y faire régner la terreur serait un gain pour l'entreprise comme pour la société. Il y a d'ailleurs quelques rares patrons qui ont compris l'importance du [plaisir au travail](#) et de relations pacifiées, ce qui n'est certes pas la philosophie des *golden boys* aux dents longues et de leur stupide idéologie "risquophile" un peu trop cocaïnée. Il y a du boulot !

Une fois admis la nécessité d'une écologie du travail et d'une écologie du stress, quelle est donc la stratégie à adopter ? Sûrement pas la voie adoptée par les 35h où la réduction du temps de travail supposée donner plus de temps pour vivre s'est trop souvent traduite par une intensification du stress et la déstructuration de la vie familiale par l'introduction de la flexibilité. Prendre en compte la santé au travail, c'est inverser le point de vue sur le travail, de l'exploitation esclavagiste à une sorte d'ergothérapie, du travail forcé au travail supposé épanouissant. Au lieu de fuir le travail comme le mal, arriver à en faire un travail désirable, sacré challenge mais qui peut faire l'axe d'une politique. Je ne veux pas trop insister sur la nécessité d'une **alternative** au salariat comme temps de subordination en donnant les moyens à tous d'un travail autonome par un revenu garanti et les institutions du développement humain, car, il ne s'agit en aucun cas de s'occuper uniquement de l'alternative alors que les conditions de travail doivent être améliorées partout et au plus vite. Il n'empêche qu'il faudra bien sortir du salariat productiviste et passer au travail autonome, ce qui pourrait se traduire cependant par un stress supplémentaire insupportable comme on le constate déjà et ce pourquoi ce n'est pas viable sans des protections sociales renforcées contre la précarité (notamment un revenu garanti). C'est seulement en changeant le travail qu'on peut vraiment changer les consommations, c'est seulement quand le travail n'est plus une souffrance qu'il n'a plus besoin d'être compensé par des consommations factices, c'est seulement quand on n'est plus subordonné mais autonome qu'on peut être responsable de ses productions et de leur qualité.

A notre stade de développement, la santé devient le bien le plus précieux (et le plus cher!), raison de plus pour ne pas la gaspiller dans des tensions professionnelles mortifères pas plus qu'en manipulant des produits dangereux. Il vaut toujours mieux jouer la prévention. Les illuminés du transhumanisme imagineront bien un homme augmenté aux performances décuplées, laissant loin derrière des compétiteurs arriérés. Notre intérêt serait plutôt de baisser la pression, d'opérer la même conversion que les anciens seigneurs passant du pillage à la gestion de leur domaine, aux "politiques du *care*" déjà, prenant soin des populations et des richesses locales, prise en compte de ce qu'on appelle des externalités par rapports aux productions immédiates alors qu'elles en sont la condition, tout comme la fertilité des sols qu'il faut entretenir. Loin d'être un luxe qu'on ne pourrait plus se permettre, jamais les protections sociales et le développement humain n'ont été aussi nécessaires et productives. Pour la même raison que le fordisme doit son succès au fait de s'être donné les moyens de sa **reproduction**, on peut faire le pari que la prise en considération de la santé et de notre simple humanité devrait s'imposer de plus en plus dans le travail comme dans les affaires. Cela ne se fera pas tout seul, il faudra comme toujours de fortes mobilisations sociales mais les conquêtes sociales se consolident d'autant mieux que le gain est collectif et que tout le monde en profite finalement...

Si le bonheur des peuples a un sens en politique, c'est de faciliter le travail et la vie de tous. Le simple souci de la santé, d'arrêter la guerre contre la vie, nous a mené à l'écologie du travail, au passage de l'exploitation à l'ergothérapie, au travail comme premier besoin de l'homme, mais on a vu aussi qu'on serait dans l'utopie si l'ère de l'écologie ne se révélait aussi l'ère de l'information et du développement humain exigeant des transformations radicales pour tenir compte du nouveau monde qui s'ouvre à nous. Ce n'est pas le lieu d'en aborder les modalités pratiques mais on voudrait juste insister sur le point de vue écologique **global** qui permet de lier le travail à ses produits et les conditions de travail à la santé, bouclant le circuit entre questions écologiques, économiques et sociales.

Il ne s'agit pas cependant de prendre ses désirs pour des réalités en ignorant les contraintes économiques mais bien de se concentrer sur le travail lui-même, l'acte

productif et sa relocalisation plutôt que sur les consommations et une illusoire planification des besoins avec ses relents totalitaires (en tout cas de travail asservi). Au lieu d'ajouter des contraintes écologiques aux contraintes économiques, il vaudrait mieux parier sur l'**autonomie** de l'individu et la valorisation de ses compétences, libérer le travail et se libérer de la subordination salariale tout comme d'une pression excessive, non pas prendre la question du côté des pollutions seulement et du résultat mais des causes, de l'activité, du système et de son productivisme. La liberté dans le travail exige cependant la liberté de ne pas travailler et de se libérer du travail, c'est la difficulté et le point sur lequel il ne faut pas céder pour que ce soit un travail choisi dans lequel on puisse s'investir.

A quand des syndicats écologistes pour changer le travail salarié ? Il faudrait en effet combiner la voie de l'alternative locale à la pacification des entreprises. Même si ce ne sont pas des gains financiers, les gains d'une telle libération du travail coopératif seraient **immédiats**, et non dans un lointain futur, sur notre quotidien, notre santé, nos relations sociales comme sur nos consommations et nos modes de vie. Ce serait surtout un changement complet de point de vue sur le travail. Bien sûr, le plaisir au travail reste une utopie pour beaucoup mais sa revendication est devenue légitime. De mauvaises conditions de travail sont devenues inacceptables. On ne gagnera rien à continuer à rendre les gens malades. Il ne suffit pas de le dire, il faudrait du moins commencer par le dire pour une véritable écologie et politique de santé qui prenne en compte toute notre vie, travail compris.

(article pour EcoRev' no 36 *Ecologie et santé*)

RTT contre Revenu garanti

26 octobre 2005

Le mouvement social est profondément **divisé** entre deux utopies difficiles à concilier. D'un côté le projet de fonctionnarisation de la société (interdiction de licenciement et plein emploi par réduction du temps de travail), de l'autre le développement du travail autonome et des nouvelles forces productives (revenu garanti et développement humain). Ces projets s'opposent en tous points mais surtout comme la défense des anciennes institutions d'un côté et l'adaptation aux nouvelles forces productives de l'autre. La situation est tragique car, pour les partisans de la RTT ceux qui défendent le revenu garanti participent à la dislocation des protections sociales alors que les partisans du revenu garanti accusent l'illusion du retour au plein emploi de laisser la misère se développer pour ne pas la cautionner !

C'est un fait, la **vérité** n'est pas donnée, elle est l'objet de luttes politiques, quand ce n'est pas de guerres de religions, où notre "rationalité limitée" apparaît bien désespérante. Entre différentes convictions on n'arrive pas à s'entendre, chacun pense à l'intérieur d'un système cohérent qui n'interprète pas les événements de la même façon que le camp adverse et il est bien difficile de se faire une opinion entre évidences contraires. On peut d'ailleurs voir se constituer dans ces luttes une sorte d'équilibre plus ou moins instable entre égalité et liberté, c'est-à-dire entre purs concepts semble-t-il, ou même entre étatsisme et libéralisme, mais on doit bien admettre que ces concepts sont défendus par des forces sociales. Dès lors il est plus raisonnable d'attribuer les différences de point de vue en grande partie à la position matérielle, à la portion de réalité dont chacun fait l'expérience pratique, ainsi bien sûr qu'à l'intérêt des acteurs en jeu (la question de la vérité n'est donc pas du tout une question abstraite mais tout ce qu'il y a de plus concret). Ces limitations cognitives ou idéologiques ne s'appliquent pas seulement à la "contradiction principale" entre les idéologies "prolétarienne" et "bourgeoise", ni même entre dominants et dominés, comme si chaque camp était unifié ! Les différences de représentations se retrouvent à tous les niveaux : entre jeunes et vieux, hommes et femmes, salariés et chômeurs...

Ainsi, les **populations** concernées par la RTT et le revenu garanti ne sont effectivement pas les mêmes. D'un côté on a affaire à des fonctionnaires ou syndicalistes de grandes entreprises, de l'autre on est dans le chômage, les petits boulots, les travailleurs indépendants, les créatifs. Les forces en présences ne sont pas égales puisqu'on a d'un côté la masse des syndiqués (qui se réduit de plus en plus), et de l'autre les exclus du système, les intermittents du spectacle et de nouvelles formes de travail immatériel, comme ce qu'on appelle les intellos-précaires, encore très minoritaires tout comme le salariat était très minoritaire dans la France agricole de 1848 (l'important c'est qu'il soit en rapide augmentation). Car le problème des partisans de la réduction du temps de travail, outre le fait que les 35H sont déjà fortement attaqués, c'est bien que la précarité continue à se répandre et à se développer, participant à l'effritement par le bas du droit du travail. Dans ces conditions, non seulement un revenu décent est prioritaire mais on voit mal comment la réduction du temps de travail pourrait être si radicale qu'elle puisse prétendre réduire le chômage de plus d'un quart au mieux (500 000 emplois), sans régler aucunement le problème pour les 3/4 restant sur le carreau. Une baisse du chômage est plus que probable mais le plein emploi est rêvé de façon bien peu réaliste par les partisans de la RTT, constituant plutôt un idéal normatif.

Il se trouve donc qu'au moins à gauche, le chômage, qui gangrène la société depuis 30 ans maintenant, constitue le terrain privilégié de l'affrontement idéologique. Ce n'est pourtant pas une question aux Etats-Unis, où Greenspan (qui prend sa retraite) a montré toute sa maîtrise des mécanismes monétaires en baissant les taux de la réserve fédérale quand l'activité faiblissait, les remontant quand l'inflation menaçait. La corrélation entre niveau d'emploi et masse monétaire est presque toujours vérifiée, une inflation raisonnable crée de l'emploi (sauf pendant une période particulière, dite de "stagflation" après le premier choc pétrolier, ou lorsque l'inflation devient galopante), de même qu'un chômage trop faible crée de l'inflation salariale. Le niveau élevé de chômage dans les grands pays européens est la conséquence directe de la politique de l'Euro fort et de **lutte contre l'inflation** de la Banque Centrale Européenne. L'admettre serait mettre en cause non seulement le capitalisme, qui s'accommode fort bien de l'inflation, ce serait surtout mettre en cause une génération vieillissante, les retraités et les rentiers qui soutiennent cette lutte contre l'inflation.

Dès lors qu'on ne veut pas reconnaître le caractère monétaire du chômage, toutes sortes d'explications peuvent bien être proposées, toutes plus fantaisistes les unes que les autres, ou du moins généralisant des phénomènes marginaux, quand ce ne sont pas des tares individuelles auxquelles on impute des phénomènes sociaux. Les plus prisées de ces **causes imaginaires** sont la soi-disant paresse des chômeurs (désincités à travailler!) et la peur des patrons (effrayés par les "rigidités" du droit du travail). De telles bêtises devraient discréditer nos hommes politiques. Le niveau jugé excessif des charges sociales semble un peu plus pertinent face à la concurrence asiatique, mais en fait l'explication ne tient pas le coup, très loin de pouvoir rendre compte du chômage de masse actuel. Il y a une autre théorie, de gauche cette fois, reprise notamment par Rocard pour justifier la RTT, et qui prétend rendre compte du chômage par les gains de productivité non compensés par une réduction du temps de travail équivalente. C'est une théorie curieuse qui veut expliquer une situation particulière à la zone Euro par un progrès historique général et qui fait l'hypothèse, que rien ne justifie, d'une quantité fixe de travail qu'il suffirait de se répartir comme si nos besoins n'évoluaient pas à mesure qu'on les satisfait (*La place des chaussettes* montre que les normes de propreté s'élèvent à mesure que les robots-machines permettent de réduire le temps de ménage).

Il ne s'agit pas de nier qu'une **réduction du temps de travail** comporte des avantages certains et permette la création de quelques emplois supplémentaires mais la théorie sous-jacente est largement fautive, au moins dépassée, et il serait bien préférable de pouvoir moduler la durée du travail selon les moments de la vie (formation, naissances, reconversions, activités associatives, maladies, vieillesse). Ce n'est certes pas la RTT qui est archaïque mais son caractère uniforme. Dans l'optique du revenu garanti, celui-ci fonctionne comme une subvention au travail partiel choisi, c'est une liberté donnée au salarié de choisir son temps de travail et non une réduction autoritaire. Il y a tellement peu de chances qu'on assiste avant de longues années à une nouvelle RTT uniforme (alors que la garantie du revenu s'imposera inévitablement par ce qu'on appelle "l'impôt négatif" au moins, le plus utopique des deux n'est pas celui qu'on croit), on pourrait donc s'arrêter là. Il est tout de même intéressant de voir en quoi deux idéologies s'opposent, l'une suivant la tradition ouvrière, et l'autre émergeant avec les nouvelles forces productives de l'ère de l'information. Chacune a sa légitimité, son domaine de pertinence, mais elles sont hélas bien peu compatibles.

Ces querelles des anciens et des modernes ne sont pas des coquetteries d'intellectuels mais des enjeux concrets entre le vieux monde qui s'écroule, bien qu'il demeure largement majoritaire (comme l'agriculture reste encore largement majoritaire dans le monde), et le

monde nouveau qui cherche à naître, dans les souffrances individuelles de structures sociales **inadaptées**. Car les débats quasi théologiques sur la notion de travail recouvrent bien deux types de travail, deux types d'économie, deux époques, deux principes d'organisation : les institutions du fordisme et de la production de masse d'un côté, l'économie de la demande et de la personnalisation à l'ère de l'information et du travail immatériel de l'autre. Il ne s'agit que de savoir où l'on se trouve.

On ne peut certes qu'approuver le projet de sortir le travail de la marchandisation, projet ancien qui date au moins de 1945 et des conventions collectives qui donnaient des barèmes de salaire selon le diplôme et le poste occupé. C'est la métallurgie qui a été le plus loin dans cette voie sans doute, c'est-à-dire dans le cadre de très grandes usines considérées comme des lieux de socialisation. On s'approchait d'autant plus d'un statut de **fonctionnaire** qu'on était souvent employé à vie dans la même entreprise. Sortir du marché du travail était effectivement l'objectif de Marx tout autant que de Polanyi, mais cela voulait dire explicitement sortir du salariat qui n'est rien d'autre que l'autre face du capitalisme (c'est toute la démonstration de Marx dans "[Travail salarié et capital](#)"). Ce projet apparaît bien paradoxal par contre lorsqu'il va jusqu'à proclamer comme Michel Husson "*tous salarié(e)s pour abolir le salariat*". Ce capitalisme rêvé où les salariés prennent le contrôle des moyens de production s'apparente plutôt à un capitalisme d'Etat et le salariat au fonctionnariat plus qu'à un emploi dans une entreprise à but lucratif ! On comprend le désir d'être tous fonctionnaires, désir bien ancré en France (ne disait-on pas au XIX^e déjà "*les Anglais tous actionnaires, les Français tous fonctionnaires et les Allemands tous factionnaires!*"), mais est-ce vraiment le plus souhaitable au-delà d'une nécessaire protection sociale sur toute la vie ? Car de l'autre côté, ce qu'on tentera de défendre c'est tout autre chose puisque c'est un travail autonome, qu'on jugera élitaire mais qui représente le secteur de l'avenir, ce qu'on appelle le quaternaire prenant la suite du tertiaire (services classiques) en sortant véritablement du salariat cette fois. Dans ce cadre, la socialisation du travail ne se fait plus par l'appartenance à une communauté de travail mais par l'échange et la valorisation sociale ainsi que par l'appartenance à une communauté locale ([coopérative municipale](#)).

Si la fonctionnarisation de toute la société peut être contestée, la supposition d'une quantité **fixe** de travail et de la possibilité de le partager comme si c'était une substance uniforme n'a aucun fondement en dehors de la famille peut-être, et encore. Lorsque le travail agricole qui occupait toute la population se réduit à 5% cela ne veut pas dire qu'on ne devrait travailler que 5% de notre temps ! Il y aura toujours à faire plus qu'on ne peut. Ce n'est pas le travail qui manque mais de quoi le payer. Le travail c'est la lutte contre l'entropie et la participation à la production sociale, c'est ce qui nous tient ensemble et organise la société à la place des religions. Il faut le répéter, ce n'est pas parce que le travail industriel disparaît de nos contrées qu'il y a du chômage mais à cause d'une politique monétaire trop restrictive car l'économie s'est déjà reconvertie en grande partie vers les services qui sont inépuisables. La cause du chômage de masse, ce n'est pas parce qu'on est trop productif, qu'on ne partage pas assez le travail ou que le travail est trop cher ni qu'il y a trop de protections sociales, c'est en dernier ressort à cause de la lutte contre l'inflation (ce qu'exprime le *NAIRU Non Accelerating Inflation Rate Unemployment*) !

Si l'on admet le mécanisme "keynésien" (**monétaire**) du chômage, non seulement on doit rejeter l'hypothèse d'une quantité fixe de travail à partager (la lutte contre l'entropie n'a pas de fin) mais aussi la fausse évidence qu'un revenu distribué pèserait inévitablement sur ceux qui ont un emploi. On ne peut raisonner simplement en "temps de travail", en oubliant toute la dimension monétaire. C'est un peu la même erreur, dénoncée par Marx,

que celle de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, où l'offre est supposée créer magiquement la demande, comme si on était dans un troc généralisé, et donc sans l'intermédiaire monétaire ! Surtout, ces raisonnements abstraits en éliminant la monnaie, qui est le véritable équivalent universel, font du travail, et même du temps de travail, un équivalent abstrait comme si tout travail se valait et comme si tous les individus étaient identiques. Ce n'est pas le travail qui se partage, travail de plus en plus individualisé au contraire, ce sont les revenus qu'on répartit. S'il n'est pas si facile de faire en sorte qu'un emploi soit un droit, rien ne s'oppose à l'évidence qu'un revenu c'est un dû !

Cependant les partisans du revenu d'existence sont très critiquables d'avoir entretenu la confusion, permise par le chômage de masse, d'une justification de l'inactivité par une mythique fin du travail, ou bien avec une notion trop floue d'activité faisant fi du besoin de reconnaissance sociale et de valorisation de ses compétences. Certes, prétendre que seul l'emploi salarié crée de la richesse, c'est ignorer les externalités (en particulier le travail d'éducation) sans lesquelles il n'y aurait pas du tout notre niveau de productivité. Ceci dit on ne peut prétendre à une société des loisirs et du temps libre comme on a pu le croire un temps, il faut s'occuper de la valorisation des compétences de chacun (la gratuité ne suffit pas), y compris des femmes qui refusent avec raison de rester confinées à la maison et refusent donc le "temps libre". Le revenu garanti ne peut fonctionner dans une société où plus personne ne travaillerait. Au contraire, comme base d'une **production alternative** il a bien pour fonction d'encourager à la professionnalisation des personnes, dans un objectif de développement humain et de relocalisation de l'économie.

En effet, s'ajoute ici une autre opposition entre anciens et modernes sur la nature du travail. Si on exige que "celui qui ne travaille pas ne mange pas", entretenant l'illusion qu'on consommerait ce qu'on produit, ou bien si l'on veut répartir la charge sur tout le monde (plein emploi), c'est bien qu'on ne peut considérer le travail autrement qu'un fardeau, ce qu'il est bien sûr le plus souvent, mais le travail immatériel comporte une composante de plaisir et de reconnaissance sociale qui le rend plus **désirable** que les travaux de force d'antan et surtout plus désirable que l'inactivité et l'ennui, ce n'est pas qu'une question d'argent. C'est d'ailleurs un thème de plus en plus présent, celui de l'isolement des chômeurs, de leur exclusion des échanges sociaux. Chacun a besoin d'avoir une place, une fonction sociale même à ne pas vouloir être fonctionnaire. C'est bien pourquoi il n'est pas si évident que tout le monde désire travailler moins, ne rêve que de temps libre (pour quoi faire?) et de loisirs (infantilisants). Ne vaut-il pas mieux rêver à un travail passionnant ? Une fois bien reposé, il nous faut de l'action, quelque chose à faire dont on puisse être fier, participer à la vie extérieure. Bien sûr il faut relativiser cette critique des loisirs qui implique de considérer comme un travail des activités associatives par exemple, classés habituellement comme loisirs mais dans cette économie immatérielle, le travail n'est plus forcément une peine à réduire. Cela n'empêche pas qu'on peut préférer avec quelques raisons un travail autonome plutôt qu'être salarié d'une entreprise capitaliste.

Marx se moquait déjà de l'ancienne théorie de la valeur-travail, celle de Thomas d'Aquin et qui était encore celle d'Adam Smith, assimilant le travail à la peine (il y avait même des moines qui changeaient de travail s'ils y prenaient du plaisir!). Marx faisait remarquer que la valeur d'une marchandise ne dépendait pas du plaisir ou de la peine du travailleur mais de son **temps de travail**, ou plutôt de son temps de machine. Pourtant, à l'ère de l'information c'est le temps de travail qui n'est plus significatif dans la "résolution de problèmes" où ce qui compte c'est le résultat. Avec l'automation il n'y a certes pas de "fin du travail", même pour Jeremy Rifkin, mais seulement fin de la "force de travail". Or, dans les professions intellectuelles ou créatives, le travail se caractérise à la fois par son

intermittence et par le fait qu'il n'est plus mesurable au temps passé, deux caractéristiques qui rendent inapplicable la RTT dans une bonne part de l'économie immatérielle. Le travail immatériel ne peut plus se mesurer objectivement ni se séparer de la vie, sa productivité n'est plus proportionnelle au temps mais devient de plus en plus non-linéaire (irrégulière). Dès lors le revenu est lui aussi déconnecté de la productivité immédiate et du temps de travail, subissant de fortes fluctuations qui ont besoin d'être lissées sur la vie entière. Rien à voir avec une prétendue perte de centralité du travail mais seulement de la perte de centralité d'une "valeur-travail" objective mesurée par le temps et dont le champ se rétrécit (ce que Marx avait prévu dans les *Grundrisse*) même si on peut toujours soutenir que la théorie ricardienne de la valeur-travail reste valide statistiquement, au niveau des moyennes globales, ce qui ne veut plus dire grand chose quand les écarts à la moyenne se multiplient. J'ai essayé de montrer dans un livre à quel point "[le monde de l'information](#)" est celui de la précarité et des phénomènes non-linéaires à la différence du monde de l'énergie et de la production de masse.

Toutes ces données plaideraient pour l'abandon de la RTT au profit de la modulation du temps de travail au cours de la vie mais le plus urgent reste de garantir un revenu un peu plus décent aux pauvres et précaires condamnés par millions à la misère et à la déchéance sociale. Plutôt que réclamer tout de suite le smic, comme le font certains avec quelques raisons, je pense que 75% du smic est plus réaliste dans un premier temps. Il n'y a pas besoin d'être maximaliste et d'exiger un passage immédiat au revenu garanti mais de le prendre du moins comme notre horizon en commençant par améliorer **minima sociaux** et couverture chômage, ce qui devrait permettre de redresser du même coup la situation de l'emploi, retournant la situation en "cercle vertueux". L'important, c'est que personne ne soit oublié mais il ne s'agit pas de s'en tenir au revenu, il s'agit bien de construire une production alternative, sur de nouveaux rapports de production. Un revenu garanti est ici une condition vitale, absolument nécessaire, même si ce n'est pas suffisant, le préalable à tout développement humain et pour sortir du productivisme salarial.

On souhaiterait arriver à concilier les différentes approches selon leurs domaines propres mais il ne suffit pas de faire alliance et d'intégrer formellement les revendications des autres, il y a de véritables contradictions qui se voient au moins dans les priorités de chacun. Il y a une véritable scission dans le mouvement social bien que les enjeux en soient trop méconnus. Il est certain qu'on veut la même chose, mais par des voies opposées. Le problème c'est qu'on peut considérer l'utopie du plein emploi salarié comme aggravant la situation des plus précaires au nom d'un idéal inatteignable alors que les propositions de revenu garanti sont accusées d'être **pire** que la misère! L'obstacle ici ne vient donc pas de l'extérieur mais bien de nos divisions internes et, certes, les syndicats qui siègent aux Assedic ne sont pas étrangers à la situation désespérée des chômeurs (dont 50% seulement restent indemnisés). Il semble bien difficile d'arriver à se mettre d'accord tant qu'une politique monétaire plus souple et une meilleure garantie de revenu n'auront pas commencé à réduire le chômage de masse en s'attaquant à sa véritable cause, ce qui devrait améliorer le rapport de force en faveur des salariés en même temps que cela rendra le revenu garanti bien moins lourd à financer, tout en permettant de différencier une précarité, liée à l'ère de l'information, d'un chômage de masse lié à une politique monétaire et sociale restrictive (la distinction entre chômage et précarité est fondamentale). En attendant, ce n'est pas un débat qui peut être tranché entre experts mais qui doit être porté sur la place publique.

Du revenu garanti aux coopératives municipales

17 mai 201

Du fait de son incondicionalité le revenu universel est supposé par la plupart de ses partisans nous « délivrer du travail », le chômage de masse et le travail précaire qui rendent tellement indispensable une garantie de revenu étant confondus avec une « fin du travail » au moins très prématurée. C'est oublier surtout que la caractéristique principale des différents types de « revenu d'existence » consiste à pouvoir le cumuler avec un revenu d'activité afin d'éviter qu'il ne se transforme en « trappe à pauvreté », ce qui en fait donc, tout au contraire, un « **revenu pour travailler** », *permettant simplement d'accéder au travail choisi. Si le revenu garanti peut se comparer à l'abolition de l'esclavage en nous délivrant du travail forcé comme de la subordination salariale, il ne devrait en aucun cas être réduit à l'assistanat alors qu'il constitue une des conditions d'un travail autonome, au moins pour ceux qui sont dépourvus de capital.*

En cela, il doit être considéré comme productif, justifiant dès lors un montant supérieur au minimum vital sans qu'on puisse l'assimiler en totalité à une dépense encore moins à une perte sèche, la part non récupérée devant être largement inférieure à 30%. Si le financement doit bien en être assuré, il serait dommageable de l'identifier à un simple coût. Il faut au contraire présenter le revenu garanti comme une ressource pour des capacités inemployées, un **investissement** comparable à la formation

D'un point de vue écologiste, le revenu garanti est un élément central d'une production alternative en permettant de sortir du productivisme salarial mais aussi en opérant une reconversion de la consommation vers la production par l'accès à un travail qui ne soit pas seulement alimentaire, c'est-à-dire en mettant le travail au coeur de la vie, loin de nous en délivrer pour une vie d'oisiveté. S'il y a **libération** du travail, c'est à la fois dans le sens d'une libération de la nécessité comme de l'exploitation mais plus encore d'une libération du potentiel qui est en nous, délivré de la rentabilité immédiate.

Bien sûr, il faut avoir du **travail** une notion plus générale que l'emploi salarié pour devenir "le premier besoin de la vie", comme dit Marx. Si le revenu garanti doit être incondicional, c'est pour laisser toute autonomie dans l'emploi de sa vie mais l'autonomie sert à faire ce qu'on pense devoir faire, et notamment valoriser ses compétences. Rien de tout cela ne serait possible cependant à l'ère industrielle. Ce qui non seulement permet mais appelle une garantie du revenu, c'est uniquement notre entrée dans l'ère de l'information transformant profondément le travail avec l'automatisation se substituant au travail de force ou travail forcé au profit de l'autonomie et la motivation d'un travail choisi, tout ce que les machines ne peuvent pas faire et dont l'économie immatérielle a tant besoin mais qui génère également bien plus de précarité que les industries lourdes. Assurer la continuité du revenu devient indispensable pour ne pas perdre le bénéfice de formations de plus en plus longues et tenir compte d'une productivité devenue plus statistique à mesure que le travail devient plus immatériel. C'est évidemment ce qui sera décisif dans le succès économique d'une telle mesure. Le revenu garanti doit être qualifié ici de productif au sens d'une meilleure production et de la préservation sinon de l'optimisation des capacités productives.

Cependant, pour que ce point de vue soit effectif, on ne peut faire du revenu garanti une mesure isolée sans des **institutions** comme les coopératives municipales démocratisant l'accès au travail autonome et permettant d'assurer localement une véritable production.

- Le travail autonome

La valorisation du travail autonome ne va pas de soi puisque c'est l'opposé de la société salariale défendue par la social-démocratie et les syndicats, et tout aussi éloigné des utopies contraires de la fin du travail. Pour un sociologue comme Luc Boltanski la revendication de l'**autonomie** dans le travail relèverait d'une « critique artiste » superfétatoire au regard d'une « critique sociale » ne s'intéressant qu'à l'augmentation des salaires (au partage travail/salaire). Les vertus de l'autonomie sont cependant bien réelles dans le règne du vivant comme en économie ou politique et surtout elles s'imposent non par la récupération des tendances libertaires de Mai68, ni pour séduire les cadres, mais à cause d'un travail de plus en plus immatériel et des nouvelles exigences des nouvelles forces productives d'un niveau de compétence, « d'employabilité », en hausse constante. Plus qu'un mauvais penchant d'une humanité indomptée, l'autonomie est une contrainte cognitive dans le vivant comme dans tout système complexe, le travail à l'ère du numérique n'en étant d'une manifestation. Ces nouvelles forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production salariaux, produisant de plus en plus de précarité alors même que le travail autonome se trouve jusqu'ici réservé à une élite, soit par le niveau de richesse familiale, soit par le niveau de qualification et de rémunération attendue.

On peut dire qu'on se trouve plutôt dans ce que Alain Ehrenberg ou Marcel Gauchet appellent « l'autonomie subie » et qui peut certes avoir des effets délétères (une liberté qui nous laisse tomber). Il y a malgré tout de bonnes raisons de pousser dans ce sens en essayant de tirer parti de l'opportunité historique de **sortir de la société salariale**, qui est une société de consommation, pour démocratiser le travail autonome. Cette "libération du travail" est bien ce que les luttes d'émancipation devraient viser après l'échec de la collectivisation des moyens de production, ne remettant pas en cause la subordination salariale, et la déception, sauf rares exceptions durables, des tentatives autogestionnaires ne transformant pas fondamentalement les rapports de production ou vite laminés par la concurrence (et les banques). L'abolition du salariat et d'un travail mesuré par le temps a longtemps été l'objectif final des syndicats. Il aurait dû le rester car c'est l'un des facteurs du productivisme et de la séparation du producteur de son produit. Sortir de l'aliénation salariale n'est pas s'affranchir des contraintes du travail lui-même, c'est accéder au travail autonome et pouvoir produire en dehors du système capitaliste.

Seulement, pour cela, il faut donner les **moyens** de sortir du salariat à ceux qui le voudraient, d'abord certes par un revenu garanti procurant un minimum d'indépendance financière, mais aussi en les aidant à valoriser leurs compétences et coopérer avec d'autres.

- La production de l'autonomie

Il ne suffit pas de libérer le travail pour que chacun ait accès au travail autonome, d'autant plus que le niveau exigé augmente. Contrairement à l'idéologie dominante comme à celle d'un « homme complet » fantasmé, tout le monde ne sait pas tout faire. Il y a plutôt une diversité de talents qui se complètent et nous rend utiles les uns aux autres. La personne n'est pas une entreprise à elle toute seule, ayant tout au contraire besoin de l'assistance et la coopération des autres. L'autonomie n'est pas un état préalable et naturel, c'est une production sociale permettant de relâcher la pression des nécessités vitales. C'est pour cela qu'on a besoin des institutions du travail autonome afin d'universaliser nos droits, les rendre effectifs pour tous en fournissant les **supports sociaux** de l'autonomie à ceux qui n'ont pas de capital.

Le revenu garanti constitue à l'évidence pour beaucoup la condition d'un travail autonome et du travail choisi. Pour qu'un travail soit choisi, on ne doit pas y être obligé du tout, condition de la liberté du travail (et de prendre le temps d'élaboration, de formation, d'expérimentation, etc.). Mais s'il est exclu d'obliger quiconque à un travail autonome, cela n'empêche pas de l'encourager, d'en donner les moyens, de le rendre possible et d'y **inciter** par toutes sortes de mesures. Ce qu'il faut, c'est donner les moyens à chacun de développer ses talents et donc organiser la coopération des travailleurs autonomes ainsi que l'adéquation avec la demande locale. C'est la contrepartie de l'inconditionnalité, non pas d'en restreindre l'universalité mais d'y joindre l'incitation et les moyens de compléter son revenu. Plus d'assistance pour sortir de l'assistance (ce que Amartya Sen appelle le développement humain). On ne peut laisser les gens se débrouiller tout seuls au nom d'une égalité de principe déniait les inégalités réelles.

Ce serait ainsi la fonction des coopératives municipales de fournir, quand c'est possible, les conditions matérielles et humaines du travail autonome les moyens d'exercer son activité, offrant ainsi à tous une alternative au marché du travail et à l'emploi salarié dans une entreprise marchande. Comme le revenu garanti, la finalité de ces coopératives municipales est clairement un objectif de **démocratisation** puisqu'il s'agit cette fois encore de remplacer les privilèges du capital par des droits sociaux, plus précisément de ne pas laisser les travailleurs autonomes isolés et vulnérables, ni les coopératives sous la coupe des marchés. C'est donc bien une assistance à l'autonomie, le contraire d'un renforcement de la répression sociale et du *workfare*. La durabilité et la reproduction de ces dispositifs ne dépendent cependant pas tant de nos bonnes intentions que de son caractère productif et de sa capacité plus ou moins grande à relocaliser effectivement l'économie.

- Faire système

Pour être absolument nécessaire, un revenu garanti n'en est pas pour autant suffisant mais doit être complété par d'autres dispositifs afin de s'adapter aux nouvelles conditions de production et procurer les moyens de son autonomie. Il faudrait considérer le revenu garanti non pas comme une revendication isolée et minimaliste mais un nouveau compromis social, un nouveau type de fonctionnement économique, de production et de répartition des revenus basé sur la promotion de l'autonomie dans le travail et des structures coopératives avec des droits sociaux attachés à la personne plutôt qu'à l'entreprise. Il faudrait donc penser le revenu garanti comme un projet cohérent et productif plutôt qu'une revendication ponctuelle et ruineuse. On a vu la complémentarité qui pouvait exister entre revenu garanti et coopératives municipales mais se préoccuper de trouver des débouchés aux compétences locales mène à s'occuper non seulement des revenus et de la production mais aussi de la circulation en dynamisant les échanges locaux par des monnaies locales notamment, les monnaies locales étant l'instrument privilégié de la relocalisation. Par quelque bout qu'on les prenne, on retrouve le **triptyque [revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales](#)** faisant système (distribution, production, circulation).

Comme on le voit bien, colloque après colloque, il n'y a pas du tout d'unité du revenu garanti dont les différentes versions expriment toute une gamme de projets différents peu compatibles entre eux. C'est qu'on ne peut donner sens à un dispositif isolé qui dépend du **rôle** qu'on lui fait jouer dans l'organisation sociale. Cela peut aller de la simple mesure sociale, d'un palliatif du marché du travail assurant une consommation minimum, jusqu'à l'élément d'un nouveau système de production relocalisé qui change la façon de produire en donnant accès au travail choisi. C'est uniquement grâce à un ensemble de dispositifs

faisant système (production, répartition, échange) qu'un revenu garanti permettrait de sortir du capitalisme et passer [de la sécurité sociale au développement humain](#), mais surtout de la consommation à la production, de la valorisation des marchandises à celle des oeuvres (de l'avoir à l'être ou plutôt au faire).

La notion de **système** reste obscure pour la plupart, notamment de ceux qui se déclarent anti-système sans savoir bien ce qu'on vise ainsi sinon une force mystérieuse, un fonctionnement imposé auquel on ne reconnaît aucune légitimité et qu'on refuse de subir passivement. Il est dommageable que la théorie des systèmes soit à peu près tombée dans l'oubli alors qu'il est crucial de comprendre le fonctionnement d'un système de production pour sortir de l'utopie tout comme d'initiatives isolées. En effet, il faut savoir que le fonctionnement d'un système ne dépend pas de ses éléments (de la bonne volonté individuelle) mais résulte de processus d'ensemble, de circuits qui se bouclent, circuits d'énergies, de matières et d'informations (ou d'argent). Un système forme une totalité où l'ensemble peut être affecté par un événement local, comme une fuite dans un circuit d'eau. Ainsi des événements lointains comme l'inflation provoquée par l'afflux d'or des Amériques à la fin du XVIème siècle, manifestait déjà nos interdépendances. Il a fallu attendre 1758 pour que le Dr Quesnay montre, avec son tableau de l'économie, l'analogie entre les circuits économiques et le système sanguin, reliant les classes sociales et des parties éloignées dans une totalité qui rend les éléments solidaires. On peut considérer que l'apport principal de Marx aura été de montrer que la production était bien organisée en système combinant production, reproduction et circulation, système ayant sa dynamique propre (basée sur le profit et l'investissement) avec ses rapports de production spécifiques (salarial) adaptés à l'organisation productive ainsi qu'à l'état des techniques. Ainsi, le capitalisme s'est différencié du féodalisme aussi bien que d'une économie de prédation comme production déterminée par la circulation (le marché financier), l'investissement industriel et le travail salarié. La plus-value résultant de l'augmentation de productivité par l'investissement capitaliste et produisant de l'argent avec de l'argent par l'intermédiaire du travail salarié constitue ce qu'on appelle une boucle de rétroaction positive. C'est son moteur de croissance introduisant un autre type de contrainte systémique qui s'ajoute aux flux de la théorie des systèmes mais dans tous les cas les systèmes sont des totalités effectives auto-entretenu.

Penser global, c'est penser système, circuits, flux, interdépendances, organisation, division des fonctions, coordination, sans oublier la reproduction assurant sa durabilité. Que production et reproduction fassent inévitablement système pour durer ne signifie pas cependant qu'il n'y aurait qu'un seul système, fût-il dominant ! Il est vital de comprendre le fait que nous faisons partie d'une **pluralité** de systèmes, totalités effectives qui nous déterminent matériellement plus que nous ne les déterminons mais entre lesquelles on peut jouer. Il n'y a pas d'économie qui ne soit une économie mixte, une économie plurielle où cohabitent au moins économie domestique, publique et marchande. C'est d'ailleurs ce qui a permis au capitalisme de se constituer à partir des villes franches en marge du système féodal comme doit pouvoir se construire aujourd'hui avec la relocalisation un nouveau système alternatif au capitalisme. Comme toute entreprise, un système doit s'auto-entretenir, se boucler sur lui-même, avoir sa dynamique propre sans avoir besoin d'exclure tout autre système de façon totalitaire (comme le voudraient les néolibéraux).

Il faudrait se convaincre aussi qu'on ne construit pas un nouveau système de production par le haut mais par le bas, surtout quand il s'agit de relocalisation, et qu'il n'y a pas d'autres alternatives que cet ancrage dans le **local** et la démocratie de face à face pour réinsérer l'économie dans le social et le politique. Pour cela on a besoin à la fois d'un revenu garanti, qui permet le travail autonome, de coopératives municipales pour exercer

son activité et s'associer à d'autres travailleurs autonomes, de monnaies locales enfin pour assurer plus de débouchés à la production locale sans se fermer à l'extérieur.

- Les coopératives municipales

L'appellation de "coopérative municipale" paraît contradictoire, une coopérative étant normalement la propriété de ceux qui y travaillent. Cela n'a cependant rien de nouveau, il y a toutes sortes de coopératives municipales dans les domaines du bâtiment, de l'agriculture ou du commerce. C'est dans un sens assez différent que Murray Bookchin¹, le théoricien du municipalisme libertaire, en avait repris l'idée puisque son souci premier était de protéger les coopératives ouvrières de la pression concurrentielle en les municipalisant mais aussi d'impliquer la population locale dans leur gestion (sorte de nationalisation plus locale et qui laisserait un fonctionnement coopératif, les décisions financières notamment relevant de la municipalité mais le fonctionnement interne des participants). J'ai simplement rapproché ce dispositif des « ateliers coopératifs »² destinés à l'auto-production et dont André Gorz faisait l'un des éléments de la sortie du salariat productiviste. Il avait évoqué, en effet, dans son livre "*Misères du présent, richesse du possible*" (1997) à la fois le revenu garanti, les monnaies locales et des ateliers coopératifs comme base d'alternatives locales. On peut dire que mon apport se limite à insister sur leur complémentarité (qu'ils font système) et à les avoir communalisés, c'est-à-dire d'en faire une fonction **politique**, de rendre au politique sa fonction de régulation de l'économie, y compris au niveau local. Cependant, il est bien clair que ce n'est plus l'auto-production qui est visée mais bien le travail autonome, ce qui est très différent.

Il ne faut voir dans ces coopératives municipales qu'un **cadre institutionnel** pour l'investissement des municipalités dans la production locale et le soutien du travail autonome. Ce n'est pas un modèle prêt à l'emploi avec une structure juridique bien définie entre simple association municipale ouverte à tous les habitants et des Scic (Sociétés coopératives d'intérêt collectif) plus rigides. Sous le nom de "coopérative municipale" on désigne une institution locale financée par la municipalité et regroupant des travailleurs autonomes, dont les formes, les moyens et les objectifs dépendent des besoins locaux et qui seront ce que les gens voudront en faire mais qui consistent généralement à dynamiser les échanges locaux, faciliter les coopérations et donner les moyens d'un travail autonome et du développement humain. Il s'agit bien cependant d'assurer une production locale et beaucoup dépendra de l'efficacité de la mise en relation entre l'offre et la demande, de l'organisation de l'échange et de la valorisation des capacités inutilisées.

¹ « Les "coopératives appartenant à la municipalité" ne seraient pas des coopératives au sens conventionnel du terme. Elles ne seraient pas des coopératives privées ou des fédérations de coopératives privées. Elles seraient la "propriété" d'une communauté réunie dans une assemblée populaire. Elles opéreraient donc comme partie de la communauté, pas séparément, et elles devraient rendre des comptes à la communauté. Non seulement seraient-elles la "propriété" de la communauté, mais plusieurs de leurs politiques seraient décidées par la communauté en assemblée. Seule l'application pratique de ces politiques serait-elle de la juridiction des coopératives individuelles. », Murray Bookchin, *Le municipalisme libertaire*, Ecosociété

² « Les outils high-tech existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine etc. Les ateliers communaux d'autoproduction seront interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. » André Gorz, *La sortie du capitalisme a déjà commencé*, Ecologica, p40

Bien sûr, les coopératives municipales n'ont pas vocation à un quelconque monopole local, pas plus que les monnaies locales ne sauraient se substituer aux devises courantes. On se situe bien dans une économie plurielle et ouverte, en offrant simplement une alternative au salariat ou des débouchés locaux à des capacités inemployées. La relocalisation est destinée à **équilibrer** la globalisation, pas à s'enfermer dans son quartier ou son village ! Peu importe le nom ou la forme, on aura besoin d'institutions plus ou moins équivalentes, liées au territoire et protégées du marché, pour réduire la précarité, permettre le développement des activités autonomes, favoriser les échanges locaux et la coopération des habitants.

Cela peut paraître un peu trop utopique sauf que la coopérative municipale n'est pas le nom d'un modèle d'organisation plus ou moins idéale, c'est le nom de **problèmes** à résoudre et qui se posent avec acuité, ne pouvant être résolus par l'organisation économique actuelle : questions du travail autonome, de la relocalisation et de la sortie du totalitarisme de marché à l'ère post-industrielle qui est l'ère du numérique et de l'écologie. Il s'agit de sortir du salariat au profit du travail autonome et du travail choisi, ce qui ne signifie pas seulement favoriser la créativité numérique mais tout autant la formation, les services de proximité, les activités artistiques, et même de redonner vie à l'artisanat et à la petite agriculture vivrière. On n'est pas obligé cependant de tout faire en même temps ni dans une structure unique, on peut commencer par un projet plus limité correspondant aux besoins les plus pressants. Ce qui peut contrebalancer des difficultés de mise en œuvre qu'il ne faut pas se cacher, c'est de pouvoir l'expérimenter localement et sans tarder.

Ses formes devraient en être très **diversifiées** selon les pays, selon qu'on soit en ville ou à la campagne. Les grandes villes constituent d'ailleurs l'enjeu principal puisque cela concerne désormais la majorité de la population mondiale. Il devrait y avoir une grande diversité tout autant à l'intérieur des coopératives municipales puisqu'elles recouvrent plusieurs types d'activités, en fonction des compétences disponibles et des souhaits de chacun, les principaux domaines étant de plus en plus du côté de la santé, du service aux personnes, de l'éducation, la formation, la culture, l'information, l'informatique, le divertissement, le tourisme, etc. Cela suppose différentes structures à chaque fois en fonction du nombre concerné mais on voit facilement qu'il est impossible de comparer ce qui sera fait dans les petites ou grandes villes et selon les lieux. Un des problèmes de structures municipales subventionnant des activités économiques, c'est le risque d'entrer en concurrence déloyale avec des artisans ou entreprises locales, ce qui est une raison pour laquelle les activités couvertes par les coopératives municipales ne seront pas partout les mêmes.

Il est donc difficile d'en donner une représentation plus concrète, en dehors de généralités comme la nécessité de locaux et d'**ateliers** ainsi que la mise à disposition de services (formation, assistance) procurés en priorité par des coopérateurs. Une fonction importante de la coopérative étant de rapprocher les besoins locaux avec les compétences locales aussi bien dans la constitution d'équipes de production (voire d'entreprises) que dans les échanges locaux (pour lesquels on a besoin aussi d'une monnaie locale), cela nécessite non seulement un site web ergonomique mais aussi une certaine visibilité et des lieux de rencontre ou de rassemblement. Les ateliers peuvent se constituer pour partie au moins sur le modèle des *fab labs* dédiés à la fabrication personnelle assistée par ordinateur (avec des imprimantes 3D et des découpes laser) encadrés par des coopérateurs. On peut concevoir aussi des ateliers de réparation mais il devrait y avoir surtout des machines plus professionnelles. Il ne s'agit pas de se limiter à l'auto-production et au bricolage bien que cela puisse être une façon d'y intéresser une plus grande partie de la population au début. L'essentiel de l'activité de la coopérative est destinée à produire des revenus et des échanges. On se situe bien dans le cadre d'une valorisation des compétences de chacun.

Il faut signaler enfin la possibilité de s'affranchir de la TVA pour les échanges **internes** à la coopérative en utilisant une monnaie interne, comme dans les SEL (Systèmes d'Echange Locaux dispensés de TVA). Il ne s'agit pas de s'enfermer pour autant dans des échanges internes. Les coopératives municipales sont destinées à aider les travailleurs autonomes à gagner de l'argent y compris en s'ouvrant à l'extérieur. Il ne faut pas exclure non plus d'avoir des salariés de la coopérative. Elles pourraient servir tout aussi bien de société de portage (comme les CAE, Coopératives d'Activité et d'Emploi), assurant un statut de salarié à des travailleurs autonomes.

Rien n'oblige quelqu'un à quitter la coopérative (ou la société de portage) même si ses affaires marchent bien mais il ne faut pas l'empêcher non plus. Il s'agit d'étendre la liberté dans une économie plurielle, pas de la brider. Dès lors, on peut penser qu'une bonne part de ceux qui auront le mieux réussi voudront s'autonomiser de la coopérative et rejoindre la sphère marchande. Il faut donc s'attendre à ce que la majorité des activités qui restent dégagent un revenu insuffisant ou soient même **déficitaires**, ce qui implique des subventions municipales en fonction des ressources de la commune même si, en premier lieu, ce sont les activités bénéficiaires de la coopérative qui doivent en assurer le financement.

Tout cela exige l'investissement à la fois de la commune et des habitants, c'est un projet politique ambitieux qui doit être assumé collectivement mais qui peut s'avérer vital en temps de crise. Ce qui compte, ce sont les **objectifs** de ces coopératives, ce sont ces objectifs qui doivent être validés par les élus (et popularisés auprès des habitants), en premier lieu la relocalisation et la dynamisation de l'économie locale mais aussi son traitement social et l'objectif de développement humain.

Du travail forcé au travail choisi

10 septembre 2010

On ne s'en tirera pas en se tournant les pouces. Il y a tout un travail à faire pour sortir du capitalisme et qui consiste principalement à organiser le travail *en dehors* du capitalisme et donc du salariat, donner les moyens de passer *du travail forcé au travail choisi*, **libération du travail** comparable à l'abolition de l'esclavage et que certains appellent un peu rapidement la fin du travail alors que ce n'est que la fin (relative) du salariat et du marché du travail.

Malgré toutes les exagérations sur l'automation et l'âge de l'abondance, ce n'est absolument pas la fin de la **production** ni des services ou des fonctions sociales. A l'opposé des illusions d'une production qui se ferait toute seule, il s'agit d'arriver à "produire la richesse autrement" en relocalisant l'économie notamment mais, pour cela, il faut prendre la question du côté de la production et non du côté de la consommation avec un moralisme sans aucune effectivité.

Le préalable d'une véritable alternative au capitalisme serait, en effet, d'abandonner les tendances idéalistes actuelles et revenir sur terre, admettre qu'il nous faut prendre en compte la réalité **concrète** de la production et qu'il y a une limite à ce qu'on peut espérer, à la conscience de soi comme à la maîtrise de notre avenir. Pour être effectif, le dépassement du capitalisme doit s'appuyer sur le mouvement réellement existant, sur l'adaptation des rapports sociaux aux nouvelles forces productives et non sur nos préférences subjectives, nos croyances religieuses ou nos réactions émotionnelles.

Ce que les luttes pour l'**émancipation** peuvent nous faire espérer, ce n'est pas rien puisque c'est une conquête du même ordre que l'abolition de l'esclavage, conquête fondamentale s'il en est mais dont il faut se rappeler qu'elle n'a pas débouché pour autant, loin de là, sur une liberté totale ni même sur l'émancipation des travailleurs qui ont dû conquérir de haute lutte depuis protections sociales et droit du travail. Nous avons à faire le pas suivant avec la difficulté de devoir tenir compte de la nouvelle rupture de civilisation que nous connaissons à l'ère de l'écologie, de l'information et du développement humain.

De l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie

La **rupture** anthropologique que nous vivons peut se résumer au passage de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information, c'est-à-dire de l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie dans un saut comparable à celui du vivant qui arrive à s'opposer à l'entropie par la reproduction et l'homéostasie, dans une évolution complexifiante. Rien de tout ceci n'est évident puisque ce qui apparaît dans un premier temps, c'est le caractère intolérable de l'entropie à laquelle le souci écologique n'a pas encore mis un terme, c'est la conscience des destructions passées et des menaces dont il faut se prémunir. Seulement, l'ère de l'écologie devra bien mettre fin à la dévastation de la Terre avec la mise en culture de la nature, le respect de ses cycles biologiques et des équilibres climatiques. Dans ce cadre, la définition la plus large qu'on peut donner du travail, au-delà de sa signification physicienne de dépense d'énergie et dès lors qu'il ne s'agit pas de dépenser de l'énergie en pure perte, c'est son caractère anti-entropique qui va du ménage à la culture des sols, de la construction jusqu'à la programmation et l'information.

Difficile à croire cette interprétation optimiste de l'écologie, sans doute, tout autant que de croire qu'on entre dans un monde où l'information serait plus importante que l'énergie alors que les énergies renouvelables sont encore si minoritaires et que le pétrole est en voie d'épuisement. Difficile de parler d'**immatériel** enfin quand ce sont toutes les matières premières qui vont manquer avec le développement des pays les plus peuplés - car l'immatériel ne supprime évidemment en rien le matériel. On peut donc bien prétendre que rien n'a changé, que notre société est toujours industrielle, voire hyperindustrielle, de même qu'on peut constater qu'elle est toujours agricole mais c'est refuser de prendre en compte la part grandissante de la production immatérielle, qui est un fait massif, et la différence des logiques en jeu, notamment en ce qui concerne le travail car plus encore que les produits (financiers, culturels, médiatiques, publicitaires), c'est le travail qui devient immatériel passant du travail de force (travail forcé qui se mesure par le temps) à la résolution de problèmes (qui se mesure au résultat seulement) exigeant la mobilisation de notre subjectivité et de notre autonomie pour occuper une fonction plus qu'un emploi. C'est ce qui rend d'autant plus nécessaire que ce soit un travail choisi, travail autonome, par objectif, et non plus travail subordonné mesuré par le temps.

On peut penser qu'il est un peu abusif et réducteur de parler de "capitalisme cognitif", tout comme d'intelligence collective. Il n'empêche que ce qui remplace la *force de travail* désormais, c'est bien la **compétence**, la qualification, les connaissances particulières de chacun, sa subjectivité, son affectivité. Non seulement un "savoir-faire", nous disent les publicitaires, mais un "savoir-être", en tout cas tout ce que les machines ne peuvent pas faire toutes seules. On peut dire que ce n'est pas vraiment nouveau non plus, tout travail mobilisant l'humanité des travailleurs qu'on ne peut jamais réduire à la force animale. Sauf que c'est devenu le coeur de la production, le travail immatériel se révélant dès lors inadapté à la logique salariale héritée des industries de masse, la peine des corps ne pouvant plus unifier l'activité productive, une partie de la population pouvant même être rejetée comme "inemployable" par manque de qualifications adaptées.

Il faut ajouter que ce n'est pas seulement la force de travail et le salariat que le numérique rend obsolètes. Le capitalisme se trouve remis en cause par l'économie immatérielle dans ses fondements mêmes, que ce soit le travail (autonome), la propriété (numérique et biologique) ou la **valeur** (spéculative). En effet, parmi les différences les plus significatives de l'information avec l'énergie, il faut souligner son caractère non-linéaire, sans proportionnalité entre la cause et l'effet (une petite information peut tout changer). Une de ses conséquences est de rendre la valeur d'échange plus incertaine, éphémère et pour tout dire spéculative, un peu certes comme les tulipes en 1637 ou les oeuvres d'art, sauf que cela ne touche plus seulement les marges mais une part de plus en plus importante de la production où la valeur immatérielle et publicitaire des marques dépasse largement les coûts matériels des produits, où la conception est plus importante que la production. Une autre conséquence immédiate de la non-linéarité du monde de l'information ainsi que du passage à une économie de la demande, grâce au numérique permettant de coller à ses fluctuations, c'est l'extension d'une précarité si difficile à vivre sans protections adaptées.

L'autre caractéristique problématique du numérique est mieux connue de la **gratuité** qui s'oppose frontalement à toute propriété intellectuelle ou immatérielle et contre laquelle les lois tentent vainement d'ériger des barrages juridiques, manifestant ainsi que nous sommes encore au tout début d'un monde nouveau dont les logiciels libres témoignent, où la notion de bien commun aura été étendue au partage des connaissances et à toutes les productions numériques, dans la continuité de la science mais cette fois pour des raisons largement techniques, obligeant dès lors à repenser complètement les modes de rémunération des travailleurs du numérique au moins.

Aucun retour en arrière n'est pensable, l'écologie de l'avenir, c'est bien l'écologie à l'ère de l'information. La bonne nouvelle du souci écologique s'imposant au monde par l'information justement, c'est qu'il est la promesse de la fin du désastre, fin d'une entropie trop anthropique, promesse d'un monde plus responsable et vivant qui n'ira plus à sa perte mais pourra continuer à se construire et se complexifier avec le temps. Il y a un monde en train de finir, celui de l'entropie, de l'énergie, de l'irresponsabilité et de l'ignorance mais nous sommes au début d'un **nouveau monde**, d'une ère nouvelle qui commence à peine et qui nous laisse désorientés dans un monde devenu obsolète aussi bien dans ses idéologies que ses institutions.

Du salariat au développement humain

Il y a de multiples raisons de vouloir **sortir du capitalisme**, au moins de ce qu'on peut appeler un "totalitarisme de marché" contaminant toutes les activités. Il y a des raisons sociales depuis l'origine, des raisons écologiques nous obligeant à sortir du productivisme mais il y a aussi désormais des raisons économiques, voire techniques, de sortir du capitalisme et du salariat pour adapter les rapports de production aux nouvelles forces productives immatérielles, nous donnant une chance de réussir là où les divers socialismes ont échoué. Le capitalisme industriel est basé sur le salariat puisque c'est du capital qui produit du capital (du profit) grâce au travail humain dont il augmente la productivité par ses investissements. Sortir du capitalisme signifie sortir du salariat et de ce qu'il garde de l'esclavage comme travail forcé, en donnant les moyens à tous d'un travail choisi ainsi qu'en réorientant l'économie sur le développement humain. C'est ce travail post-capitaliste, post-salarial, dont il faut dégager les moyens institutionnels et financiers.

L'ouvrier vend sa force de travail parce que, ne disposant pas des moyens de production, il ne peut l'utiliser pour son propre compte. S'il n'était pas un libre citoyen, on ne permettrait pas au prolétaire de céder sur le marché une faculté personnelle telle que la force de travail (toute sa personne appartenant déjà, de droit, à d'autres). Mais s'il n'était pas dépossédé de toute ressource économique, il n'aurait aucune raison de la céder. Libre et dépossédé à la fois : l'indépendance juridique va de pair avec la dépendance matérielle. (Paolo Virno, *Le souvenir du présent*, p157)

On s'est un peu emballé sur la question de la "**fin du travail**" qui n'était pour Jeremy Rifkin que "la fin de l'emploi". L'automatisation a donné l'illusion à beaucoup d'un âge de l'abondance où les machines feraient tout le travail sans nous. On a voulu expliquer aussi par cette automatisation un chômage de masse qui a pourtant des raisons largement monétaires, on s'en aperçoit mieux en temps de crise, et ne touche pas tous les pays. Définir, comme on l'a fait, le travail au niveau le plus général comme ce qui s'oppose à l'entropie suffit à montrer que ce n'est pas le travail qui peut manquer, seulement d'en trouver rémunération. Les chantres de la fin du travail négligeaient aussi le besoin pour chacun/chacune de valoriser ses compétences, d'accéder à une reconnaissance sociale, y compris financière. On peut toujours dire que ce n'est plus un "travail", si l'on veut. Il y a bien quelque chose qui finit, une forme de travail, celle du salariat avec la valeur-travail comme mesure de la valeur d'échange. Ce n'est pas la production de richesses elle-même qui finit, ni les échanges marchands. Il ne s'agit pas de vivre en vacances perpétuelles mais bien de produire la richesse autrement et de relocaliser l'économie autant que faire se peut.

La **critique du travail** aliéné reste indispensable pour améliorer les conditions de travail et les droits des travailleurs sans qu'on se croit obligé de glorifier le non-travail pour autant, encore moins la consommation de loisirs. On peut prétendre que le nom de travail est

récent, désignant une réalité tout aussi récente : le travail salarié qui ramène toutes les activités productives à une mesure unique indifférenciée, celle du temps de subordination ou du temps machine, mais ce n'est pas une raison pour prétendre que le travail serait une invention récente alors que le labeur date au moins du néolithique, quand il a fallu gagner sa vie à la sueur de son front en abandonnant la vie de chasseur-cueilleur. Depuis ce temps de labours, on a connu esclavage et servage pour faire le travail, dans des conditions guère enviables. Les conditions de travail se sont considérablement améliorées jusqu'à pouvoir rendre le travail désirable (même pour les riches!). Ce n'est pas le cas général encore, sans aucun doute, mais il se pourrait qu'on aille majoritairement, notamment à cause du travail des seniors, vers une amélioration plus qu'une dégradation des conditions de travail, selon un renversement comparable au passage du travail forcé des fous dans les asiles à l'ergothérapie, où le travail qui était abêtissant se révèle pouvoir devenir un travail désirable et même thérapeutique, où il devient "le premier besoin de l'homme" comme dit Marx. Il ne s'agit donc pas de supprimer le travail magiquement mais de sortir de la subordination salariale et de la dépendance des entreprises capitalistes, en généralisant le travail autonome ainsi qu'en favorisant les échanges de proximité. Il s'agit de "changer le travail pour changer la vie".

On ne peut qu'être d'accord avec les "[critiques de la valeur](#)" sur le fait qu'il y a une solidarité systémique entre le salariat basé sur le temps de travail, les marchandises où la valeur d'échange prend le pas sur la valeur d'usage, et l'autovalorisation du capital. Ce n'est effectivement pas que les rapports humains sont ramenés faussement à des rapports entre choses mais bien que ces rapports impersonnels et abstraits constituent "les rapports réels du capitalisme qui structurent sa trajectoire dynamique et sa forme de production" (Postone, p. 19-20). La découverte de Marx, c'est bien la notion de *système de production*, où consommation, distribution et production sont solidaires, font système qui s'impose à nous par son dynamisme, ce qu'on appelle le "cercle vertueux de la croissance", malgré ses inévitables [crises cycliques](#) qui s'imposent tout autant à nous.

"La domination sociale ne consiste pas, à son niveau le plus fondamental, en la domination des hommes par d'autres hommes, mais en la domination des hommes par des structures sociales abstraites que les hommes eux-mêmes constituent" (Postone, p. 53-54)

Il ne suffit pas cependant de dénoncer les ressorts d'un système, il faut pouvoir y opposer un autre système qui soit viable, il ne suffit pas de dénoncer l'aliénation salariale, il faut organiser le travail autonome en tenant compte de la "détermination en dernière instance" par l'économie, c'est-à-dire la sélection après-coup des systèmes les plus viables sur le long terme. C'est très concrètement qu'il faut **construire** une production alternative et développer l'autonomie individuelle. L'autonomie n'est pas une propriété naturelle comme s'en persuadent si facilement les dominants, c'est une construction sociale, de même que les échanges de proximité et les coopérations locales ont besoin d'être organisés collectivement pour être facilités sans pouvoir se fier à une "pollinisation naturelle" pas plus qu'à une providence divine qui arrangerait tout cela tout seul.

Au lieu de vouloir définir nos besoins et restreindre nos libertés, il nous faut conquérir au contraire de nouvelles libertés, partir du producteur comme personne singulière et l'aider à valoriser ses compétences ou ses talents. C'est le passage de la sécurité sociale au **développement humain**, qui est pour Amartya Sen un développement de l'autonomie (des *capabilities*) mais qui est surtout exigé par le travail à l'ère de l'information.

Les institutions du travail choisi

Les dispositifs concrets du travail autonome et de la relocalisation ont été rassemblés en 1997 par André Gorz dans "*Misères du présent, richesse du possible*". C'est en premier lieu un **revenu garanti**, objet de nombreuses critiques par André Gorz lui-même avant de s'y rallier car c'est la condition de la sortie du salariat. Condition nécessaire, ce n'est pourtant pas une condition suffisante comme le croient la plupart des partisans d'un revenu d'existence mythifié qui doit non seulement être suffisant, pour pouvoir refuser les emplois sous-payés, mais s'inscrire dans une production alternative effective. Le revenu garanti n'est pas destiné en effet à la consommation passive de marchandises mais à donner l'autonomie dans le travail, à donner les moyens à tous d'un travail choisi. L'enjeu du revenu garanti n'est pas la consommation mais au contraire d'utiliser des ressources inemployées en favorisant le travail autonome. Ce n'est donc pas une charge mais un investissement comme l'éducation et toutes les institutions du développement humain. Ce qui implique de ne pas s'en tenir au revenu mais de se focaliser sur les conditions de production effectives.

Le travail autonome et coopératif est majoritairement local. Non pas exclusivement (avec les réseaux, on peut travailler au loin) mais il constitue une des bases de la relocalisation de l'économie. Pour favoriser les échanges et les services de proximité on a absolument besoin de **monnaies locales** qui avantagent les produits locaux (en échappant possiblement aux taxes notamment). Cette dimension locale est essentielle, écologique et pas seulement sociale, destinée à la fois à équilibrer la globalisation marchande et fournir un débouché au travail autonome, hors salariat.

Revenu garanti et monnaies locales sont des conditions préalables, reste que le travail autonome n'est pas à la portée de tous et que l'individu n'est pas une entreprise à lui tout seul. Il faut des institutions du travail autonome et du développement humain pour développer et valoriser les compétences de chacun, favoriser les coopérations, connecter l'offre à la demande. C'est le rôle de ce que j'appelle, après Bookchin, les **coopératives municipales** et qu'André Gorz appelait des ateliers coopératifs. L'intérêt d'en faire des structures municipales est de se déconnecter de la pression des marchés que subissent les coopératives mais il est aussi politique. En effet, la communalisation permet de sortir du communautarisme en mêlant les milieux différents qui cohabitent sur le même territoire. Le principe de la prise en charge de l'économie locale par la municipalité est primordial, non seulement avec une monnaie locale mais aussi avec l'organisation de la production locale. Les coopératives municipales, véritables institutions du développement humain, devraient assurer différentes missions : dynamisation des échanges locaux, services d'assistance ou de formation, valorisation des compétences, aide à l'autonomie et recherche des synergies (coopérations), etc. L'important, c'est de ne pas laisser isolés les travailleurs autonomes et d'apporter les moyens de leurs projets professionnels.

Ces dispositifs dessinent assurément un tout autre monde, bien loin de celui que nous connaissons et des préoccupations actuelles avec une véritable inversion des logiques qui fait que la question de la retraite ne se pose plus du tout dans les mêmes termes par exemple. Plutôt que de continuer à subir la destruction du salariat et de ses protections sociales ou de rêver à une étatisation de l'économie, il faudrait pourtant bien passer à autre chose, sortir du capitalisme et du XXème siècle pour entrer très concrètement dans le **monde nouveau** qui s'ouvre devant nous et que nous n'avons pas choisi mais qui nous a déjà transformés et n'a pas que des mauvais côtés puisque c'est aussi l'ère de l'écologie et du développement humain sinon de la connaissance et de la communication. C'est un

monde plein de dangers inédits mais la bonne nouvelle, c'est qu'il ne semble pas qu'on puisse durablement restreindre nos libertés désormais, brider notre autonomie alors que la production en a un besoin vital. L'avenir est à nous, ce qui ne veut pas dire que ça se fera tout seul. Il y a du boulot !

(Article destiné au livre d'Utopia, "*Pour en finir avec ce vieux monde*")

Sortir du capitalisme

26 janvier 2010

La crise a remis à l'honneur la nécessité de sortir du capitalisme mais la plus grande **confusion** règne sur ce que cela pourrait signifier et les moyens d'y parvenir. Pour certains, comme les partisans de la taxe Tobin ou de l'interdiction de la spéculation sur les prix, on devrait parler plutôt d'une sortie du capitalisme financiarisé et dérégulé qu'on a connu depuis 30 ans, tout comme pour ceux qui veulent un meilleur partage capital/travail et plus de protectionnisme. Pour d'autres, c'est le marché lui-même qui est en cause, voire la vénalité de l'homme, son individualisme ou son égoïsme. On fait appel aux valeurs, on voudrait moraliser le capitalisme et ses profits sans comprendre qu'il s'agit d'un système qui élimine ceux qui voudraient faire preuve d'un peu trop de moralité justement ! Bien sûr, de nombreuses mesures préconisées sont positives, qu'elles jouent sur les régulations, les normes ou la redistribution mais on ne peut parler en aucun cas d'une sortie du capitalisme.

Il ne fait pas de doute qu'il faut revenir aux analyses de Marx pour apporter un peu plus de rigueur à l'anti-capitalisme, ce qui ne veut pas dire qu'on devrait reprendre les réponses étatiques que le marxisme-léninisme a voulu y apporter et qui ont été infirmées par l'histoire. On doit bien admettre que ce n'est pas aussi simple qu'on le croyait et qu'on ne fait pas ce qu'on veut. Il nous faut trouver **d'autres voies** pour sortir du salariat et du productivisme, de la détermination de la production par le profit tout comme de la marchandisation du monde.

La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « immense accumulation de marchandises ».

C'est la première phrase du Capital qui commence avec l'analyse de la marchandise comme valeur-d'échange (son fétichisme). En rester là, cependant, c'est rater l'essentiel, c'est-à-dire la **plus-value**, elle-même d'ailleurs objet d'un malentendu universel à se réduire à l'exploitation (l'échange inégal) alors qu'elle est au principe du productivisme capitaliste, ce que Fernand Braudel appelait son dynamisme !

Qu'est-ce donc que le capitalisme ? Ce n'est pas que tout soit marchandisé, ni leur accumulation, ce qui est un fait, mais que les **marchandises** soient de moins en moins chères (*Le bon marché des marchandises est la grosse artillerie qui abattra toutes les murailles de Chine*). Le capitalisme, c'est, en effet, du capital qui utilise du travail salarié pour produire du capital (du profit) grâce au gain de productivité apporté par l'investissement capitaliste permettant de réduire le coût de production (le temps de travail par produit).

C'est un processus **dynamique** qui doit se renouveler sans cesse, sous la pression de la concurrence, par l'innovation technologique. Ce pourquoi on ne peut figer les positions et qu'il ne suffit pas de s'approprier les moyens de production, l'environnement concurrentiel étant bien plus déterminant que la volonté des dirigeants ou leurs valeurs. Ce n'est pas en éliminant les mauvais capitalistes qu'on aura un bon capitalisme, pas plus qu'on ne supprime la violence en éliminant les violents. Se focaliser sur les entreprises ou l'accumulation du capital est une vision statique recouvrant leur dynamique interne, ce qui les constitue en système et fait leur force, ce qui fait que ça marche et s'impose

matériellement. Au-delà des faits, il faut comprendre la logique sous-jacente (le "cercle vertueux de la croissance" comme ses crises cycliques).

Ainsi, le salariat, qui n'est pas réductible au travail socialisé, est bien l'envers du capitalisme, ce qu'affirmait déjà "[travail salarié et capital](#)". On peut bien sûr parler de capitalisme commercial ou esclavagiste avant la révolution industrielle, quand il n'était pas aussi hégémonique, mais c'est bien le salariat qui spécifie le capitalisme comme système de production. Du côté du salarié, le capitalisme c'est la **prolétarisation** de ceux qui ne possèdent pas leurs instruments de production et qui, ne pouvant rivaliser avec la productivité des machines, ne peuvent plus vivre de leur travail sans se mettre au service du capital et de son productivisme. On peut dire que le capitalisme produit le chômage et la misère pour obliger les travailleurs à devenir ses salariés.

L'ouvrier vend sa force de travail parce que, ne disposant pas des moyens de production, il ne peut l'utiliser pour son propre compte. S'il n'était pas un *libre* citoyen, on ne permettrait pas au prolétaire de céder sur le marché une faculté personnelle telle que la force de travail (toute sa personne appartenant déjà, de droit, à d'autres). Mais s'il n'était pas *dépossédé* de toute ressource économique, il n'aurait aucune raison de la céder. Libre et dépossédé à la fois : l'indépendance juridique va de pair avec la dépendance matérielle. (Paolo Virno, *Le souvenir du présent*, p157)

Non seulement les salariés sont rendus dépendants du capital mais la production étant déterminée uniquement par le profit, elle s'arrête dès que l'entreprise n'est plus rentable, provoquant faillites en chaîne, chômage de masse et crises cycliques qui sont une des caractéristiques principales du capitalisme. Bien sûr, s'il ne faisait que produire du chômage et de la misère le capitalisme aurait disparu depuis longtemps. S'il s'impose c'est pour des raisons matérielles, pour son efficacité dans l'amélioration de la productivité et du niveau de vie. Seulement, on peut dire que, s'il s'impose par son productivisme, il dure ensuite par la société de consommation et c'est aussi pour des raisons matérielles, notamment écologiques, que cela ne peut plus durer. C'est de cette dépendance **salarié/consommateur** qu'il faut sortir pour sortir du capitalisme, ce qui veut dire sortir du salariat. C'est seulement en changeant le travail qu'on peut changer la vie vraiment mais l'enjeu écologique est bien là essentiel, même si cela ne paraît pas prioritaire à première vue par rapport aux urgences du moment (ce n'est en rien une "critique artiste" mais une critique radicale et systémique, qui prend les problèmes à la racine en remontant aux causes et aux points stratégiques).

Dire que le **productivisme** n'est pas l'apanage du capitalisme ne change rien au fait qu'il constitue son moteur et qu'on ne peut sortir du productivisme et de la croissance qu'en sortant du capitalisme. Ne pas vouloir comprendre ce qui structure les entreprises en centres de profit, c'est s'illusionner sur la possibilité d'en changer la logique qui ne dépend pas du bon vouloir des acteurs encore moins de leur folie supposée mais de processus matériels, d'un système de production contraignant, de la pression des banquiers, des concurrents, des clients...

Il ne suffit pas de proclamer ses bonnes intentions écologiques, il faudrait pouvoir les traduire en alternative au productivisme capitaliste, en nouveau [système de production](#). De même, si le capitalisme rencontre bien sa limite avec l'économie numérique qui met en crise ses catégories fondamentales (le travail, la valeur, le capital), comme l'affirme André Gorz dans son dernier texte, cela ne dit pas ce qui peut le remplacer, question qui l'a occupé constamment, en même temps que l'époque elle-même.

Il n'y a pas tellement de façons, en effet, de sortir du capitalisme. L'étatisation ou la *propriété collective des moyens de production* est apparemment la plus radicale mais, en

fait, elle ne change pas grand chose au système de production ni aux rapports sociaux (au salariat) car c'est simplement l'Etat (la bureaucratie) qui se substitue aux capitalistes pour engager des investissements selon une logique relativement proche, bien que moins efficace et surtout au prix d'un enfermement insupportable.

On a voulu y remédier par l'*autogestion*, c'est-à-dire non pas la propriété collective mais le contrôle par les travailleurs de leur instrument de production, qui s'est révélée difficilement praticable, laissant relativement inchangée l'organisation du travail et ne permettant pas non plus de s'abstraire de la concurrence (ce que Murray Bookchin soulignait), faisant au fil des ans ressembler les coopératives de plus en plus aux entreprises marchandes pour arrêter de perdre de l'argent.

Une autre façon de sortir progressivement du salariat, soutenue longtemps par André Gorz, a été de réduire simplement le temps salarié pour augmenter le temps libre. La *réduction du temps de travail* a trouvé malgré tout assez rapidement sa limite autour des 35h et surtout, non seulement son application au travail immatériel s'avère plus que problématique mais il a bien fallu se rendre compte qu'en séparant le travail de la vie et de la sphère de l'autonomie, elle ne change presque rien au travail aliéné ni au productivisme du système qui peut même s'en trouver aggravé !

Comme André Gorz l'avait compris à la fin des années 1990 avec *Misères du présent, richesse du possible*, il faut sans doute prendre les choses d'un autre côté, en partant non pas de la consommation, ni de la propriété, mais du **travailleur** et de la production, d'abord en délivrant les travailleurs de l'obligation d'être salariés d'une entreprise capitaliste. Cette véritable "libération du travail", qui n'a rien à voir avec une fin du travail absurde et une vie de consommation de loisirs marchandisés, se doit au contraire de donner aux travailleurs les moyens d'un travail autonome, moyens financiers et organisationnels, afin de réaliser dès maintenant l'objectif final, qui n'est plus si utopique, du développement humain et d'une sortie du capitalisme : "*de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoin*".

Le salariat s'est imposé en privant les travailleurs de ressources et de l'accès aux communaux (*enclosures*). Afin de se passer des entreprises capitalistes, sortir du salariat capitaliste et productiviste, il faut donc impérativement un **revenu garanti** "suffisant" pour être un "revenu de résistance" capable de démocratiser le travail autonome et de nous faire passer du travail subi au travail choisi. C'est d'ailleurs dans une large mesure le travail immatériel, son exigence d'autonomie comme sa précarité ou ses intermittences, qui rendent ce revenu garanti non seulement possible mais indispensable, tout comme ce qui a pu permettre l'abolition de l'esclavage, c'était que des salariés étaient devenus plus productifs que des esclaves.

On ne peut s'en tenir au revenu garanti, dont le but, comme on l'a rappelé, n'est pas la simple consommation de marchandises, il faut organiser la production alternative. Le travail autonome a besoin en effet d'institutions comme des [coopératives municipales](#) afin de valoriser les compétences, favoriser les coopérations ou les échanges de proximité et fournir tous les moyens d'un développement humain (formation, conseil, financement, assistance, coopérations, etc.). On ne peut laisser les travailleurs isolés comme si tout le monde était naturellement autonome et que notre autonomie ne dépendait pas des autres. Surtout, il faut organiser la production locale.

La relocalisation est primordiale, non seulement pour se soustraire à la mondialisation marchande mais au moins autant pour réhabiter nos territoires. La sortie du capitalisme et de la société de marché réclamée par les altermondialistes passe par une relocalisation de l'économie dont les [monnaies locales](#) sont l'instrument privilégié, monnaies

"fondantes", peu familières, qui ne sont pas thésaurisables mais qui sont un élément essentiel du changement de système et de reconquête du pouvoir monétaire. Cet aspect forcément local de la relocalisation suit une logique fédérative (*bottom-up*) qui a l'avantage de pouvoir s'expérimenter sans attendre pour peu que les conditions locales s'y prêtent.

Rien qui ressemble à ce qu'on présente d'ordinaire comme l'anti-capitalisme. D'autant plus si on joint au tableau **gratuité numérique** et logiciels libres qui se justifient par des raisons techniques mais sont une façon supplémentaire de se soustraire au marché (bien que cohabitant avec le payant et la publicité). Il y a, c'est indéniable, un capitalisme numérique (Google), très différent du capitalisme industriel et détaché de la *valeur-travail*, mais il faut bien dire que les *business model* ne sont pas légion, c'est un domaine où de vastes zones peuvent être des biens communs. Si la sortie du capitalisme reste partielle à chaque fois, c'est du moins la fin du totalitarisme du marché.

On attaque ainsi le capitalisme sur plusieurs fronts à la fois, réduisant d'autant son périmètre et son caractère hégémonique ainsi que ses capacités de nuisances. Le travail autonome est bien l'exil de la société salariale et une véritable alternative au capitalisme productiviste, transformation révolutionnaire de la société et des rapports sociaux même si ce n'est pas la fin du capitalisme dans une [économie plurielle](#). On aura même bien besoin sûrement d'un capitalisme vert pour accélérer la transition énergétique et ne pas trop détériorer le climat, ce qui n'est pas une raison pour renoncer à le cantonner à l'industrie. Pour le reste, il faut conjuguer réduction des inégalités, renforcement des services publics, secteurs protégés et régulations pour ne plus se laisser faire, mais en premier lieu, il faut que ça marche et ne pas faire n'importe quoi !

Il y a en tout cas au moins 4 axes principaux qu'on peut combiner en [système](#) alternatif pour sortir du capitalisme, du salariat, du productivisme et de la société de marché : travail autonome (revenu garanti, coopératives), gratuité (numérique, biens communs), relocalisation (monnaies locales, coopératives) et secteurs protégés (services publics, médecins, etc.).

Débat EcoRev' du 25 janvier "Penser l'après capitalisme avec André Gorz" avec Yann Moulier-Boutang et Hervé Kempf

Critique de "l'avenir du travail"

3 août 2007

L'avenir du travail, sous la direction de Jacques Attali, avec le concours de Pierre Cahuc, François Chérèque, Jean-Claude Javillier, Philippe Lemoine, Luc-François Salvador, Dominique Turcq, Philippe Vivien. Institut Manpower, Fayard, 2007.



En fait d'avenir du travail, il ne s'agit guère plus ici que de prolonger les tendances actuelles, en particulier celles du monde anglo-saxon pris comme modèle dominant, afin de dessiner à gros traits l'avenir auquel nous serions condamnés. C'est une présentation très partielle qui reprend la plupart des poncifs de la vulgate libérale, le plus incroyable étant qu'on n'y parle pas du tout d'écologie, encore moins de relocalisation de l'économie bien sûr, et qu'on fait comme si le système actuel était durable et ne devait connaître aucun bouleversement majeur à court terme : les riches vont continuer à devenir plus riches, les systèmes sociaux vont continuer à se dégrader, etc. Ce monde invivable qu'on nous promet, sauf dans certains pays scandinaves qui

semblent habités par des martiens, est certes celui qui paraîtra le plus **probable** : on ne peut dépasser son temps (en 1942 Schumpeter était, lui, persuadé du triomphe du socialisme soviétique!).

De l'autre côté il y a ceux qui veulent revenir en arrière, au compromis salarial fordiste comme si rien n'avait changé depuis plus de 60 ans, imputant à l'avidité du patronat et à la faiblesse des luttes syndicales la dégradation du salariat. Ces syndicalistes font comme si on pouvait décider complètement de notre avenir, comme si ce n'était qu'une question de volonté et de combativité. Entre laisser faire et volontarisme, il faudrait plutôt prendre la mesure effectivement de la mutation technologique en cours, des transformations du travail, de la mondialisation achevée mais aussi des nouvelles contraintes écologiques, des déséquilibres générationnels, des dégâts du libéralisme et des aspirations des peuples pour essayer de déterminer ce qui serait possible et surtout **souhaitable**. Bien sûr l'avenir ne sera ni l'un ni l'autre mêlant le pire et le meilleur sans doute, mais nous ne sommes pas de simples spectateurs et nous sommes responsables collectivement de notre avenir.

Ce rapport rédigé pour l'Institut *Manpower* n'exclue pas vraiment des évolutions plus positives comme celle du Danemark ou quelque contrée isolée, mais n'y accorde guère de crédit à plus grande échelle, semblant se satisfaire de sauver les meubles avec un minimum de protection qu'on peut légitimement trouver inacceptable. Dans sa [Brève histoire de l'avenir](#), Jacques Attali imagine bien une ère nouvelle, qu'il repousse à plus de 50 ans, où toutes les contradictions seraient résolues, où nous vivrions dans un paradis où le miel coulera à flot, avec une humanité réconciliée, coopérative et généreuse... mais ce ne sont que rêveries inconsistantes d'un au-delà que nous ne connaissons jamais ! La dure réalité du moment à laquelle il faudrait se résoudre, c'est celle du démantèlement des systèmes sociaux, de la flexibilité du travail, de la précarité de la vie, de la mobilité à outrance, de l'augmentation du stress et de la pression compétitive, de l'individualisme le plus exacerbé enfin avec pour unique horizon le dépérissement de l'Etat, la destruction des sociétés, la disparition des nations et toujours un productivisme débridé... Rien à dire,

c'est bien notre réalité la plus actuelle, la pente sur laquelle on glisse plus ou moins rapidement depuis les années 1974, avec la **dépression** et le triomphe du néolibéralisme.

On ne peut donc prétendre qu'il n'y aurait rien de vrai là dedans mais à cette vision linéaire et fataliste de l'histoire, on peut opposer une vision un peu plus **dialectique**, tenant compte des cycles économiques et générationnels (comme le [cycle de Kondratieff](#)), des limites écologiques et des nouvelles logiques productives de l'économie immatérielle ainsi que du fait que les hommes peuvent intervenir dans l'histoire par leurs luttes. Pas de raisons d'être optimiste sur ce point, certes, l'archaïsme des syndicats, de la gauche et du mouvement social en général laissant le champ libre à la refondation sociale patronale comme au discours libéral, présageant la victoire de l'horreur économique qu'on nous décrit par le menu. Ce constat pourrait du moins constituer une bonne raison de se ressaisir, "changer de logiciel" comme on dit, et de s'engager dans un nouveau cycle de luttes tourné vers l'avenir et la conquête de nouveaux droits plutôt que sur la préservation des avantages acquis, stratégie purement défensive qui est vouée d'avance à l'échec. Pour cela, il faudrait d'abord détacher dans l'analyse de notre situation historique ce qui relève de l'évolution technique ou des contraintes écologiques, effectivement incontournables, et ce qui relève des cycles historiques, démographiques ou idéologiques. A considérer le siècle passé on se rend compte en effet que le libéralisme ne triomphe jamais très longtemps, incapable de faire face aux catastrophes qu'il provoque, de même que les inégalités se creusent surtout dans les périodes de dépression, (phase descendante du cycle de Kondratieff) qui sont aussi les périodes les plus libérales, et se réduisent dans les périodes de croissance (keynésiennes) malgré ce qu'on pourrait croire. On ne peut faire comme si nous n'avions aucune expérience historique de ces phénomènes qui n'ont rien de nouveau.

Pour ce qui concerne l'analyse des mutations du travail, on peut s'étonner qu'il ne soit pas du tout question des logiciels libres, ni des difficultés des grandes entreprises à gérer l'innovation et la créativité, ni de la "crise de la mesure" dans le domaine immatériel où la productivité ne se mesure plus au temps passé (valeur-travail) dans ce qui s'apparente à un "travail virtuose", productivité qui est d'ailleurs devenue largement globale, nécessitant la coopération de tous les acteurs, et donc de moins en moins individualisable. Si le besoin d'autonomie dans le travail est rapidement évoqué, c'est sans voir à quel point cela peut entrer en **contradiction** avec le salariat qui est basé sur la "subordination", sur le "temps" de travail, sur la concurrence entre les travailleurs (le marché du travail), sur la séparation du salarié et de son produit enfin... Pourtant cette contradiction entre les nouvelles forces productives et les anciens rapports sociaux devrait mener au moins à sortir du salariat, si ce n'est à une révolution radicale des rapports de production, et non au simple aménagement du capitalisme salarial et productiviste. Tout ceci joint à la nécessité d'une relocalisation de l'économie pour équilibrer la globalisation marchande, sans compter tous les autres bouleversements que l'écologie ou la simple augmentation des prix du pétrole devraient imposer à relativement courte échéance, dessine un tout autre avenir que celui qui nous est promis. De ce point de vue, ce rapport est même complètement à côté de la plaque !

Bien sûr, les auteurs surfant sur la prétendue **revalorisation** du travail sarkozienne, ont beau jeu d'affirmer qu'on est loin d'une "fin du travail" et de la société des loisirs qu'on avait un peu trop précipitamment annoncées, mais si la réduction du temps de travail n'est effectivement plus du tout d'actualité, alors que le travail tend au contraire à prendre une plus grande place dans la vie, abolissant même la frontière avec la vie privée, c'est un tout autre travail qui émerge : "travail choisi" à la place d'un "travail forcé", travail où le plaisir, voire la passion, acquiert une valeur productive, en particulier dans les services et le

travail créatif, procurant de plus l'indispensable reconnaissance sociale. Croire que cette complète inversion des valeurs, entre un travail assimilé à la peine et un travail devenu valorisation de la personne, pourrait se satisfaire des anciennes structures mène tout simplement au pire, à la contradiction vécue dans le cadre du salariat, de cette nouvelle conception du travail qui se traduit dès lors par un stress et une précarisation insupportables, que beaucoup doivent subir depuis quelque temps déjà.

Certes, une chose doit être acquise, en accord avec ce livre : la **sécurité** de l'emploi ne peut plus être identique à ce qu'elle était dans la période précédente, ceci pour des raisons objectives liées à notre entrée dans l'ère de l'information qui se différencie de l'ère de l'énergie par son caractère non linéaire, plus aléatoire et plus qualitatif, où ce n'est plus une "force de travail" quantitative qui est mobilisée mais la capacité de "résolution de problèmes", de réactivité et d'innovation, dans une économie qui a dépassé le stade de la nécessité. Il en résulte, on ne le sait que trop bien, une extension de la précarité de l'emploi, de l'intermittence des créatifs et de l'exclusion de tous ceux dont "l'employabilité" est jugée désormais insuffisante. Comprendre à quel point cette instabilité est due au développement de l'économie immatérielle doit nous faire renoncer à retrouver la stabilité de la production industrielle de masse alors que le traitement de l'information en temps réel nous a fait quitter une "économie de l'offre" pour une "économie de la demande" s'adaptant en "flux tendu" aux évolutions de la consommation et des caprices de la clientèle. Certes, il n'y a là aucune raison pour entamer une ode à la mobilité et s'imaginer qu'il pourrait y avoir une accélération continue des flux de marchandises et de main d'oeuvre. Il y a une limite à la plasticité humaine comme aux capacités écologiques d'une multiplication des transports et des mouvements de population. Il faudra ralentir au contraire, réduire le "*just-in-time*", sans pouvoir revenir pour autant à une planification rigide ni un "emploi à vie". Le point sur lequel on doit approuver ce rapport, mais c'est un point largement acquis, c'est qu'il faudra passer inévitablement à une "protection de l'emploi plus faible" compensée par une "protection des individus plus forte", à peu près comme au Danemark, bien que le coût en semble exorbitant à certains, comme Robert Boyer, et porteur paraît-il de trop de rigidités !

"La lourdeur des prélèvements obligatoires danois rend très difficile toute amélioration du système sans remise en cause des incitations à l'activité et à l'innovation. Il faut donc chercher un nouveau compromis qui garantirait une sécurisation des parcours professionnels grâce à un redéploiement des interventions publiques et à une nouvelle délimitation des responsabilités respectives de l'Etat et des partenaires sociaux - une flexisécurité à la française". p140

Autrement dit on prend le modèle danois pour la flexibilité tout en refusant d'assumer le coût d'une sécurisation des parcours professionnels, sécurisation pourtant indispensable au simple maintien des compétences, l'enjeu actuel étant bien la protection des personnes qui doit être largement étendue et non pas réduite ! On voudrait paradoxalement que des individus de plus en plus précaires prennent en charge leur propre sécurité dans un monde de plus en plus incertain ! Ne voit-on pas l'absurdité de vouloir individualiser un risque qui se généralise ? On ne peut se fier, bien sûr, à la générosité des classes dirigeantes pour financer le système de protection sociale avec des prélèvements qui sont toujours trouvés exorbitants, "désincitatifs" (voire confiscatoires !) par ceux qui les payent. Il faudra sans aucun doute des **luttons** sociales de grande envergure pour imposer le partage de la richesse et la mutualisation des risques, non pas certes pour conserver l'emploi à n'importe quelle condition mais bien pour accroître les protections de la personne. Ce n'est pas l'hypothèse jugée la plus probable pourtant, le chacun pour soi devant l'emporter, on ne sait trop pourquoi sinon qu'on n'imagine plus possible des mobilisations sociales alors même qu'elles ont montré encore récemment toute leur

vitalité, contre le CPE par exemple, leur échec n'étant imputable qu'à leur absence de perspectives et de débouchés politiques, à leur caractère uniquement défensif ainsi qu'à l'archaïsme des syndicats.

Il y a d'autres raisons encore de penser que la protection de la personne devra s'étendre inévitablement jusqu'à un **revenu garanti** pour tous, passant "[de la sécurité sociale au développement humain](#)". Ce n'est pas seulement, comme on l'envisage, que la recherche d'emploi devrait être considérée elle-même comme un travail en soi, du fait qu'on est dans une économie flexible, ce qui justifie effectivement qu'elle soit rémunérée, mais c'est l'emploi salarié lui-même qui ne sera plus forcément la norme ! Dès lors que le travail non salarié est appelé à prendre plus d'importance, la garantie du revenu ne peut se limiter à un "contrat d'évolution" (p80) qui semble d'ailleurs aussi mythique que le "contrat d'activité" prôné en son temps par Jean Boissonat (1995). En parlant simplement d'externalisation, d'auto-emploi, de mobilité ou même de "réseau de travailleurs nomades" (p50), on occulte le fait qu'on quitte ainsi la société salariale pour un travail autonome constituant un nouveau secteur à part entière, secteur que Roger Sue appelle le "quaternaire" et qui exige à l'évidence une garantie de revenu pour ne pas être réservé aux classes supérieures (aux professions libérales actuelles). Robert Castel a insisté avec raison sur le fait que l'autonomie de l'individu est strictement corrélée à ce qu'il appelle "les supports sociaux de l'individu". Il n'y a pas de véritable liberté sans indépendance financière (les femmes le savent bien) et donc sans un "revenu d'autonomie" dont il nous faut d'autant plus obtenir la garantie pour tous que l'emploi salarié ne peut plus en assurer la continuité. Hélas on dérange ainsi toute l'idéologie travailliste et les anciennes habitudes du travail forcé, assimilé à une "désutilité" plus qu'à l'épanouissement de la personne et donc incompatible avec une garantie du revenu détaché du travail, au point que ce n'est pas une proposition qui paraît crédible du tout !

Que cette revendication perdure et gagne du terrain malgré toutes ces oppositions est bien le signe que c'est la réalité qui finira par l'imposer. Ceci, d'autant plus que la production immatérielle est inséparable d'une "**économie de la gratuité**", pour des raisons qu'on peut dire techniques. En effet, la reproduction numérique favorisée par les réseaux de communication se fait à un coût négligeable, alors que, sur un autre plan, la coopération des savoirs, indispensable dans les systèmes complexes, ne peut s'encombrer de "coûts de transaction" ni de brevets, pas plus que dans le domaine scientifique. Les logiciels libres qui en sont une des manifestations les plus caractérisées ne sont en aucun cas l'oeuvre d'un altruisme désintéressé mais résultent de contraintes d'efficacité dans la production de systèmes complexes évolutifs qui doivent rester ouverts et profiter d'apports multiples. La tentative de brider par des brevets et des droits numériques toute cette créativité ainsi que les capacités de reproduction de réseaux qui sont faits pour cela, se révèle à l'évidence complètement contre-productive, et donc vouée à l'échec à plus ou moins long terme malgré les protestations de ceux qui en tirent profit. Seulement, ce nouveau modèle productif basé sur la gratuité ne peut pas être viable bien sûr sans un revenu garanti. Celui-ci ne peut donc être limité aux seuls salariés, ni à une "sécurité professionnelle", mais doit bien relever d'une politique ambitieuse de développement humain et de valorisation des capacités de chacun.

En se situant dans cette nouvelle logique productive, on se trouve dans un tout autre contexte que celui qu'on nous décrit, avec un chômage endémique qui n'est d'ailleurs pas tant "démographique" comme on le prétend que monétaire (ou keynésien), lié à la lutte contre l'inflation plus qu'aux rigidités du droit du travail ou à l'insuffisance de la formation. Certes les contraintes financières ne sont pas les mêmes que pendant les 30 glorieuses mais, en prenant en compte les nécessités d'une relocalisation de l'économie pour

équilibrer la globalisation des échanges et réduire notre empreinte écologique, l'exigence de développement humain et de valorisation des compétences pourrait être prise en charge au niveau local par des coopératives municipales et financée, en partie au moins, par des **monnaies locales** (comme le [SOL](#)) qui sont hélas, elles aussi jugées encore si peu crédibles ! On peut penser pourtant que c'est le tableau qu'on nous décrit qui est bien peu crédible...

Dans une économie de **proximité** où la qualité de la vie et les équilibres écologiques priment sur la productivité immédiate, les services à la personne et les dépenses de santé prendraient aussi un tout autre aspect. En particulier la diminution du stress et une meilleure hygiène de vie pourrait enrayer l'explosion des dépenses de santé alors qu'on sait que la médecine est à peu près impuissante contre les maladies dégénératives, dont une meilleure alimentation et une vie plus saine pourraient nous protéger à moindre coût. La relocalisation de l'économie pouvant s'étendre également aux pays pauvres, comme l'expérimente l'Amérique latine entre autres, cela pourrait limiter d'autant les migrations de populations, même si elles resteront importantes dans nos sociétés vieillissantes où le besoin de main d'oeuvre se fera effectivement sentir plus que le chômage d'ici quelques années.

Il y aurait encore beaucoup de prévisions à nuancer pour le moins. Ainsi, il n'est pas si sûr qu'on ait tant besoin que cela d'**informaticiens** à l'avenir. Il en faudra, c'est certain, mais plutôt de haut niveau et passionnés, sinon on aura surtout besoin que tous les travailleurs maîtrisent l'informatique comme un langage commun. La programmation étant de plus en plus assistée, il faudra principalement des spécialistes de différents domaines pour adapter les programmes à leurs activités spécifiques, en plus de quelques créatifs capables de concevoir des jeux, des nouvelles applications innovantes, etc. Une mauvaise appréciation des besoins futurs en ce domaine pourrait amener à un surplus d'informaticiens mal formés, comme on l'a déjà connu. On peut également contester que le développement de l'emploi industriel pourrait continuer à progresser mondialement, même dans le tiers monde, dès lors que l'automatisation et la robotisation se généraliseront aussi bien dans l'industrie que les services. C'est vraiment vers l'exil de la société industrielle et salariale qu'on se dirige, à plus ou moins court terme, et donc vers une transformation beaucoup plus radicale encore du travail et du système économique qu'on ne nous le présente.

Même s'il ne faut peut-être pas leur donner tout-à-fait autant d'importance qu'André Gorz, par exemple, leur prédit (voir "[Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise](#)"), il est certain que les futures "imprimantes 3D" et les "**micro-usines personnalisées**" ou *MUPs* (cf. Joël de Rosnay, 2020, *scénarios du futurs*, p102) ou *fabbers* ou *digital fabricator* (cf. *FAB*, Neil Gershenfeld) changeront certainement la donne, permettant une large décentralisation de la production manufacturière. En effet, ces ensembles de machines-outils programmables et transportables dans un break ou une camionnette, peuvent fabriquer sur place immédiatement n'importe quel objet à trois dimensions en un minimum de temps, à coût minime et pratiquement sans aucun coût de transport. C'est sans doute plus décisif, à long terme du moins, que le développement d'un monde virtuel qui peut fournir un nombre significatif d'emplois, mais qui peut s'effondrer aussi vite qu'il est venu à l'occasion d'un retournement de mode, n'ayant aucune véritable nécessité...

On voit qu'il y aurait bien d'autres choses à dire que les platitudes dont on nous abreuve, mais qui nous écoute ? On préfère ceux qui confortent les positions acquises, les habitudes de pensée et les vieilles idéologies sous couvert de modernité. Il est certes un peu désespérant de constater qu'un rapport si critiquable puisse être signé par des

syndicalistes, même si François Chérèque se désolidarise de la proposition d'un contrat unique (avec prime de licenciement proportionnel à l'ancienneté) et d'une représentativité syndicale décidée par élection nationale plutôt que par présence effective dans l'entreprise, mais cela ne fait que souligner son absence d'opposition aux autres propositions, constituant une véritable programme pour ce gouvernement de droite. Il est consternant de voir comme nos élites peuvent envisager sans trop sourciller les scénarios catastrophes d'une société éclatée, livrée aux assurances privées et une surveillance généralisée avec une privatisation des universités, si ce n'est de l'Etat lui-même. Non qu'il ne soit pas raisonnable d'envisager le pire, mais il serait un peu moins indécent de faire mine au moins de protester contre ces éventualités ! Il ne s'agit pas de dire que tout ce qu'il y a dans ce livre est faux, pour une partie ce n'est même que trop vrai, mais c'est une analyse trop partielle et qui ne débouche, à l'évidence, ni sur ce qui serait souhaitable, ni sur ce qui serait véritablement à la hauteur des transformations du travail à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain. L'avenir dont on nous menace mériterait plutôt un appel à la **résistance** et au renouveau des luttes sociales pour la conquête de nouveaux droits et la réappropriation de nos vies. Cela devrait être l'occasion pour tous les progressistes de se saisir de cette vision cauchemardesque pour y opposer un projet d'avenir autrement ambitieux. Nous aurions certes besoins pour cela de syndicats forts et capables de mener des luttes nationales et européennes, force syndicale moderne qui nous manque si cruellement, mais il ne devrait pas être si difficile pourtant d'inciter à la syndicalisation de tous, comme au Danemark, par divers avantages sociaux par exemple.

Au lieu de cela, on nous présente une **France** qui ne va pas si mal pourtant, en dehors certes d'un chômage élevé et de l'insupportable précarité imposée à la jeunesse, mais cela n'empêche pas que tout le monde apparemment veut vivre en France et on peut douter que les réformes qu'on nous propose améliorent vraiment la situation des plus pauvres ! Seulement on nous assure qu'à se tenir à l'écart de la mondialisation libérale notre pays risque d'être déclassé !!! On nous parle de l'intérêt de la France, comme si c'était l'intérêt de tous les Français et qu'il n'y avait pas de contradictions sociales ! Finalement, au nom d'un diagnostic au moins très incomplet, on nous propose un mince filet de sécurité et de petites mesurette ou des ajustements à la marge en contrepartie d'un démantèlement presque complet du droit du travail alors qu'il faudrait appeler à la mobilisation générale pour sortir de cette pensée unique et de cet avenir dont nous ne voulons pas !

A partir des développements qui précèdent, on voit se dessiner un monde de plus en plus mobile, changeant, précaire, instable. Jamais le travail des hommes n'aura évolué autant qu'il se trouvera modifié au cours des 50 prochaines années. 147

Malaise dans la civilisation numérique

15 septembre 2008

Aux travailleurs du numérique

Changer d'ère

On en sait beaucoup moins qu'on ne croit. La pensée est lente et notre rationalité limitée. Il nous est difficile d'être nos propres contemporains et de comprendre notre actualité. Il suffit de lever la tête de son clavier pourtant pour mesurer tous les **bouleversements** que nous vivons. Il y en a eu d'autres, sans doute, et à chaque époque son malaise, mais ce n'est pas tout-à-fait le même à chaque fois. Ainsi, on est passé de la névrose de culpabilité à la dépression d'un individualisme exacerbé, ce qui dénote un progrès malgré tout de notre autonomie où le numérique n'est pas tout-à-fait pour rien, mais il faut bien convenir que la dématérialisation, la permanence des connexions, la rapidité des échanges ont un effet déréalisant nous précipitant dans un tout autre monde, qu'on peut trouver assez inquiétant.

Tout ne va pas pour le mieux, non, et on n'a pas fini d'en éprouver tous les effets pervers mais le malaise est en grande partie idéologique, de ne pas arriver à lui donner sens, en plus de réelles difficultés d'adaptation à ce nouvel écosystème. Certes, le sentiment de perte n'est pas seulement celui de nos repères, de nos anciens modèles, c'est aussi la perte bien réelle de nos protections sociales aggravant douloureusement notre précarité, ainsi que l'absence de prise en compte des nouvelles conditions de production, mais cette inadaptation résulte bien d'une insuffisante compréhension des transformations en cours. Il faut dire que les changements que nous vivons sont tellement considérables qu'on peut les comparer aux débuts du Néolithique ou de l'écriture mais à une vitesse considérablement accélérée. Les anciennes idéologies sont devenues complètement **obsolètes**. On le sait, mais elles restent encore dominantes tout comme les institutions en place qui se révèlent tout aussi inadaptées aux conditions de l'économie immatérielle.

Non seulement nous devons subir cette inadaptation qui provoque beaucoup de souffrances et de destructions de compétences mais nous devons *essayer les plâtres* d'un dur apprentissage où tous les excès et les premières illusions se confrontent au réel. On peut dire qu'on se trouve au plus mauvais moment, celui de la crise, quand une nouvelle époque tarde à naître et se peuple de monstres (délires complotistes, technophobes ou mystiques). On peut dire aussi qu'on est au moment le plus **crucial**, dans l'oeil du cyclone, au moment où notre voix et notre action peuvent porter le plus et décider de l'avenir.

L'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain

On peut présenter les choses de multiples façons, du côté du producteur comme du consommateur, insister sur la financiarisation, les communications, la globalisation marchande, les nouvelles technologies, l'immatériel, le virtuel, le temps réel... L'important, c'est la façon dont on rassemble les fils, le point sur lequel on se focalise et qui organise

notre représentation des mutations en cours. Toute **nomination** est imparfaite et largement conventionnelle sinon politique (savoir qui devient pouvoir, décision pour l'avenir). C'est donc pour son caractère opérationnel que je préfère qualifier l'ère qui s'ouvre devant nous "l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain" en tant qu'elle s'oppose trait pour trait à l'ère de l'énergie, du productivisme et de la simple "force de travail" (caractérisant le capitalisme salarial).

Ce qui est intéressant, c'est de comprendre à quel point les trois aspects sont indissociables. Sans les réseaux globalisés, la prise de conscience **écologiste** serait bien plus difficile et les conférences sur le climat presque impossibles. Surtout, sans l'informatique il ne peut y avoir de régulation écologique, seulement une vaine opposition à l'ensemble de l'industrie. Enfin, la dématérialisation de l'économie fournit une voie de sortie du productivisme, ce qui est décisif.

D'une part, l'informatisation valorise la formation, élève le niveau "d'employabilité", démocratise le travail intellectuel, exigeant l'investissement dans un **développement humain** devenu prioritaire et véritable finalité de l'économie, très loin de ce qui se faisait jusqu'ici. D'un autre côté, le développement humain constitue l'autre face de l'écologie, sa face subjective, celle de la qualité de la vie et du développement de l'autonomie, la face objective étant celle des risques systémiques, de l'épuisement des réserves et de l'accumulation des pollutions. Certains rejettent le développement humain, défini par Amartya Sen comme le développement des capacités et de l'autonomie individuelle, simplement parce qu'il y a le mot développement, dont on peut avoir peur qu'il soit détourné comme l'a été le "développement durable" ! Plus absurde encore, quelques uns rejettent le fait qu'il soit trop humain, au détriment du reste du vivant alors que nous y sommes liés et que notre qualité de vie en dépend. Cela n'empêche pas que le développement humain s'impose matériellement aussi bien pour des raisons écologiques que productives.

S'il faut parler d'une ère de l'**information**, plutôt que de la communication ou de la connaissance, ce n'est pas pour faire référence aux journaux d'information mais à la théorie de l'information, au bit d'information, à ses caractéristiques transmissibles, indépendantes donc du support matériel. Le monde de l'information qui est celui de l'esprit, de la pensée a de toutes autres lois que le monde physique, celui de la matière et de l'étendue. La rupture vient de là, le changement complet de logique de l'économie immatérielle au profit du développement humain et de la qualité de la vie, nouant souci écologique et besoins de formation. Il faut préciser : l'information s'oppose à l'énergie comme l'improbable s'oppose au probable, comme les phénomènes non-linéaires s'opposent aux forces linéaires, proportionnelles, progressives, mesurables, comme le qualitatif s'oppose au quantitatif, enfin. L'ère de l'information, ce n'est pas seulement plus de communications ni même plus de technologies, c'est un changement complet de logique, de monde, de temporalité où l'on passe, entre autres, de la civilisation de la peine à la civilisation de la panne et du travail forcé au travail choisi, voire au travail passion, mais beaucoup plus précaire aussi, sinon plus aliénant encore lorsqu'il y a contradiction entre les anciennes façons de faire et les nouvelles réalités...

C'est une époque où changent nos représentations, nos pratiques, nos rapports, transformant profondément les individus, l'économie, le travail. Notre rationalité se retrouve hélas bien limitée, on l'a dit, face à une rupture anthropologique d'une telle ampleur. Les idéologies résistent, elles sont une lourde **inertie** contre laquelle il est difficile de lutter. C'est pourtant bien dans l'idéologie qu'il faudrait une (re)conversion totale aux nouvelles questions, pas un retour aux anciennes réponses !

Le devenir langage de l'humanité

Mettre l'accent sur ce qui oppose matériellement l'information et l'énergie n'est pas tout réduire à cela et nier la dimension cognitive de l'information, simplement se situer à un niveau plus général, au-delà de l'économie de la connaissance qui n'en représente qu'un aspect particulier, les automatismes en étant bien différenciés. Il ne fait pas de doute pour autant que le numérique constitue un nouveau stade cognitif, un nouveau stade du devenir langage de l'humanité après le langage, l'écriture, l'imprimerie... Ce n'est pas dire qu'il y aurait une **intelligence collective** qui émergerait toute seule comme on l'a annoncé avec un peu trop de précipitation. Cette intelligence collective, elle est à construire et nous en éprouvons plutôt les ratés, mais c'est bien un nouveau stade de notre apprentissage, un nouveau stade pour la mémoire de l'information comme pour la dématérialisation. Le langage, l'écriture, l'imprimerie, l'informatique ne font que prendre le relais de la génétique et de la sélection naturelle, mais, plutôt que de s'aveugler comme les méméticiens sur ce qui reste de commun avec la génétique, il faudrait plutôt insister sur ce qui en diffère tellement !

En effet, ce devenir langage ne se réduit pas à la communication ni aux effets de masse, ce n'est pas seulement la même chose qu'avant en plus grande quantité, c'est notre monde lui-même qui s'en trouve profondément transformé sur les 2 versants du langage : celui de l'énonciation et du rapport à l'autre (dialogue, sincérité), celui de l'énoncé et de l'information (vérité, pertinence). Cette virtualisation est bien réelle, cette dématérialisation est bien matérielle, tout comme l'effet des discours et des institutions est bien réel. Loin de nous faire perdre notre humanité, c'est la valorisation de ce qu'on a de plus humain, le langage qui nous constitue en parlêtres et nous coupe de l'animalité. Le malaise vient de notre inhabileté fatale et de nos catégories qui sont bien obsolètes mais ce n'est absolument pas l'obsolescence de l'homme, bien au contraire, quand la **subjectivité** est désormais mobilisée dans son intimité et qu'on fait appel à son autonomie, de plus en plus sollicitée dans ses fonctions supérieures, de plus en plus attentif aux enjeux écologiques, de plus en plus dans le monde de l'esprit. Ce n'est pas prétendre que cela ne pose pas des questions nouvelles et des problèmes innombrables, ni que le monde symbolique flotterait au-delà de l'espace et du temps quand il doit prendre soin, au contraire, de notre monde et se confronter à son ignorance. En étalant notre bêtise, on se condamne du moins à s'améliorer !

Errare humanum est

Le travail de tous les "manipulateurs de symboles" met en évidence la dimension symbolique et le "tournant linguistique" de l'économie, faisant espérer un saut cognitif mais qui devra toujours intégrer l'erreur, c'est absolument essentiel. Les formes idéalisées de l'humanisme sont dangereuses d'exclure de l'humanité ceux qui ne s'égalent pas à cet idéal mais surtout de rater l'essence de l'homme et de sa liberté qui est bien sa capacité à faire des erreurs, et de les corriger. On peut défendre un humanisme qui ne soit pas normatif mais basé sur l'erreur humaine, sur la liberté de l'homme comme grand perturbateur et chercheur d'étoiles. C'est à quoi les informaticiens devraient être sensibles car il ne fait pas de doute que le premier objet de l'informatique, c'est l'erreur. Le temps consacré à la conception et aux algorithmes est négligeable par rapport à celui pris par la **correction d'erreurs** (le bug du programmeur ou l'erreur de saisie de l'utilisateur). Plus généralement, la vie, l'information, l'organisation, la négentropie ne sont pas possibles sans la correction d'erreur (la redondance) et la reproduction. Ce n'est pas mauvais d'en prendre un peu plus conscience comme de notre rationalité limitée (pas seulement du côté utilisateur), car c'est seulement par la conscience de nos erreurs qu'on peut les

corriger, pas en s'illusionnant sur notre merveilleuse intelligence trop souvent en défaut. Plus généralement l'erreur et le bruit qui sont notre réalité quotidienne devraient être mieux pris en compte par les organisations pour les surmonter et ne pas trop en accabler les individus dont on devrait plutôt pardonner les erreurs trop humaines...

Les travailleurs du savoir

C'est dans le travail que le numérique apporte le plus de bouleversements et rencontre le plus durement l'inadaptation des structures. C'est le travail qui devient immatériel, plus que les marchandises produites, la résolution de problèmes se substituant à la force de travail et ne pouvant plus être mesurée en temps de travail, de par sa productivité non-linéaire, ni individualisée dans une production collective dont la productivité est largement globale. Une des conséquences bien connue, c'est une précarisation extrême de l'emploi pour laquelle les protections actuelles sont complètement inadaptées et qui appellent un revenu garanti pour tous, bien au-delà de ce qui reste de l'assurance chômage. Une autre conséquence, c'est de faire appel à l'autonomie du travailleur (ses compétences, ses facultés) et de s'engager sur le résultat (contrat d'objectif), ce qui demande un statut de **travailleur autonome** plutôt que celui de salarié subordonné. En effet, le travailleur peut désormais posséder son instrument de travail avec son PC qui est un *General Problem Solver*, ce qui change tout. Le bon côté est illustré par le traitement des informaticiens chez les grands leaders mondiaux (Microsoft, Google), le mauvais, on le connaît mieux, c'est le stress, la précarité, le déclassement, les procédures inappropriées, la méfiance, l'incompréhension, et, finalement, une destruction de compétences et de vies par milliers... Les institutions du travail autonome, en premier lieu un revenu garanti, seraient une véritable "libération du travail" exploitant tout le potentiel de l'économie numérique tout en sortant du productivisme salarial.

Il faut effectivement souligner la convergence entre le travail autonome à l'ère du numérique et la nécessité écologique de sortir du productivisme capitaliste et industrialiste avec son obsession de réduction du temps de travail pour en augmenter la productivité et donc la consommation de masse. Si les réseaux ont permis le juste-à-temps et une économie de la demande opposée à l'ancienne économie de l'offre et de la production de masse encore dominante, ce n'est peut-être pas l'essentiel mais plutôt les transformations du travail lui-même. L'erreur des écologistes, c'est de trop se focaliser sur la consommation alors que c'est en changeant la **production** qu'on peut changer plus sûrement les modes de consommation et les circuits de distribution, c'est en se focalisant sur le travailleur, en réintégrant le travail dans la vie qu'une écologie de la production peut réellement changer de modèle de développement, au profit d'un développement humain, et changer la vie enfin. D'autre part, la rupture technologique que nous vivons difficilement impose d'adapter les rapports sociaux aux nouvelles forces productives (qui ne sont plus des "forces" justement). Il s'agit de croiser ces deux exigences, qui se révèlent étonnamment convergentes, pour passer d'une logique de concurrence à une logique de coopération, de développement humain, de formation, d'assistance mutuelle et de valorisation des compétences.

L'entreprise imprésario

Bien que l'autonomie dans le travail soit de plus en plus indispensable, l'homme n'est pas une entreprise comme le voudrait le nouveau totalitarisme de marché qui nourrit l'illusion de former un **homme nouveau** réduit à la compétition grâce aux techniques de développement personnel et de coaching, mais l'homme n'a pas été produit pour le

marché, il n'optimise pas forcément son capital et, de toutes façons, il ne cumule pas savoir faire et faire savoir comme une entreprise doit le faire. L'homme est incomplet, il ne peut être complètement autonome, ce n'est pas une "personne morale" ! Une entreprise doit chercher à optimiser la production et faire du profit, sans doute, pas l'individu. C'est même pour cela qu'il faut des entreprises, ou des coopératives, dont la première fonction est d'organiser la coopération des compétences en vue d'une production efficace.

L'autonomie dans le travail ne signifie pas qu'on pourrait travailler tout seul, ni juste pour soi. En tout cas, pour une production efficace, il ne suffit pas de prétendre être le meilleur. Le *faire savoir* ne peut remplacer le *savoir faire* sauf à devenir un monde de fausses **apparences** qui ne peut faire illusion trop longtemps. Comme ce ne sont pas les grandes gueules qui font le boulot, il faudrait donc valoriser plutôt les véritables compétences. C'est à cela que devrait servir aussi une entreprise à l'ère du numérique, une entreprise imprésario, avec une véritable gestion des ressources humaines (ce n'est pas la personne qui doit devenir une entreprise mais l'entreprise qui doit valoriser les personnes). Inutile de préciser qu'on en est loin et que ce n'est pas pour rien dans le malaise ! En tout cas, on ne serait plus alors dans le paraître, le spectacle et la marchandisation mais dans la mise en relation entre une compétence (offre) et un besoin (demande), même si c'est avec tous les défauts des réseaux et leurs inégalités...

Des associations par projets

Les théories et modes de **management** ont produit beaucoup d'autres folies extrémistes que de considérer l'individu comme une entreprise. Contre la vulgate ambiante, il faut bien dire qu'en réalité, une entreprise ne vise pas plus le profit que nous le bonheur : l'entreprise comme communauté humaine par objectif vise un but concret de production !

Certes, et contrairement à l'individu, on l'a dit, une entreprise doit chercher à optimiser la production et à faire du **profit**. C'est une erreur cependant de faire du profit l'unique but de l'entreprise, tout comme on voudrait faire du bonheur l'objet monotone d'un désir répétitif. Le profit, comme le bonheur, est le fruit de la réussite, le véritable but est à chaque fois très concret, c'est de produire et que ça marche, c'est de réussir à faire ce qu'on fait avec les moyens qu'on a. En système capitaliste, le profit étant le seul garant de l'existence, il doit bien faire partie des buts de l'entreprise, c'est certain, au même titre que le but de construire l'entreprise la plus humaine possible, dans l'intérêt même de la production et des producteurs, mais le but principal reste forcément de faire le meilleur produit possible, seul gage de réussite.

En fait les entreprises et les associations sont des communautés par objectif, à l'opposé des communautés naturelles et familiales. On est uni dans un but social et professionnel, on fait équipe dans la réussite d'un projet. C'est ce que la productivité non-linéaire dans le domaine immatériel renforce sans aucun doute, avec la valorisation par le résultat plutôt qu'au temps passé, mais en renforçant aussi le caractère **temporaire** des équipes constituées (contrats d'objectif). Cette précarité grandissante participe du malaise ambiant, exigeant des protections adaptées tout comme cette mobilité sociale doit être compensée par un ancrage local plus affirmé.

La relocalisation numérique

On le sait, les réseaux permettent une **décentralisation** qui décongestionne les directions centrales, assouplissent les organisations et favorisent les processus *bottom-up* (même s'il ne faut pas les surestimer). Paradoxalement, il paraît beaucoup moins crédible de

souligner la place du numérique dans la relocalisation alors que, aux yeux de tous, c'est la globalisation qui s'impose massivement. Mais, justement, c'est bien la globalisation elle-même qui rend indispensable une relocalisation, une nouvelle façon de réhabiter un territoire déserté.

La première concrétisation de cette relocalisation, bien qu'assez décevante pour l'instant, c'est le développement lent mais inexorable du télétravail qui permet de quitter la ville. Pour généraliser les téléconférences, évitant des déplacements, il faudra sans doute attendre les écrans géants mais une étape essentielle de la dématérialisation sera sans aucun doute la généralisation des imprimantes 3D. C'est l'utopie du [silicon village](#) et des [Fab Labs](#) de Neal Gershenfeld, d'une production locale d'objets téléchargés supprimant une grande part des transports, au service de la créativité de chacun. On n'y est pas encore ! André Gorz mettait beaucoup d'espoir dans ces micro-usines décentralisées pour sortir du capitalisme industriel et du salariat. La dématérialisation n'en est qu'à ses balbutiements mais avec le développement de [monnaies locales](#) notamment, le malaise pourrait se transformer en véritable opportunité de retrouver le plaisir de vivre ensemble.

Les raisons du malaise ne manquent donc pas, mais l'ère du numérique n'est pas celle d'une modernité folle et destructrice, le numérique est l'instrument de l'écologie, de la préservation du monde, de la connaissance et de l'émancipation humaine. Bien sûr, il n'y a pas que des bons côtés et ce n'est pas gagné d'avance, car cela dépend tout de même beaucoup de nous de nous doter des institutions de l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain ([revenu garanti, monnaies locales, coopératives municipales](#)). Ce n'est pas pour demain, hélas, trop novateur encore ! On est loin des récriminations habituelles mais on peut dire que, pour l'instant, on subit surtout la mauvaise part et que le malaise grandit. Les raisons d'espérer sont bien minces devant les menaces sécuritaires et l'extension des contrôles qui feraient rejeter toute la civilisation numérique mais partout où il y a une **liberté** nouvelle il y a un pouvoir qui la contraint, pouvoir auquel on doit résister, ce qui n'est jamais facile. En tout temps, en tout lieu, la liberté ne se prouve qu'en acte. On a l'avantage que l'autonomie soit devenue nécessaire dans la production et qu'on ait besoin que les travailleurs du numérique soient des hommes libres...

Le travail du temps (à l'ère du numérique)

6 juin 2009

Au lieu de supprimer la **rareté**, une surabondance d'informations ou de biens ne fait que mettre en évidence à quel point c'est le temps qui nous manque toujours, constituant notre bien le plus précieux et le plus rare.

Le temps, c'est la vie, c'est l'existence même, la durée qui nous est impartie dans ses limites matérielles. Nous ne sommes pas pour autant spectateurs passifs de ce passage du temps. Privés certes d'éternité, en tant que simples mortels, nous nous projetons activement malgré tout dans le futur d'une vie qui ne s'épuise pas du tout dans l'instant de la présence mais imprime sa marque dans les mémoires. Le temps, c'est d'abord le temps du **désir**, finalité qui s'introduit dans la chaîne des causes et configure un monde où le temps vient à manquer par construction, dans l'écart entre le subjectif et son objectif, entre la triste réalité et son idéalisation.

Il n'y a donc rien de plus normal que de faire du temps de **travail** la mesure de la valeur et l'on comprend fort bien que le moteur du capitalisme soit le gain de productivité, c'est-à-dire la réduction du temps de travail par unité produite. Seulement, il y a un hic à l'ère du numérique ! C'est que le travail immatériel n'étant pas linéaire, au contraire du travail de force ou du temps machine, il ne peut plus se mesurer par le temps dès lors que sa productivité n'est plus proportionnelle au temps passé. Ce n'est pas accessoire et entre en opposition frontale avec le salariat comme temps de subordination au profit du travail autonome et de contrats de projet. On devrait bien assister à une totale reconfiguration des rapports de production, des modes de distribution et des protections sociales.

Ce n'est pas pour autant l'abolition du **temps**, évidemment, surtout pas qu'il nous manquerait moins, bien au contraire. Ce n'est même pas la disparition de la valeur-travail qui garde une bonne part de sa pertinence. C'est seulement, mais ce n'est pas rien, que le temps ne suffit plus à mesurer la production immatérielle, ce dont il faut essayer d'évaluer toutes les conséquences.

Le temps de travail

Il y a dans la valeur-travail une **équivalence** générale postulée entre n'importe quel temps de travail, équivalence qui ramène toute marchandise à sa valeur d'échange. L'indifférenciation de l'argent, pour qui tout s'achète et se vend, rejoint l'indifférenciation d'un travail quelconque réduit à sa durée moyenne. C'est ce qu'on retrouve d'ailleurs dans la "monnaie-temps", liée plus qu'on ne croit au salariat. C'est aussi l'utopie, impensable autant dans les sociétés d'ordre que dans une économie du savoir, de l'abolition de la division du travail, comme si toutes les compétences se valaient et que tout le monde les possédaient sans apprentissage aucun.

Or, non seulement il n'y a pas équivalence entre les savoirs et les spécialisations mais il y a aussi différentes temporalités et si l'on peut dire que le temps nous manque immanquablement, cela n'empêche pas qu'il y a pourtant du temps **en trop**, celui de l'ennui sans désirs ou de l'attente mais aussi le temps de la souffrance et... le temps de

travail lorsqu'il est temps de subordination, travail forcé et non travail choisi. Le travail, c'est ce que l'économie libérale appelle une "désutilité" ! Cependant, ce temps de trop reste du temps perdu, et qui nous manquera d'autant plus !

La nouveauté, qui brouille les cartes, c'est que le chômage lui-même dure trop longtemps pour celui qui ne trouve pas d'emploi et que de ce fait, le travail, jadis si maudit, est devenu ouvertement désirable. Certes, pas n'importe quel travail, mais y compris pour les riches qui ne cherchent plus autant l'oisiveté qu'avant. On ne va pas vers une civilisation de loisirs frivoles mais vers la valorisation de nos compétences dans un **travail choisi**, abolissant la séparation du travail et de la vie.

Le temps n'est pas une dimension qui s'ajoute à l'espace et dans lequel on se déplace, il est notre existence même dans son historicité et sa négativité. C'est le temps de l'action plus que de la jouissance. Gagner sa vie, c'est **gagner du temps** puisque le temps, c'est de l'argent. Economiser, c'est en grande partie économiser du temps. Böhm-Bawerk définissait l'investissement comme "détour de production", ce qui veut dire perdre un peu de temps au début pour en gagner beaucoup ensuite. Cela ne s'applique pas seulement à la production industrielle mais tout autant à une part de nos investissements personnels dans l'électroménager ou les moyens de transport, machines domestiques sensées nous faire gagner du temps même si Ivan Illich a montré qu'on pouvait atteindre le stade de la contre-productivité. Les outils numériques également sont la plupart du temps destinés à nous faire gagner du temps, notamment les outils de recherche comme Google, mais... ils sont gratuits ! C'est, en effet, la deuxième remise en cause de la valeur d'échange, par la gratuité numérique cette fois.

Il faut se garder cependant de raisonnements trop simplistes. Certains en font trop, comme si le numérique changeait absolument tout, plus rien ne subsistant dans la "nouvelle économie" de la simple logique ! Beaucoup font comme si cela ne changeait presque rien. Il faut essayer de donner la bonne mesure d'une véritable **rupture anthropologique** qui commence à peine, mais ce n'est pas parce qu'une part de plus en plus grande du travail ne se mesure plus par le temps qu'on ne donnerait plus aucune valeur à ce qui nous fait gagner du temps, au contraire de plus en plus pressé par le "temps réel". Le capitalisme industriel existera sans doute toujours, basé sur l'automatisation et l'augmentation de la productivité, mais le cœur de l'activité productive va se délayer vers un tout autre modèle avec lequel il devra cohabiter. Aussi difficile à croire que cela puisse paraître, ce modèle imposé par le travail immatériel et les contraintes écologiques devra être basé sur le développement humain, le travail choisi, la coopération des savoirs, les échanges locaux et la gratuité numérique.

La grande transformation

Il y a une nécessaire [alternative au productivisme](#) à construire en s'appuyant sur les transformations en cours, mais qui ne saurait représenter le tout de la production, très modestement même au début. En tant qu'écologiste, je me suis presque exclusivement intéressé jusqu'ici à cet aspect, à l'indispensable relocalisation de l'économie, y compris par des ateliers numériques se substituant à certaines productions industrielles, mais surtout au développement du travail autonome et donc à la **sortie du salariat** grâce au [revenu garanti, aux coopératives municipales et aux monnaies locales](#). Il n'est pas sans intérêt malgré tout d'essayer de penser la transformation du capitalisme concomitante, pas seulement du "capitalisme cognitif" mais du salariat et des entreprises commerciales qui perdureront dans cette économie plurielle à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain.

En fait, il faudrait réserver le terme de capitalisme à l'industrie où, grâce au marché financier, l'investissement privé accroît la productivité du travail pour dégager une plus-value et faire de l'argent avec de l'argent. La limite à ce modèle industriel, c'est l'usine complètement automatisée où l'essentiel du travail est dans la construction de l'usine et la mise au point des automatismes. Cependant, dans ce sens spécifique, le capitalisme est loin de représenter le tout de l'économie (même s'il s'étend à l'agriculture industrielle ainsi qu'à la grande distribution). Ce n'est même pas non plus le tout de l'économie de marché. Un grand nombre d'activités marchandes ne répondent pas à cette logique, en particulier dans le secteur des services, du divertissement ou des médias (qui rencontrent d'ailleurs pas mal de problèmes). On parle alors de "**business model**" pour indiquer justement la différence avec le modèle industriel standard. Désormais, il faut innover dans la façon de faire du profit, dans la valorisation de ressources inexploitées et dans la communication plus que dans les systèmes techniques. Il ne suffit pas de vouloir rapatrier ou garder ses industries pour continuer à l'ancienne, c'est le mode de production qui se transforme donnant une place de plus en plus grande au travail immatériel et à l'investissement initial. La destruction des emplois industriels est inévitable, il n'y aura pas de retour en arrière, malgré qu'on en ait. Il faut juste organiser la transition.

On peut dire que depuis l'an 2000 au moins, les caractéristiques de la "[nouvelle économie](#)" sont assez bien connues, le krach de 2001 se chargeant de renvoyer aux oubliettes de l'histoire les théories délirantes auxquelles elle avait donné lieu aussi, et qui avaient d'ailleurs nourri la bulle internet. *L'immatériel* d'André Gorz, sorti en 2003, est un livre lumineux mais pas aussi novateur qu'il n'y paraît en ce qu'il ne fait que reprendre en grande partie des analyses précédentes, en particulier celles de Yann Moulier-Boutang. Que cela paraisse encore si nouveau en 2009 montre le **retard** des idéologies sur la réalité, à quel point il est difficile d'intégrer des transformations déjà effectives pourtant depuis plus de 10 ans, à quel point il nous faut du temps !

Ces analyses se situent bien au-delà d'une crise qui commence à peine et de la question du néolibéralisme ou du protectionnisme, des marchés financiers ou de la réduction des inégalités. Il y a de fortes **divergences** malgré tout entre les interprétations que peut tirer Yann Moulier-Boutang de ce qu'il appelle le "[capitalisme cognitif](#)" et l'exil de la société salariale annoncé par [André Gorz](#). Il se pourrait bien que les deux aient raison pourtant et que les conséquences économiques du numérique ne soient pas univoques mais jouent sur plusieurs tableaux à la fois. Ce serait à n'en pas douter prendre ses désirs pour la réalité de croire que le numérique sonnerait inévitablement la fin du capitalisme et du salariat, mais ce serait une plus grande illusion encore de croire qu'il n'en serait pas profondément affecté, l'obligeant à se recycler dans ce qui n'est plus tout-à-fait un "capitalisme" avec une bien plus grande part de travailleurs autonomes, sans cesser d'être soumis à une logique marchande et à la recherche du profit.

Une économie de valorisation

Une **entreprise** n'est pas forcément capitaliste. Dans certains domaines, elle peut consister simplement dans une coopération de travailleurs sans grand investissement de capital, même s'il y a toujours un minimum. Ce qu'il faut, c'est que la somme des compétences assemblées produise une synergie suffisante pour obtenir une meilleure productivité globale que les capacités individuelles (le tout est plus que la somme des parties). Cette logique de gain d'échelle peut mener à une concentration qui n'est pas forcément capitaliste dès lors qu'elle n'est pas déterminée par le marché financier mais par la productivité sociale, l'organisation des complémentarités et des circuits d'information. Au lieu de concentration, on pourrait même parler plutôt de monopole tant

les tendances monopolistiques sont renforcées dans les réseaux de communication et l'univers numérique (le premier rafle toute la mise). Sauf que le monopole est quand même temporaire et fragile, exigeant des innovations constantes pour garder son avance (en temps gagné). Sa propriété peut être privée, avec une organisation hiérarchique, ou bien sociale et démocratique (associative ou municipale) mais les monopoles privés sont difficilement justifiables (sinon peut-être que le critère du profit permet du moins de se régler sur le résultat?). L'entreprise se fonde en premier lieu sur la division du travail, sur le fait qu'on ne peut pas tout savoir faire mais qu'on se complète et, qu'en particulier on n'a pas en même temps le *savoir-faire* et le *faire savoir*, ce pourquoi les services des ressources humaines et de formation devraient avoir une importance grandissante dans la performance des entreprises.

On passe fondamentalement d'une économie d'investissement et d'exploitation, puis, dernièrement, d'opportunités et de spéculation, à une économie de développement et de **valorisation** ; valorisation des compétences à l'intérieur de l'entreprise et valorisation des richesses inexploitées à l'extérieur (assimilables pour Locke à des épaves). C'est ici que la gratuité numérique peut servir de ressource primaire pour des entreprises commerciales. La "longue traîne" ne fonctionne pas toute seule, il y faut des relais, des intermédiaires qui peuvent être issues de communautés ou d'un profilage commercial, fonction de sélection se substituant à la publicité indistincte, ce qui est aussi un gain de temps. Cette fonction peut être rémunérée par un droit d'accès mais le modèle dominant, car touchant beaucoup plus de monde, reste malgré tout le paiement d'un service gratuit par la publicité, c'est-à-dire qu'on paie les informations cherchées par des informations non désirées (même si elles se veulent de plus en plus ciblées et cherchent à rencontrer un désir). Tout cela n'empêche pas que le temps devient de plus en plus précieux à mesure que se multiplient les sollicitations et les possibilités à disposition, temps d'autant plus rare qu'il y a surabondance d'informations ! C'est le facteur limitant de l'économie immatérielle dont la croissance se heurte à ce qu'on a pu appeler un "krach de l'attention". Il y a saturation, mais ce manque de temps est aussi le moteur principal de l'économie du savoir, ce qui fait la valeur de bons spécialistes et ce qui justifie le prix payé pour une ressource gratuite à l'origine (comme les distributions Linux payantes).

On voit qu'on est loin d'avoir une disparition de la valeur-temps, ni même de la valeur-travail en tant que valeur de reproduction. Non seulement le paiement au temps passé, et donc le salariat, reste prégnant dans l'industrie, la surveillance, un grand nombre de services ou de permanences, mais on le retrouve sur le versant consommation dans les "forfaits" et abonnements (au mois ou à l'année). Il y a simplement une part de plus en plus grande de prestations pour lesquelles la mesure du temps de travail perd toute pertinence et pour laquelle le statut salarial se révèle inapproprié, le problème étant que c'est la part qui devient la plus stratégique et sur laquelle repose largement le succès des entreprises, que ce soient les stars de la programmation, de la finance ou du sport qui captent une bonne part du profit qu'elles génèrent, ou la grande masse des travailleurs intellectuels (informaticiens, etc.) qui s'en voient dépossédés et reportent leurs investissements hors de l'entreprise. On peut être tenté de se dire que tout cela reste marginal et que ce n'est pas quelque chose de vraiment nouveau puisque la recherche ou la création artistiques, entre autres, échappaient déjà à leur évaluation par le temps passé (remplacé par la réputation ou le nombre de citations dans les revues pour les scientifiques, un peu comme Google!) sauf que cela touche désormais **le cœur** de la production et l'essentiel de la valeur-ajoutée, accentuant la volatilité de la valeur, ce que Jean-Joseph Goux a pu appeler "[la frivolité de la valeur](#)".

Il faut y insister, en dehors de la gratuité numérique, le changement essentiel apporté par les "nouvelles technologies" concerne le travail lui-même : c'est le travail qui devient immatériel et n'est plus travail de force, passant de la subordination salariale au travail autonome, du travail forcé au travail valorisant, voire au travail passion, créatif ou virtuose. A l'opposé du salariat, le travailleur autonome n'est pas subordonné à un patron mais à son produit dont il n'est plus séparé et qui manifeste ses compétences. Responsable de son travail au même titre que l'artisan, il en attend une **reconnaissance** sociale même s'il est gratuit (logiciels libres), sans commune mesure souvent avec le temps passé ni avec sa rétribution monétaire. Il ne s'agit pas de peindre en rose une réalité trop souvent si cruelle. Bien sûr, il y a comme toujours ceux qui s'en sortent bien et la grande masse qui peut en être affectée plus douloureusement qu'auparavant. Il ne suffit pas de mettre son désir au travail pour obtenir une reconnaissance sociale qui dépend du résultat effectif, le désir de reconnaissance nourrissant les rivalités et infligeant de profondes blessures narcissiques. C'est seulement la logique de fonctionnement qui change, comme lorsqu'on est passé de l'esclavage au salariat, ce qui n'était pas si idyllique et parfois même pire...

Ainsi, ne plus être payé au temps passé mais au résultat implique comme pour les commerciaux une part fixe, représentant le coût de reproduction du travailleur, de ses capacités, et une part **variable** en fonction des gains effectifs. Pour les salariés à haute valeur ajoutée, l'intéressement aux résultats peut prendre la forme de stocks options abolissant la séparation entre actionnaires et salariés. Ce n'est pas généralisable et l'indexation du revenu sur le résultat ou les contrats de projet accentuent plutôt les fluctuations de revenus ainsi qu'une précarité sociale insoutenable, empêchant de se projeter dans l'avenir. Ce ne sont pas seulement les inégalités entre individus qui s'affolent mais, pour un même individu, entre différentes périodes de sa vie, loin de l'ancienne progression de la carrière avec l'âge. On ne peut laisser la situation se dégrader ainsi. Il y a donc nécessité de lisser les revenus avec d'un côté une garantie de revenu et de l'autre une taxation très progressive de la part variable. On n'évitera pas une fiscalité plus forte, surtout des revenus exceptionnels. En effet, ce que démontre l'existence des crises, c'est qu'on ne peut laisser cette sécurité sociale à l'initiative privée mais qu'elle doit être organisée et garantie politiquement, le caractère statistique de la productivité à l'ère de l'information devant être assumé collectivement. Les entreprises devront faire avec comme elles l'ont toujours fait.

Un système de production ne peut vivre de spéculation et pour être durable doit assurer sa reproduction. Un peu comme les seigneurs féodaux ont dû passer d'une économie de prédation à celle d'une gestion de leur territoire ou, plus près de nous, tout comme le fordisme a dû prendre en charge l'entretien de la force de travail qu'il exploitait et l'augmentation de son pouvoir d'achat, le "capitalisme cognitif" devra bien tenir compte des contraintes de reproduction et prendre en charge les "externalités positives" qui conditionnent son efficacité. En premier lieu, c'est la garantie du revenu des travailleurs qui est la condition de leur "employabilité" et du maintien voire du développement de leurs compétences. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer les protections sociales mais bien de passer d'une logique de sécurité sociale au **développement humain** et d'investir dans le long terme (dans ce que Yann Moulier-Boutang appelle une "économie pollen"). Si l'initiative privée doit être encouragée cela ne va pas sans une forte taxation progressive, aussi bien pour réduire les inégalités que pour assurer la stabilité économique et la reproduction des compétences. L'entreprise elle-même devra devenir une "entreprise impresario" dont une bonne part de la valeur ajoutée viendra de la valorisation des compétences qu'elle promeut et de leur coopération qu'elle organise. C'est l'entreprise comme service aux salariés autant que service aux clients, soucieuse de cultiver ses ressources, un peu comme le passage des chasseurs-cueilleurs à l'agriculture...

On est très loin du capitalisme spéculatif. Pourtant on ne parle pas ici de [l'alternative écologiste](#) ni d'une [économie relocalisée](#), qu'il faudra construire, mais bien de l'économie marchande à l'ère du travail hyperqualifié (dans le cadre d'une "économie plurielle"). Bien sûr, le développement humain et le revenu garanti semblent d'aimables rêveries et ne se feront pas tout seuls, c'est bien le drame ! Pourtant, il ne s'agit pas d'angélisme, ni de "valeurs humanistes" opposées à l'avidité humaine mais des contraintes de la **reproduction**, contraintes qui sont à la fois écologiques, sociales, économiques et qui, hélas, ne s'imposent pas directement mais seulement par sélection après-coup et sur le long terme...

Le double aveuglement

Encore faudrait-il, en effet, que de telles réformes soient possibles sans des circonstances exceptionnelles, étant donnée leur ampleur. On sait la difficulté qu'ont eu les écologistes à se faire entendre et la résistance opposée encore aujourd'hui à la reconnaissance du réchauffement climatique. C'est encore pire en ce qui touche à l'organisation productive qui a structuré nos idéologies, pourtant bien dépassées par les événements. La quasi impossibilité de prendre en compte ce nouveau contexte, et la nécessaire reconfiguration des rapports de production et des protections sociales, se traduit par un dialogue de sourd et le caractère absolument **inaudible** d'analyses et de propositions défendues depuis plus de 10 ans pourtant ! A la place on assiste à une vaine crispation sur les "avantages acquis" d'un côté et de l'autre une prétendue "refondation sociale" plutôt destructrice et véritable déconstruction sociale du programme de la résistance, sans compter des tentatives pathétiques de mettre des barrières à la gratuité numérique avec des lois liberticides inapplicables (comme l'Hadopi), tout cela pour protéger des industries culturelles obsolètes au lieu de se soucier vraiment du financement de la création, des intermittents du spectacle ou de l'oeuvre d'art à l'époque de sa reproduction numérique.

Le fait que la sortie du salariat ne concerne pas tout le monde rend presque impossible de tout remettre en cause. Personne ne veut lâcher la proie pour l'ombre, on le comprend bien, mais cela rend inévitables des moments de **rupture** révolutionnaire capables de redistribuer les cartes, tout comme il faut un effondrement pour changer les règles de la finance mondiale ou des catastrophes naturelles pour intégrer la contrainte écologique dans nos régulations (les régulations s'imposent de l'extérieur, après-coup et non pas immédiatement, se réglant ensuite sur le résultat par des normes, des quotas, des interdictions, des incitations, des taxes plutôt qu'en misant sur l'intention subjective et la bonne volonté des acteurs).

De même qu'on sait bien qu'une bulle immobilière doit éclater à un moment ou un autre malgré les optimistes qui temporisent (comme le dollar est actuellement surévalué et ne pourra éviter sa dévaluation), il ne fait aucun doute qu'une économie ne peut continuer durablement à précariser sa population (ni à multiplier bulles et krachs). Les excès des classes dirigeantes et de la spéculation financière, emportées par un rapport de force trop favorable aux actionnaires et rentiers, sont devenus intolérables et dénoncés par tous. Comme à chaque crise inaugurant un nouveau cycle de Kondratieff, un nécessaire **rééquilibrage** est en train de s'opérer en faveur des actifs et de la nouvelle génération montante. Si le patronat a besoin sans conteste de flexibilité et de contrats par projet, les salariés ont besoin d'autant plus de protections. La flexibilité sans sécurité renforcée n'a aucun avenir même si le patronat rechigne à en payer le prix, de même qu'il ne voit pas pourquoi il paierait pour toutes les autres "externalités" (infrastructures, formation, santé) dont il tire pourtant profit. Réciproquement, les syndicats de salariés ne voient pas pourquoi leur statut devrait changer et s'adapter aux nouvelles forces productives, ni

pourquoi ils devraient tenir compte des travailleurs autonomes (jusqu'à ce que les auto-entrepreneurs les y obligent!). Il y a véritablement un double aveuglement (*double blind!*) qui ne présage rien de bon.

Il faut en avertir, dans l'incrédulité générale et l'incompréhension des transformations en cours, la situation actuelle est ouverte à toutes les démagogies de droite comme de gauche, volontaristes et autoritaires, avec la prétention de restaurer un ordre antérieur par le protectionnisme, la discipline, la surveillance, la xénophobie et même la guerre sans doute, au bout d'une montée des **antagonismes** qui est une autre sorte de bulle et de panique collective à laquelle on ne voudrait plus croire, hélas. Le temps de l'histoire est celui de l'après-coup où l'on comprend trop tard qu'on s'était trompé, à quel point notre aveuglement pouvait être grand et notre exubérance irrationnelle devant un champ de ruines...

Le temps de **l'histoire** c'est le temps où le sens reste suspendu, où la vérité est indécise, où il faut choisir son camp sans avoir toutes les cartes en main, où le point final n'a pas encore été mis. Si l'on doit connaître une fin de l'histoire et du temps de l'ignorance, ce serait de passer de l'histoire subie à l'histoire conçue nous dit Hegel. C'est effectivement ce qui a donné naissance aux idéologies et aux utopies se projetant dans un avenir radieux mais se confrontant à leurs oppositions entre elles comme à leurs contradictions internes dans leur idéalisation d'un "homme nouveau" conformé imaginativement à nos désirs alors qu'il n'y a d'histoire conçue qu'à prendre conscience de soi dans ses limites, à partir de l'homme tel qu'il est, avec la part du négatif et dans un monde fragile dont nous sommes devenus responsables. Ce n'est plus valeur contre valeur. Il ne peut être question de dessiner un avenir aux couleurs de nos rêves mais, bien au contraire, de réduire la casse et faire de nécessité loi. Il n'y a pas d'autre liberté, qui ne saurait être de l'ordre du caprice mais de l'épreuve de vérité. Nous devons oeuvrer à ce qui doit être, à ce qu'on est contraint de faire, ce qui est une bonne définition de l'écologie. C'est l'enjeu de notre temps et celui pour lequel le temps nous est compté, mais ce n'est pas gagné d'avance, on le sait bien. Il y a du travail ! et absolument aucune garantie que nous ayons un avenir. C'est bien pour cela que nous sommes encore dans l'histoire en train de se faire (c'est pas fini!), où le temps n'en finit pas de nous manquer...

Annexes

Le travail de l'histoire

De l'origine du travail à l'abolition du salariat

1. L'origine du travail

Contrairement à ce qu'on peut croire, ce n'est pas le mépris du travail qui a provoqué l'esclavage, comme si le travail existait avant l'esclavage ; c'est plutôt l'esclavage qui a inventé la notion de travail comme activité dominée productive. Le travail commence, en effet, avec le Néolithique, c'est-à-dire l'invention de l'**agriculture**. La conquête des Amériques et la colonisation de l'Afrique nous ont habitué au fait que, non seulement toutes les sociétés ne connaissaient pas le travail, mais que la plupart des populations "primitives" s'y refusaient, n'y voyant qu'une contrainte inutile et se suffisant de couvrir leurs besoins journaliers. On pense désormais que l'agriculture s'est diffusée à partir d'un seul point (la Palestine : Jéricho, Mureybet vers -8000) sur tous les continents, sauf les Amériques avec une autre naissance beaucoup plus tardive au Mexique. S'il n'y a pas eu de contact entre ces deux points, il est d'autant plus remarquable de constater que l'invention de l'agriculture s'est faite, dans les deux cas, après un regroupement en villages et comme un service aux dieux menaçants pour "gagner sa vie". Les premières pratiques de l'agriculture se présentent elles-mêmes comme se substituant aux dieux (à la nature), ne gagnant le droit de vivre qu'à produire la nourriture des dieux cultivée d'abord uniquement pour les offrandes (voir mon [histoire des religions](#)). A partir de cette première domination productive, de cette soumission aux lois de la nature, qui était pour beaucoup de peuples une transgression de l'ordre naturel, l'homme allait devenir peu à peu l'égal des dieux qu'il servait en façonnant la nature par son travail. L'agriculture a multiplié rapidement les populations et les richesses. Plus lentement, mais tout aussi sûrement, le travail réfutait la magie malgré les initiations alchimiques de l'âge du bronze, alors que l'accumulation de richesses provoquait bientôt différenciations sociales et guerres. Le *paradis* des chasseurs-cueilleurs était bel et bien perdu dès lors qu'il fallait *gagner sa vie à la sueur de son front*, soumis aux cycles agricoles comme à l'organisation de la cité. Mais tous n'étaient pas esclaves et les nouveaux maîtres récupéraient pour eux seuls l'humanité et la liberté perdue des tâcherons, souvent d'ailleurs en se proclamant fils d'un dieu.

Le Maître vient toujours après l'**esclave**. Il prend place dans un *mode de production* nouveau, ce n'est pas la grandeur du maître qui fait l'infériorité de l'esclave, c'est l'impossibilité de se passer de l'esclavage comme mode de production. C'est un

mode de production pourtant peu connu des égyptiens (tous n'étaient-ils pas esclaves des prêtres qui organisaient l'économie, construisaient les temples, les pyramides pharaoniques comme s'il y avait déjà du travail en trop ?) mais les peuples indo-européens, qui pratiquaient l'élevage nomade, rabaissaient leurs esclaves au rang de "bête-à-deux-pieds" valorisant les véritables hommes comme guerriers et chefs (aristos, aryens, les meilleurs) au-dessus des nécessités du travail mais prêts à risquer leur vie.

Il semble enfin que le travail (dominé et divisé) soit indispensable à la **Cité**, à une communauté de quelque importance, pour assurer la continuité des fonctions essentielles comme l'approvisionnement (l'invention de l'agriculture a multiplié la population par 10 et les premières grandes villes comme Ninive ont encore multiplié par 10 la population). La sécurité apportée par la ville en renforce l'attrait face aux aléas de la vie sauvage, mais la *séparation de la nature* ne fera que s'accroître jusqu'à l'économie capitaliste se retournant contre ses producteurs en menaçant toutes les bases de la vie et de la société. Nous reviendrons plus loin sur ce dernier stade du travail salarié.

Nous avons fait l'**histoire** du travail mais il n'y a pas d'histoire sans le travail, sinon il n'y a qu'un monde de dieux, de forces obscures. Le travail comme activité dominée est ainsi essentiel à notre conscience de soi, introduisant la séparation du vouloir et du faire. Les Juifs d'abord, avec leur religion d'esclaves, désacralisent le monde et instaurent le repos hebdomadaire (Shabat). Le travail rédempteur ne date pas des chrétiens mais bien des juifs. Les monastères chrétiens d'un côté, les juifs de l'autre formeront les bases du capitalisme, c'est alors seulement que le travail sera considéré comme la source de la richesse des nations plutôt que la puissance guerrière ou la possession de la terre qui en tenaient lieu auparavant. Pour Marx, le concept universel de travail ne pouvait être conçu avant le salariat détachant le salarié de son activité et instituant un individu abstrait, sans qualités, qui vend son activité pure sans contenu, son *temps de travail*.

On peut tirer pourtant de cette naissance du travail les mêmes conclusions que celles tirées par Hegel de la dialectique du Maître et de l'esclave. C'est par une pression extérieure (Les dieux, le Maître) que le travail, comme jouissance **différée**, activité originellement sociale et dominée, produit sa puissance et donne enfin sa revanche à l'esclave qui maîtrise effectivement le monde de son savoir acquis avec l'expérience. Le travail n'est pas une activité libre, et c'est justement cette contrainte, cet ajournement de la jouissance, qui en fait toute l'efficacité (technique, rationalisation). Il s'agit d'une *séparation* du sujet et de l'objet par la séparation du maître et de l'esclave, de l'esprit qui commande et du corps qui exécute (séparation qui se retrouve entre le travail intellectuel et le travail manuel). On pourrait comparer ce détour au cerveau lui-même dont la performance adaptative est d'abord une inhibition du réflexe immédiat pour construire une stratégie à plus long terme beaucoup plus efficace (mais la souffrance durera tant que cette destination ne sera pas atteinte). Par contre, le travail est d'abord la séparation de celui qui ordonne et de celui qui souffre, libérant ainsi sa puissance.

Tout cela ne semble guère réjouissant pour la suite, sauf qu'on est sans doute à la fin du néolithique et plutôt en position de récolter le fruit du *savoir* sans en payer le prix dans ce monde sans maître. Nos dirigeants ne sont plus que des fonctionnaires, des technocrates, pas des dominants et, du même coup, autant sinon plus que nous, dominés par une sorte d'esclavage médiatique qui sonde jusqu'aux âmes. Par contre le moindre travail exige maintenant une autonomie qui

a déjà entamé toute hiérarchie. La domination n'est plus de mode (de production), reste des contraintes d'autant plus insupportables qu'elles ne sont plus productives (les entreprises d'informatique répandent le plus souvent des pratiques très libres nécessaires à la programmation).

2. Activité et travail : distinctions.

Maintenant que nous avons une idée de son apparition, il faut distinguer le travail des autres sortes d'activité car il y a quelque escroquerie à identifier le travail avec l'activité, et, sous prétexte que tout homme doit s'épanouir dans une activité, le forcer à un travail dégradant. On a raison, cependant, de réaffirmer après Aristote, que l'homme est fait pour l'action, qu'il n'y a pas d'autre bien que la réalisation d'un objectif et que rien n'existe sinon en vue d'une *cause finale*, d'un projet pratique. Depuis les années 40 on sait bien que pour les malades ou les chômeurs inactifs, le travail est la meilleure thérapie (*ergothérapie*) pour se "réinsérer". Contrairement à ce qu'on dit, c'est une raison pour changer le travail, pas pour forcer quiconque à faire n'importe quel travail.

On peut partir, justement, de la distinction **actif/passif** qui recouvre d'abord l'opposition Maître/esclave (dominant/dominé). Aristote qui avec *les quatre causes* centrées sur la *cause finale* théorise le bien comme le plaisir de l'action réussie, refuse de reconnaître comme un homme véritable celui qui reste sous la domination de la nécessité, car pour être homme il faut être libre, raison qui conduit le corps. L'esclave, pour lui, a besoin d'un maître car il ne se domine pas lui-même. La liberté du Maître est active, il ordonne, s'appliquant à l'esclave qui exécute passivement. On voit pourtant aussitôt qu'il y a un paradoxe à dire l'esclave passif alors que c'est lui qui fait tout le boulot ! Il faut bien comprendre que les rapports sont dialectiques, s'inversant sans cesse. Ainsi, l'opposition de l'activité du maître au travail de l'esclave n'empêche pas que l'activité du maître comporte bien des aspects serviles ou routiniers et que le travail de l'esclave comporte créations et projets. De même pour la suite. Mais déployons ces oppositions.

<i>Valorisation subjective</i>	<i>reproduction du corps</i>		<i>Valorisation objective</i>
<i>Reproduction sociale</i>	<i>de la force de travail</i>		<i>reproduction des marchandises</i>
Actif		Passif (actif+peine)	
Maître		Esclave	
Activité (libre)		Travail (contraint)	productif
<i>Skolé, otium, loisirs</i>	improductif		échange
<i>Culture, ambition, amour</i>	reproduction		dominé
jouissance relative	nécessaire		

Le Maître se décharge de tout ce qu'il peut sur son valet, il reste pourtant sous le domaine de la nécessité, fournissant aussi un travail **improductif** consacré à sa reproduction (*il n'y a pas de héros pour son valet de chambre*). En fait, cette notion de travail improductif est une notion d'économie capitaliste intégrée où il n'y a plus de valet, c'est strictement l'activité qui ne rentre pas dans l'échange marchand (qui ne génère pas de plus-value) tout en n'étant pas une activité libre comme l'activité sociale du maître qui se doit toujours d'être consacrée, sinon à l'amour, du moins à la politique et au savoir, à la confrontation avec ses égaux (valorisation subjective, jouissance relative) et à la reproduction sociale. Ainsi, d'être une activité libre ne signifie pas qu'il s'agit d'une activité arbitraire, mais d'une activité voulue dont le

sujet tire un profit social qui donne valeur à cette activité subjective. On peut analyser cette activité libre comme une capitalisation de savoirs et de réseaux mais pas du tout une simple dépense d'énergie (toute dépense, toute *consommation* peut d'ailleurs s'analyser comme [travail de reproduction](#) du "capital humain"). L'activité libre et la consommation se sont pas hors des contraintes de la reproduction sociale mais incarnent leur individuation, leur intériorisation alors que le travail est la sphère des contraintes subies, de l'activité dominée, de l'extériorisation des contraintes, d'une exploitation où le sujet ne s'y retrouve pas. Mais le travail lui-même est de plus en plus envahi d'activités libres et d'autonomies concrètes induisant des processus de socialisation devenus indispensables à la production. C'est cela qui constitue aujourd'hui la revendication d'un travail comme exigence de participation au lien social. Cela ne doit pas effacer la différence entre le travail contraint et l'activité libre, leurs productivités réciproques, leur différence ontologique. Ainsi, les activités de formation et de communication ne devraient pas être considérées comme du travail, mais les cartes sont brouillées désormais car le savoir fait parti de la production qui demande de plus en plus d'autonomie à ses techniciens, tandis que le pouvoir se réduit désormais au commerce (on a un président VRP). C'est donc la crise du salariat, du revenu, pas la fin du travail. L'important restera toujours d'être dans la course, de faire circuler le lien social, cela n'autorise pas à dire qu'il y a *seulement* communication et réduire l'économie à la communication sous prétexte que l'économie, qui a toujours été échange, investit maintenant tout ce qui est communication et s'informatise. Il y a encore échange matériel de marchandises et travail effectif dans le processus de valorisation, un nouveau système de production s'établit au-dessus de l'ancien, il ne l'abolit pas mais le réoriente.

Il faut, donc, reconnaître à la fois l'aliénation du travail dominé (et ne pas se contenter du *travail de l'esprit* comme Marx le reproche à Hegel) mais aussi les formidables possibilités du travail humain, pas seulement de l'oeuvre individuelle. C'est la seule façon de le dépasser. Il faut dénoncer les conditions de travail actuelles, tout en ayant conscience de la capacité du travail à rassembler des hommes autour d'un projet. Lorsque le chômage fait du travail un droit (un lien social), un **pouvoir** et non plus un devoir, on peut penser que la fin du travail dominé s'annonce au profit d'une activité sociale plus autonome et écologique. Le travail des femmes était déjà clairement la revendication d'une autonomie indispensable et pas seulement financière, travail choisi (pour certaines au moins). Avoir des obligations sociales délivre des obligations domestiques. Les théories marginalistes, du travail opposé aux loisirs, ne sont plus pertinentes, si elles l'ont jamais été, lorsque le travail est posé comme désirable, comme dimension humaine et statut social, lorsque la contrainte n'est plus une domination dégradante mais l'honneur d'une responsabilité assumée.

3. Salarié, valeur travail

La Révolution française de 1789 n'a été qu'une adaptation de la société à la destruction des liens traditionnels qu'avait inaugurée Louis XIV en supprimant les corps intermédiaires (Tocqueville). Cette adaptation était nécessaire au développement du capitalisme naissant. Les investissements capitalistes nécessitent la confiance et, donc, surtout une justice protégeant leurs contrats contre l'arbitraire du prince (de la politique, l'AMI n'est rien d'autre). Cette société du **Droit**, surtout du droit commercial, s'étend démesurément mais nécessite le *Code Civil* napoléonien qui est le véritable héritage de la Révolution avec les *Droits de*

L'Homme qui délivrent des anciens liens de dépendance mais isolent l'individu de sa communauté, mis en concurrence avec tous au nom d'une égalité abstraite (la formule gagnante est supposée être démocratie+capitalisme). Le thème du mérite républicain est essentiel, tous les hommes étant égaux *en droits*, chacun pouvait réussir également par son travail, contre toute évidence, mais légitimant ainsi par le Droit les inégalités réelles jusqu'à des niveaux inimaginables auparavant. L'élitisme républicain n'est que la justification des élites dominantes par quelques parvenus. La pénétration de cette morale protestante, puis laïque, ne sera achevée pourtant que très récemment par le chômage massif qui a rendu le travail précieux, face à un mépris aristocratique du travail qui ne peut même plus se réfugier dans un Art devenu trop mercantile.

L'abolition de l'esclavage et du servage au profit du salariat illustre la dissolution des anciens liens de dépendances. C'est un progrès substantiel de la liberté. Mais ces liens restaient encore des rapports de personnes et comportaient des devoirs de la part des Maîtres. Ainsi lors de l'émancipation des esclaves, on a pu voir d'anciens esclaves se révolter contre leur ancien maître qui ne voulait plus les prendre en charge. Le salarié n'est à personne et cette liberté ne va pas sans risque laissant l'individu isolé. Le rapport salarial se transforme, par la fiction du Droit (du contrat de travail prétendu égalitaire) en simple rapport marchand, d'objet à objet, de *force de travail* à *salaire* sans autres engagements personnels. Le travail salarié n'est plus seulement dominé, il est d'emblée pris dans l'échange, dans la substitution de la *valeur d'échange* à la *valeur d'usage*, ce que Marx appelle le *processus de valorisation*. C'est ainsi que le salariat instaure la concurrence de tous contre tous par la négation du lien humain dans un rapport juridique abstrait de pure quantification. Bourdieu a bien montré que l'économie est le **non-rapport** social, que tout rapport social est une négation de l'économie (don, potlatch, famille, assistance). La domination du capitalisme comme économie séparée de la société et froide logique du profit, avec toutes les destructions que cela engendre, s'enracine dans la séparation introduit entre ce droit universel abstrait et les liens de dominations effectifs rejetés hors du droit comme non légitimes (ils n'en sont pas moins réels). C'est un mouvement qui commence déjà par l'*écriture* inventée à Sumer pour des transactions commerciales. L'écrit se détache des sujets, indépendant de leur bonne foi ou même de leur mort, c'est déjà un rapport d'objet à objet, un rapport économique. Commercialement, il faut attendre cependant les Anglais et les Hollandais pour commercer avec les Japonais, par exemple, sans essayer de les convertir. Auparavant, Espagnols ou Portugais n'imaginaient pas réduire leur échange à de simples marchandises. Notre XXème siècle utilise aussi le sport comme un succédané d'échange, essayant là aussi de dépasser les conflits réels, les discours contradictoires de sujet à sujet, par la mise en scène du rapport de corps à corps. Souvent, pour rétablir des relations avec un pays ennemi, on commence par le sport, puis par les échanges commerciaux. Mais, à la fin, c'est-à-dire maintenant, il n'y a plus d'autre rapport social que l'universel échange économique, or c'est justement un *non-rapport* et cette séparation se fait lourdement sentir dans ses conséquences sociales et environnementales. S'il n'y a plus de véritable maître, l'économie est laissée à sa course aveugle et destructrice, nous reconduisant à l'insécurité primitive. L'écologie-politique est la nécessité d'une négation de notre séparation de l'économie.

C'est bien sûr la **base matérielle** qui est décisive. C'est la productivité du capitalisme qui assure sa domination anonyme et rationnelle (*Le bon marché des*

marchandises est la grosse artillerie qui abattra toutes les murailles de Chine comme dit Marx). La nouveauté du capitalisme est la séparation de cette base matérielle et de la société, plus même, le retournement de la production contre la société elle-même. Mais il y a des limites tout aussi matérielles et *au moment où la société découvre qu'elle dépend de l'économie, c'est l'économie qui dépend de la société* (Debord). La théorie néolibérale est la théorie avouée d'une économie voulant former la société à sa convenance. Le capitalisme ne peut dépendre, dans sa base matérielle, d'une technique particulière même s'il dépend du "capital" scientifique, permettant de rendre productif des investissements en capital. La base matérielle du capitalisme n'est ni la machine à vapeur, ni l'électricité, ni l'informatique, sa base matérielle est le salariat lui-même, c'est-à-dire non pas une invention objective (comme en Chine, pour nombre d'inventions) mais un rapport de production, une pratique effective, se substituant à l'esclavage, de valorisation du *temps de travail*. Ici encore on peut dire que c'est le salarié qui fait le capitaliste. La théorie économique ne tarde pas à s'en apercevoir puisque A. Smith déjà prétendait que *"le travail est source de toute richesse"* alors que l'évidence première serait plutôt que seul le commerce peut rendre riche (le capitaliste ne produit pas, il achète de la force de travail et vend des marchandises). Ce qu'il aurait dû plutôt dire c'est que le salariat est la condition de l'accumulation du capital et de son *productivisme*. En effet, il faut pouvoir produire une plus-value grâce au capital (aux machines, aux innovations), c'est-à-dire produire *plus* à travail égal, sans faire profiter le salarié, payé au temps de travail, de cette productivité supplémentaire récupérée par l'investisseur capitaliste (le *fordisme* incitait au partage pour dynamiser la consommation et l'efficacité). Le contrat salarial supposé égalitaire entre patrons et ouvriers est basé sur la concurrence des travailleurs, constitués en *marché du travail*. Donner une valeur de marché au *temps de travail*, c'est le déconnecter de sa productivité effective récupérée par l'employeur, c'est aussi réduire déjà le produit à sa *valeur d'échange*. Cette abstraction universalise matériellement l'échange marchand comme équivalent de temps de travail moyen. Le travail devient source de richesse car le coût de reproduction d'une marchandise, sa valeur-travail, peut ainsi bénéficier d'une innovation qui en baisse le *temps de travail nécessaire* et fait donc profiter le capitaliste de la plus-value obtenue, jusqu'à ce que cette innovation se généralise et que la concurrence baisse les prix. Encore une fois, un marché parfait ne marcherait pas. C'est à chaque fois les *différences* (les retards), les dissymétries dans l'information, les paris sur un avenir incertain qui permettent le profit de l'investissement. L'important est de voir que ce productivisme du capitalisme ne consiste pas tant à satisfaire des besoins, à produire des marchandises mais uniquement à produire du profit. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a des crises économiques : lorsque la production n'est plus rentable. Cette institution du salariat qui tient lieu de statut social (voir [Kojève](#)) n'a pourtant de sens, en tant que marché du *temps de travail*, qu'à vendre une *force de travail*. C'est très différent quand il s'agit de *résolutions de problèmes* où la solution ne dépend pas du temps passé, le travail s'identifiant à une responsabilité (la pratique des *stocks options* des dirigeants américains en est un symptôme, une sorte de paiement sur objectifs). On peut ainsi penser que le salariat a fait son temps, et le capitalisme par la même occasion (il est frappant de voir des "marxistes" défendre le salariat menacé - sauf les *Toni-négristes* partisans de son abolition).

Ce n'est pas le [chômage](#) actuel qui annonce une fin du travail qu'une période de croissance prolongée pourrait résorber. C'est la transformation d'une économie

mondialisée, d'un marché fermé et informatisé, de techniques immatérielles qui ont déjà profondément transformé le travail et qui accentuent de plus en plus la pression sur un statut de salarié devenu inadapté. La *flexibilité* est sans doute plus décisive à long terme que le chômage qui est un phénomène temporaire, cyclique. Lorsque Keynes en a montré la dimension monétaire, inspirant des politiques efficaces, on ne peut plus considérer le chômage comme un "non-travail volontaire" mais comme une "production non-solvable", dépendante des variables de l'économie plus que de la capacité de chacun (les théories de l'équilibre ou de la régulation ont une certaine nécessité abstraite mais sont contredites par les cycles économiques). Ce qui apparaît comme manque de travail salarié n'est qu'un manque de ressources et d'un statut qui ne nous rabaisse pas à la simple existence concédée et toujours en dette. Car dans cette société dominée par l'économie, tout le monde n'a pas sa place : il faut être flexible, s'adapter au marché, aux besoins de la production, aux fluctuations de la demande. Il faut adapter nos apparences et nos désirs, notre "personnalité". Nous sommes entrés depuis peu dans une économie de la demande (véritable *société de consommation*) en passant de l'économie de la *standardisation de masse* à l'économie du *produit personnalisé* (voir [La place des chaussettes](#)). Le salarié est sommé de s'adapter à cette nouvelle nécessité. Mais cette précarité montante de notre vie de producteur nous prive d'avenir tant que le statut de salarié n'est pas dépassé et qu'on perd son temps à échouer dans le rêve d'un plein emploi salarié. Le *revenu d'existence* est un remède à cette précarité et il doit déboucher aussi sur des *contrats d'activité* accordant souplesse et sécurité, assurant un véritable statut social. Ces perspectives annoncent la fin du salariat et de son productivisme en baissant la concurrence salariale et en favorisant des activités libres. Ce n'est pas la fin du travail. La transformation actuelle du travail se produit au moment où toute la société, femmes comprises, est prolétarisée, salariés ou chômeurs, comme si le capitalisme avait terminé son oeuvre de destruction de la société et de libération des anciens liens de domination. Car, répétons-le, vouloir réduire le travail au lien social, et le lien social au travail, c'est exprimer qu'il est devenu un pouvoir et non plus un devoir, quittant la sphère de l'activité contrainte (nécessité ou domination). Dès lors, il ne s'agit plus de créer de nouveaux emplois salariés, un travail fictif mais contraint. Il faut **abolir le salariat** quittant le processus de valorisation au profit du produit et de la fonction.

4. Les travailleurs du savoir (le travail de l'avenir)

Le productivisme du capitaliste, pour qui gagner sa vie c'est **gagner du temps**, est inévitable comme rationalisation de la production et universalisation de l'échange, délivrance des dominations locales, accumulation de forces productives jusqu'à l'automatisation et l'informatique où le travail devient travail entièrement social et qui permettent la libération du temps. Mais le productivisme du capitalisme n'est pas compatible avec l'abondance, il n'y a pas de profitabilité sans rareté, et la production ne peut s'accroître au-delà de limites matérielles, humaines, écologiques. Le processus de valorisation du temps de travail devrait aboutir à un temps libéré au moment où il rencontre la limite planétaire et où sa productivité ne dépend plus essentiellement du temps de travail mais d'une compétence sociale (une fonction) et du savoir accumulé.

Le savoir accumulé résulte du travail des générations passées, et c'est le savoir qui assure maintenant la plus grande partie de la production. Ce **savoir hérité** appartient à tous et n'est pas la propriété exclusive des entrepreneurs. Ce *General*

Knowledge justifie ainsi le **revenu universel**. Il exprime que la production est devenue entièrement sociale mais ce revenu minimum doit être assez élevé car il implique la nécessité de l'entretien d'une capacité de travail équivalent à un capital social qu'il faut préserver.

Supprimer le salariat, ce n'est pas supprimer le marché et bureaucratiser l'économie, c'est supprimer la concurrence entre les salaires, la notion de productivité au profit du **produit** lui-même qui n'est plus seulement une marchandise. Assurer un *Revenu d'Existence* permet, en effet, la conception d'un produit et sa commercialisation une fois qu'il est conçu, après-coup au lieu de partir d'études de marché réductrices. C'est particulièrement productif dans des secteurs créatifs comme l'informatique (le "marché" du *freeware* est exemplaire pour démontrer que les produits gratuits sont aussi bons et parfois meilleurs que les leaders du marché, Internet introduit de multiples services gratuits même si le commerce l'envahit aussi). Les secteurs de pointe sont ceux qui exigent le plus de nouveaux rapports salariaux, souvent très libres. Un programmeur qui travaille trop c'est souvent une perte de temps et d'efficacité (en même temps un programmeur qui ne se concentre pas, quand il le faut, jour et nuit sur un programme est très peu efficace, il faut équilibrer). Pour ces activités, que je connais trop bien, on ne peut plus distinguer entre temps de travail, de formation, d'information, de repos, de détente... C'est la différence entre *la force de travail* et *la résolution de problèmes*. C'est aussi ce qui permet de se rendre compte que la consommation est partie intégrante de la production, de la reproduction de la productivité.

Ce qui donnait le pouvoir à la classe capitaliste était de poser tous les problèmes en terme de **profit** financier, à commencer par le salaire, de vouloir tout valoriser en argent, tout quantifier. C'était nous faire parler le langage extérieur du pouvoir ou celui de l'économiste. Changer le travail, abolir le salariat, c'est changer la manière de poser les questions (parce que le mode de production a déjà changé), changer le mode de valorisation sociale : ne plus nous traiter universellement en clients, ni en administrés mais en citoyen concret, en être humain singulier produit par son milieu. C'est le passage de l'économie à l'écologie. Il n'y a pas continuité avec le capitalisme mais au contraire rupture avec un Droit abstrait de l'argent au profit d'un véritable Droit à l'existence. L'écologie est la négation de la séparation de l'économie (et de la technique), ce n'est pas un retour à l'état de nature antérieur c'est l'économie devenue humaine, mais c'est déjà la réappropriation de notre vie.

La fin du salariat n'est pas la **fin du travail**. On veut se faire peur comme si le réel se dérobaient sous nos pieds, libérés de toute contrainte... Revenons sur terre. Il y a, il y aura encore beaucoup de travail à mieux répartir et de plus en plus cool, mais on n'a pas encore à verser dans le temps du repos, de la *Balance*, dans l'indécision d'une oisiveté sans fin. De n'être plus esclaves, ni salariés, ne nous dispense pas de tout effort pour assumer nos fonctions. Ce n'est pas encore pour chacun faire oeuvre, mais déjà un peu plus de démocratie économique et, sinon, le nouveau cycle de Kondratieff pourrait nous remettre tous au travail d'ici quelque temps. Ce serait sans doute comme domestiques : tous les pauvres condamnés à être serviteurs, ce n'est guère moderne ! Et toutes les activités humaines devenues marchandes, toutes les sortes de communication rémunérées, supprimant ce qui reste de société. Je ne crois pas cela durable, hors même des contraintes écologiques qui s'imposeront fatalement. De toutes façons ce n'est pas souhaitable, nous devons lutter fermement contre.

Il faut répéter après Aristote, que pour l'homme il n'y a de plaisir que dans l'activité et non pas dans la paresse qu'on suppose à celui qu'on force à travailler. Le "*moindre effort*", le *principe de plaisir* freudien ou le *confort*, génèrent un insupportable ennui, tout comme le chômage subi. Surtout, la valorisation sociale est un devoir-être essentiel. On pourrait penser qu'il faut donc trouver du travail à tout le monde mais, outre que personne ne sait comment, la nouveauté du mouvement des chômeurs, est l'émergence de la revendication en notre nom propre d'un *Revenu d'Existence* (*chômeurs heureux, un revenu c'est un dû*), permettant à chacun de vivre, se former et produire. Chacun aura toujours une activité utile socialement, mais cette activité sera de plus en plus **communicationnelle** et créative (ce qui ne veut pas dire, hélas, ludique) et pour des pans de plus en plus larges de la production déconnectés du marché concurrentiel. La concurrence n'apporte pas beaucoup à la recherche ou aux arts, la pensée se nourrit de controverses et de dialogues qui ne sont pas comparables au marché, car dans l'expression de son art le chercheur ou l'artiste exprime son humanité, ses talents et non son appât au gain. La créativité gagne à s'écarter des critères marchands, comme les rapports sociaux qu'on voudrait réduire à la *prestation de service*. Le mode de production a changé, les rapports de production changent. Cela peut être pire (pourquoi pas si on laisse faire) mais ce peut-être aussi la fin de la déshumanisation, cela dépend de nous. Ce ne sera pas la fin du travail, en tout cas pas pour tous, ni de nos rivalités sans fin, mais nous pouvons retrouver un sentiment de communauté, redonner à la société sa légitimité, commencer à nous *réapproprier notre vie* et notre insolence, retrouver le goût de la liberté.

Dans ce monde du **changement**, plus personne ne croit à un changement qui aurait quelque conséquence. La probabilité que rien ne change est toujours la plus forte, on peut prédire avec une grande certitude que demain il fera le même temps qu'aujourd'hui. Pourtant les temps changent. Chacun met bout à bout tous les bouleversements actuels et par impuissance à en imaginer les conséquences, imagine qu'il n'y en aura aucune. Plutôt que les fantasmes à la mode sur Internet, il me semble pourtant que les économistes ne se sont pas assez penchés sur les conséquences d'Internet sur les marchés car, en s'approchant des conditions d'un marché parfait on va assister, d'ici relativement peu de temps, à une concentration exceptionnelle puis à un blocage complet des mécanismes actuels. On peut toujours dire qu'on en a vu d'autres, c'est pourtant ici et maintenant que tout dépend de nous.

Réalités et potentiel de la *nouvelle économie*

Mai 2000

1. *Kairos*, économie, cycles, innovation (croissance)
2. L'économie de marché (toyotisme, précarité)
3. La production immatérielle et la société en réseaux (partage du savoir)
4. Composition du travail, décomposition du salariat (misères du présent)
5. La fin de la *valeur travail*
6. Externalités, avantages concurrentiels et valeur (crise de la mesure)
7. Les travailleurs du savoir (Revenu d'Existence et libération du travail)
8. De l'économie à l'écologie (richesse du possible)

De la "nouvelle économie" on ne retient que les excès et les effets de mode, la ruée vers l'or virtuel et les spéculations boursières des friconautes. Tout ce tapage médiatique rend indispensable la résistance au discours publicitaire crétinisé repris par tous les journalistes. Cela n'a pas grand chose à voir avec la "nouvelle économie" pourtant, c'est plutôt le culte du gagnant, du jeu et de l'argent facile, hérité de la dépression finissante et, en fait de culte de l'innovation et du risque, nous sommes plutôt en stage de rattrapage, d'imitation, d'apprentissage.

La croissance retrouvée fait déjà dire à certains (alors qu'il y a encore plus de 10% de chômeurs) que maintenant, celui qui veut vraiment trouver du travail en trouve ! Cela ne veut dire qu'une chose : ceux qui sont adaptés à la "société de marché", possédant les compétences requises mais surtout partageant ses "valeurs" (*l'homo economicus* individualiste, intéressé et superficiel), sont de plus en plus courtisés par les entreprises. Mais dans son reflux le chômage laisse apparaître des millions d'épaves^[1], vies brisées par une guerre économique dont ils se croyaient protégés par la société, incapables de rentrer dans la compétition, les voilà taxés de "mentalités d'assistés" (il faut savoir se vendre, *faire savoir* plus que savoir faire) alors qu'ils ont souvent des compétences dont nous pourrions tirer les plus grands bénéfices.

On veut louer les vertus de la flexibilité mais en l'absence de protection contre la précarité, des millions de travailleurs ont été rendus inemployables. Quelle importance lorsque les travailleurs étaient de trop ? On rêvait de surhommes. Maintenant qu'ils vont commencer à manquer, la société devra bien s'interroger sur les dégâts qu'elle a fait au nom de "l'incitation" et de la "responsabilisation" en n'indemnisant plus que 40% des chômeurs.

La nouvelle économie se manifeste surtout par l'inadaptation des statuts, des protections et des formations. Le temps de la nouveauté est donc celui d'une inadaptation douloureuse pour la plupart, d'une partie au moins de la population laissée à l'abandon, enfin du retard de la société et des institutions sur les rapports de production qui exigent une nouvelle fondation. L'enjeu n'est pas mince d'en reconnaître la réalité derrière la fumée spéculative.

1. *Kairos*, économie, cycles, innovation

Se poser la question de ce qu'il y a de neuf dans la "nouvelle économie" doit mener à se poser la question du rôle de la nouveauté dans le renouvellement du capitalisme. En effet, on peut décrire les cycles longs en économie, appelés cycles de Kondratieff (55 à 60 ans), comme des cycles d'innovation (Schumpeter). Dès le moment où l'innovation est considérée comme un phénomène cyclique, on ne peut plus dire que ce soit si neuf que cela. Le problème devient simplement de se situer dans le nouveau cycle, agir en phase, au moment opportun (*kairos*) et avec bonne mesure. On attribue ce mot à Thalès qui avait su acheter en temps opportun, à la basse saison, des pressoirs d'olive pour les revendre au prix fort, au meilleur moment celui où il en manquait partout. Simple savoir des saisons en somme.

Mais il y a nouveautés et nouveautés, certaines ruptures sont plus brutales que d'autres. On ne peut aller plus loin que son temps et il est certain qu'on a tendance à donner à l'ensemble du cycle à venir les caractéristiques de notre phase d'innovation et de mobilité alors que 60 ans c'est long. Il ne faut pas se contenter de généralités donc, mais considérer exactement les conséquences effectives d'une économie de plus en plus immatérielle. Elles ne sont pas minces et on peut dire qu'on a bien affaire à une "nouvelle économie" mais si le travail notamment en sort transformé, les lois de la spéculation, elles, n'ont pas changées depuis la banqueroute de Law, ou les excès de la "*folie du rail*" dans l'illusion d'une richesse purement spéculative, comme si l'histoire se répétait sans qu'on puisse en tirer enseignement.

Si les excès ne peuvent camoufler de réelles potentialités et des transformations effectives, se situer dans le cycle d'innovation permet de comprendre un grand nombre de caractéristiques de notre situation et de relativiser les réalités présentes, y compris le dogme de l'innovation (on peut prédire aussi *la fin du chômage et du libéralisme plutôt que la fin du travail et de l'État*). Nous serions dans l'âge d'or de la reprise sans inflation qui caractérise les débuts de cycles d'innovation comme juste avant 1789 ou 1848. Un certain nombre de caractéristiques sont donc provisoires comme la phase innovatrice et spéculative, tout comme l'absence d'inflation qui ne durera plus longtemps. D'autres semblent plus durables et liées à la production immatérielle comme la précarité et la flexibilité.

L'organisation de la production a changée, comme à chaque nouveau cycle, et des adaptations radicales sont nécessaires qui peuvent se traduire par des révolutions politiques ou sociales. Contrairement à ce que croient les héritiers d'une dépression finissante, ce n'est pas le démantèlement de ce qui reste d'Etat et de protection sociale qui accompagnera les prochaines "30 glorieuses" mais tout au contraire un renforcement du niveau de protection et de formation pour assurer le plein emploi dans un monde où la société comme réseaux de savoirs devient le coeur de la productivité.

20 ans de croissance mondiale sont tout-à-fait crédibles économiquement, même après de très sévères corrections de l'exhubérance des marchés où les gogos seront ruinés, mais nous devons plutôt nous inquiéter des conséquences insoutenables écologiquement de cette croissance tout autant que de l'extension du secteur marchand au savoir jusqu'à nos gènes. Sous les nouvelles menaces écologiques et la nouvelle précarité qui nous prive d'avenir nous retrouvons toute la précarité de la vie naturelle dont l'économie devait soi-disant nous protéger en détruisant la nature. L'évolution et la croissance ne veulent plus rester enfermées dans les cycles naturels et la croissance devient comme une seconde nature, élan

vital irrésistible dans son aveuglement, promesse de fruits toujours à venir. C'est peut-être le moment de changer de régime et de passer à une production plus écologique.

2. L'économie de marché (toyotisme, précarité)

La fin du salariat est d'ailleurs engagée (mais dans des conditions défavorables aux personnes) par le capitalisme lui-même dans sa dernière mutation informationnelle puisqu'il rend le salarié *précaire* tout en lui demandant d'être *autonome*. Il signe le passage au *travail en réseau*, à la *valorisation des personnes* mais apparaît dans le cadre du salariat sous la forme de ce qu'on appelle "*la dictature des marchés*" dont il nous faut comprendre la spécificité comme moment du capitalisme.

A la grande époque de la production industrielle, l'économie était orientée vers la production en chaîne, purement quantitative. C'est ce qu'on peut appeler une **économie de l'offre** où l'industriel organise la production et l'ensemble de la vie sociale qui peut être planifiée, les gains de productivité étant des gains d'échelle. Dans ce cadre le salariat fortement socialisé a pu obtenir un haut degré de sécurité avec ce qu'on appelle le *compromis fordiste*, caractéristique surtout de l'après-guerre (les 30 glorieuses) nourrissant la nostalgie salariale.

Tout le monde sait à quel point on a quitté ce monde sécurisant que certains voudraient retenir en vain. On est passé, en effet, à une **économie de la demande**, à ce qu'on peut appeler aussi une *économie de marché*. Dans un marché solvable saturé et mondialisé, la quantité ne suffit plus et les gains productifs ont été obtenus sur la qualité et l'adaptation à la demande. Ce sont le *just in time*, les *flux tendus*, la flexibilité, les plans qualités, le *zéro défaut*, tout ce qu'on regroupe sous le nom de *toyotisme*. et qui consiste à "penser à l'envers" une production organisée pour le client et non par l'industriel, à partir de la demande et non plus de l'offre.

On comprend bien que cette *économie de la demande* accroît la pression sur le producteur, devenant réellement une *dictature des marchés* (c'est le marché qui dicte sa loi) après une dérégulation se traduisant en **précarité** insupportable pour une part de plus en plus grande des salariés, une impossibilité de "faire des projets" et une accélération du processus productif. On peut bien parier, comme le dernier Boltanski, sur l'amélioration du système, c'est un minimum pour qu'il assure ses conditions de reproduction, c'est-à-dire qu'il soit durable. Probablement, en tout cas, on ne reviendra pas à l'état antérieur. Le chômage massif est transitoire alors que la flexibilité est plus durable dans un monde informatisé en réseaux et le salariat montre qu'il est douloureusement inadapté à cette nouvelle économie, la réduction du temps de travail n'y pourra rien (sinon favoriser la flexibilité justement).

3. La production immatérielle et la société en réseaux

Immatériel, réseaux, externalités, valorisation de la personne

La *nouvelle économie* ne se limite pas au "néo-libéralisme" et à la dérégulation mais témoigne de mutations plus fondamentales dans la production. Quelles sont en effet les caractéristiques principales de cette "nouvelle économie" de l'immatériel ? C'est un travail qui n'a plus rien de la force physique, de la "force de travail", mais se définit plutôt par sa capacité de "résolution de problèmes", de communication, d'initiative, d'expertise, de coopération et d'autonomie ; toutes choses qui ne se mesurent pas en *temps de travail*, pas plus que la production culturelle et artistique. La mobilisation de ces capacités se réalise sous la forme de réseaux de compétences plutôt que d'engagement continu et ce qui est rémunéré, c'est

l'engagement dans un projet et non le temps passé. Soutenue par l'évolution technique la forme *réseau* impose son nouveau paradigme coopératif à l'époque et ce n'est guère compatible avec le salariat (*stock-options* d'un côté et précarité de l'autre). Enfin, en valorisant l'*autonomie*, on favorise le dépassement de la subordination salariale au profit de la *valorisation des personnes*.

Les thèmes de l'intégration, de l'exclusion témoignent bien de cette nouvelle richesse sociale : l'appartenance à un réseau social. C'est le contraire d'un marché d'objets ou du *marché du travail*. Ce peut être aussi le retour de toutes les féodalités mais ce qu'on ne recule pas à appeler le *capital humain* tend aussi vers une *valorisation de la personne*. Tout ce travail de formation et de facilitation, d'assistance et de relations sociales constituent, avec toutes les infrastructures publiques, ce qu'on appelle les *externalités positives* dont profitent largement les entreprises en terme de productivité, et qu'elles financent en partie par les prélèvements sociaux. Cet environnement positif devient un enjeu crucial des "*avantages concurrentiels*" des "régions qui gagnent". Si on peut dire ainsi qu'une partie de plus en plus grande de la vie est marchandisée, on peut dire aussi qu'une part de plus en plus grande est socialisée. Le rôle de l'État, loin de se réduire est de plus en plus crucial dans les performances productives par ses investissements publics.

Saisissons cette chance de la valorisation de la richesse humaine. La résorption du *marché du travail* dans des *réseaux coopératifs* peut être le signe d'une extension de l'*exclusion* et de la division sociale comme actuellement mais ce peut être aussi une chance de dépasser le marché concurrentiel qui nous réduit à un objet, pour revenir à la valorisation des compétences de chacun, à une véritable société d'**assistance** et de développement humain où c'est l'homme qu'il faut enrichir et cultiver. C'est l'enjeu d'assurer une protection et des droits personnels indépendants du travail salarié comme un *revenu garanti* pour tous. Ce qui est insupportable au capitalisme, ce que le capitalisme rend insupportable est aussi la voie du dépassement du capitalisme par la libération des nouvelles forces productives.

4. Composition du travail, décomposition du salariat (misères du présent)

Par rapport à une simple "force de travail" mesurée en temps de travail, on exige désormais de plus en plus de tout professionnalisme cet ensemble de compétences :

- ▣ **Compréhension** et adaptabilité (qui relèvent de l'éducation)
- ▣ **Méthodologie** (qui résulte de l'évolution des Sciences et techniques)
- ▣ **Collaboration** et communication (qui mobilisent les relations sociales)

Ces trois points sont intégrés depuis longtemps dans le salariat et constituent l'exploitation par le capitalisme d'externalités positives, de notre héritage de savoir et de civilisation qu'il détourne à son seul profit.

- ▣ **Qualité** (l'employé doit s'appropriier son produit comme le sien)
L'artisanat a toujours valorisé le travail bien fait mais le passage à la qualité est plus récent dans l'industrie et renforce la contradiction du salariat avec son produit puisque le salarié doit faire comme si ce produit était le sien alors que le salariat est basé au contraire sur le découplage du salaire et du produit (ce qui est payé c'est un temps de travail et la quantité produite appartient à l'employeur). L'actionnariat populaire, l'intéressement et les

fonds de pension ne font qu'exacerber la contradiction qu'ils voudraient résoudre entre le salariat et sa production, là où le fordisme avait réussi un partage plus stable.

□ **Commercial** (qui mobilise notre capacité humaine d'échange)

Le plus récent est cette exigence pour le moindre emploi, d'assumer la dimension commerciale du service. Il faut désormais séduire, il ne suffit pas de faire. La mobilisation de la personne est totale mais, du coup, c'est un véritable rapport humain qui n'est plus le simple rapport d'objet à objet d'un service anonyme. Chacun est là dans l'intérêt de l'autre mais doit y être sans réticences, ni dénigrement. C'est une charge supplémentaire considérable dont les salariés devaient être complètement déchargés jusqu'à très récemment. On sait que le statut des commerciaux s'accommode mal du statut des salariés. Cette dimension commerciale du salariat qui l'assimile déjà à l'artisanat ou aux professions libérales, est contradictoire avec les liens de dépendance hiérarchique et contient la décomposition de son statut.

L'hypocrisie de la dimension commerciale est sans doute ce que les Français ont le plus de mal à assumer, beaucoup plus que les Anglo-saxons dont nous ne sommes pas obligés de copier les moeurs ; mais de la différence de traitement de l'usager avec le client nous devons retenir la considération et l'**échange**, l'intéressement même. C'est d'ailleurs cette dimension d'échange, de transaction, qui est le socle de la revendication d'un *droit au travail* comme *lien social*. C'est aussi ce qui accuse l'inadaptation du salariat de plus en plus assimilé à un entrepreneur (stock options), un prestataire de service (CDD) ou un sous-traitant (flexibilité) et se traduit par une externalisation de fonctions confiées à des anciens cadres de l'entreprise reconvertis en profession libérale. C'est une évolution logique, car la prise en charge de la relation avec le client n'est pas compatible avec une menace de licenciement ou de mutation. La clientèle d'un commercial lui appartient toujours un peu personnellement. Les conditions dans lesquelles cela se fait sont déplorables car dépourvues de toute protection et fortement dépendantes financièrement. On ne peut pas pour autant regretter l'évolution des services vers une relation totale d'échange entre sujets plutôt qu'un simple échange d'objet à objet.

5. La fin de la valeur-travail

Malgré qu'on en ait, on ne saurait plus nier qu'il y a bien une contradiction, qui se manifeste par toutes sortes de symptômes, de la *valeur-travail* ou du salariat avec les nouvelles formes de la valeur. Nous assistons bien à une transformation de la valeur où le temps de travail ne sert plus de mesure universelle. On ne peut certes se limiter à parler de "production immatérielle" alors qu'une partie de l'immatériel reste malgré tout physique (saisie de données, présence physique pour la surveillance, etc.). C'est seulement à un certain degré d'accumulation du travail immatériel qu'il change la nature de la production en devenant travail d'expertise ou purement relationnel. Il n'est plus mesurable dès lors par le temps de travail. L'informatique illustre massivement cette déconnexion de la productivité et du temps de travail. Cette déconnexion est presque totale dans la production culturelle (beaucoup de travail ne suffit pas à créer de la valeur).

Avec ces productions la théorie de la valeur-travail ne tient plus et cela se traduit par des tensions dans le statut salarial qui se personnalise et se responsabilise sur des objectifs et non plus sur un temps de travail effectif. Ces faits mettent en évidence que seul un travail physique ou "machinal" peut se mesurer en temps de

travail, c'est pourquoi la théorie de la valeur-travail est une théorie de la "force de travail" qui doit toujours garder une composante *physique*. Les nouvelles forces productives immatérielles en environnement complexe mettent en oeuvre la capacité de "résolution de problèmes" qui n'a rien à voir avec une "force de travail" physique et ne se mesure pas en temps passé de même que les capacités "d'expression" dans le domaine culturel ne sont pas une simple accumulation de temps de travail (même s'il y faut du travail et du temps aussi, et même plusieurs temps qualitativement différents).

N'importe quel livre de management de la *nouvelle économie* doit ainsi poser concrètement le partage et la création de la valeur sur une toute autre base que le coût de production (sur le "gain de temps" ou les possibilités nouvelles), de même qu'elle doit prendre en compte la productivité de l'autonomie et de la motivation des salariés de plus en plus assimilés à des associés (dans ces domaines à Haute Valeur Ajoutée alors que la précarité s'installe pour le travail prescrit).

Comment tout cela est-il possible puisque la théorie dit que la valeur exprime l'échangeabilité du temps de travail ? C'est tout simplement qu'on change de processus de valorisation et que la valeur change de sens. Ce ne devrait pas être si difficile à comprendre puisque Marx lui-même, théoricien de la valeur-travail, envisage explicitement que le travail ne sera plus mesuré en "temps de travail" dans le futur.

"A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses en vient à dépendre moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, que de la puissance des agents qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficacité de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie ou de l'application de cette science à la production.

[...]

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage"

Grundrisse II, p. 220-221

Dans la mesure où le temps - quantum de travail - est posé par le capital comme le seul élément déterminant de la production, le travail direct pris comme principe de création des valeurs d'usage disparaît ou du moins se trouve réduit quantitativement et qualitativement à un rôle certes indispensable, mais subalterne, au regard du travail scientifique en général, de l'application technologique des sciences naturelles, et de la force productive générale issue de l'organisation sociale de l'ensemble de la production - qui apparaît comme le don naturel du travail social (bien qu'il s'agisse d'un produit historique). Le capital oeuvre ainsi à sa propre dissolution comme forme qui domine la production.

Principes d'une critique de l'économie politique, p 301

Il ne faut pas se servir des analyses de Marx pour faire comme si le capitalisme était éternel avec sa fondation dans le contrat salarial inégal au nom d'un droit de l'équivalence déconnectant le revenu du produit. Dans le cadre d'une communauté limitée, l'échange de travail peut se mesurer à la peine (Thomas d'Aquin, A. Smith) mais pour le machinisme seul un temps standardisé peut mesurer la valeur, indépendamment de la peine du producteur. D'autres rapports sociaux s'imposent dès lors que les nouvelles forces productives immatérielles ne se mesurent plus en temps de travail et la valeur change de sens, redevient subjective (ce sont les forces productives qui deviennent immatérielles plus encore que les produits eux-mêmes). La valeur ne mesure plus la peine ou le temps de travail mais la demande

effective immédiate comme dans une vente aux enchères. Il est tout de même gênant sinon d'exclure le champ culturel du processus de valorisation quand les biens culturels deviennent si envahissants. Enfin, qu'il y ait des valeurs naturelles et des ressources, en dehors du travail des hommes, c'est une des bases de l'écologie et même des industries environnementales. On doit les penser comme des externalités positives participant à la création de valeur même à n'y être pas pris en compte. Il ne faut pas confondre la valeur comme norme d'échange (coût) et la valeur d'usage qui peut justifier son prix.

6. Externalités, avantages concurrentiels et valeur

"D'emblée ce serait le caractère communautaire de la production qui rendrait le produit général et collectif. Dès lors l'échange qui s'effectue au début de la production ne porterait plus sur des valeurs, mais sur des activités déterminées par les besoins et les buts collectifs : il impliquerait d'emblée la participation de l'individu au monde collectif des produits."

Grundisse I

Un des symptômes du passage de la valeur-travail à une valeur plus spéculative se trouve en effet dans l'importance de plus en plus décisive des "externalités" (comme la coopération sociale, le niveau de formation, les infrastructures). Ce n'est plus une "force de travail" qui peut se mesurer en temps de travail, bien que ces externalités rentrent souvent dans la catégorie des "valeurs d'usage objectives" constituant un "gain de temps" pour la production ou pour les "coûts de transaction". C'est pourtant une valeur qui n'apparaît pas dans le processus de valorisation capitaliste et ne peut être individualisée.

Ce n'est plus vraiment l'entreprise capitaliste qui crée de la valeur, mais ce que Toni Negri appelle la "société-usine" où la dictature de l'entrepreneur est remplacée par la dictature du client et du banquier ou de l'actionnaire. Le statut salarial se brouille dans un marché plus ou moins rigide (partenariats) et des firmes (lieux de subordination) plus ou moins hiérarchiques, se partageant les rôles selon les coûts de transactions en jeu, dans un monde complexe où les niveaux d'informations sont dissymétriques mais où ils tendent à se rapprocher sous la forme de coopérations en réseau (plus rentable que la concurrence). Le besoin de s'intégrer au salariat devient désormais la nécessité de s'intégrer dans un réseau social.

Dès lors, plutôt que d'une simple accumulation productive on parle désormais d'"avantages concurrentiel" (des régions comme de l'entreprise) qui correspondent à une rente de situation, dans un marché orienté par la demande. Cette rente, qui se distingue de l'économie d'échelle, correspond au moment d'innovation de Schumpeter. Pour les "régions qui gagnent" comme pour les entreprises, elles consistent en savoir-faire, en réseau social plus qu'en investissements matériels et ces externalités ne sont pas comptabilisés sinon par le niveau de salaire et de prélèvements obligatoires. Marques et brevets ne sont pas comptabilisés non plus à leur valeur réelle (ni les compétences et motivation des salariés), d'où l'enjeu des droits d'auteur et brevets pour valoriser la richesse immatérielle des entreprises. La transformation en marchandises des éléments constitutifs du capital immatériel des firmes tente de le ramener progressivement au lot commun des moyens de production mais ça fuie de toutes parts et c'est insupportable quand cela veut dire breveter le vivant et le savoir.

Comme le montre Yann Moulier-Boutang, la productivité tient désormais surtout à la qualité des interfaces entre les acteurs qui interviennent dans les processus

productifs (il y a de fantastiques variabilités des performances, dualisation des régions). Le rôle des externalités, des effets économiques qui ne passent pas par le marché, est croissant mais les ressources clés ne sont plus données par la nature, ce sont des constructions sociales (métropoles) et surtout le "capital humain". La firme est déjà une mobilisation des externalités dans la coopération des producteurs ou la transmission des savoirs tout autant que dans l'intensification du travail. La concentration capitaliste ne vise à rien d'autre que se procurer une rente de situation temporaire pour accaparer encore plus d'externalités positives. C'est aussi le facteur principal de concentration dans les grandes agglomérations.

Le problème posé pour la "Loi de la valeur" n'est pas que la quantité de travail devient trop faible dans la production mais plutôt que le travail direct salarié ne représente plus qu'une portion faible du travail indirect mobilisé dans la production, la productivité du travail étant fonction des "externalités positives" qui ne sont pas pris en compte directement mais seulement globalement, sous une forme qui s'apparente à une rente par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires permettant de financer le niveau d'employabilité des populations et de favoriser les échanges en baissant les coûts de transaction (la mobilité crée de la richesse). La "valeur" elle-même, ne représente plus toujours son équivalent travail mais a toutes les apparences d'une rente encore, sans référent stable car sans mesure d'une valeur intrinsèque. L'immatériel se caractérise ici comme pure externalité (communication, affect, formation) et origine désormais de la survaleur.

La notion même d'externalité est une contestation de la valeur au nom de ses conditions extérieures, impliquant son internalisation (au moins comme rente et au niveau global). Il semble en effet, qu'en dernière instance les investissements publics productifs à long terme imposent leurs conditions de reproduction dans une valorisation plus directe de leur "capital humain", comme s'impose à tout gouvernement la stabilité sociale (rigidité des salaires) et la continuité des échanges (mais l'incertitude actuelle de la plupart des acteurs se répercute en fonds spéculatifs à court terme).

7. Les travailleurs du savoir (Revenu d'Existence et libération du travail)

Le productivisme du capitaliste, pour qui gagner sa vie c'est *gagner du temps*, est inévitable comme rationalisation de la production et universalisation de l'échange, délivrance des dominations locales, accumulation de forces productives jusqu'à l'automatisation et l'informatique où le travail devient travail entièrement social permettant la libération du temps contraint. Mais le productivisme du capitalisme n'est pas compatible avec l'abondance, il n'y a pas de profitabilité sans rareté, et la production ne peut s'accroître au-delà de limites matérielles, humaines, écologiques. Le processus de valorisation du temps de travail devrait aboutir à un temps libéré au moment où il rencontre la limite planétaire et où sa productivité ne dépend plus essentiellement du temps de travail mais d'une compétence sociale (une fonction) et du savoir accumulé.

Le savoir accumulé résulte du travail des générations passées, et c'est le savoir qui assure maintenant la plus grande partie de la production. Ce **savoir hérité** appartient à tous et n'est pas la propriété exclusive des entrepreneurs. Ce *General Knowledge* justifie ainsi le **revenu universel**. Il exprime que la production est devenue entièrement sociale mais ce revenu minimum doit être assez élevé car il implique la nécessité de l'entretien d'une capacité de travail équivalent à un capital social qu'il faut préserver.

Sortir du salariat, ce n'est pas supprimer le marché et bureaucratiser l'économie, c'est supprimer la concurrence entre les salaires, la notion de productivité au profit du produit lui-même qui n'est plus seulement une marchandise. Assurer un *Revenu d'Existence* permet, en effet, la conception d'un produit et sa commercialisation une fois qu'il est conçu. C'est particulièrement productif dans des secteurs créatifs comme les intermittents du spectacle ou l'informatique mais surtout cela constitue une protection contre la précarité, la reconnaissance de la valeur de chacun ainsi que des activités non marchandes, de la gratuité, la reconnaissance du besoin de coopération et de partage pour la reproduction de la société, le progrès du savoir et la production immatérielle. Le "marché" du *freeware* et du logiciel libre sont exemplaires pour démontrer que les produits gratuits sont aussi bons et parfois meilleurs que les leaders du marché, Internet introduit de multiples services gratuits même si le commerce l'envahit aussi. D'autre part, dans les professions intellectuelles, on ne peut plus distinguer entre temps de travail, de formation, d'information, de repos, de détente... C'est la différence entre *la force de travail* et *la résolution de problèmes*. Le Revenu d'Existence est aussi ce qui permet de reconnaître que la consommation est partie intégrante de la production, de la reproduction de la productivité.

8. De l'économie à l'écologie (richesse du possible)

L'alternative écologique : société d'assistance et droit au travail

Nous pouvons désormais préciser notre projet de *développement écologique* qui a bien un sens comme développement local et développement personnel. Nous ne pouvons nous réduire au *revenu garanti* comme *solde de tout compte*, même s'il est une base indispensable. C'est bien la **production** que nous voulons changer et passer d'une société concurrentielle à une société coopérative, de *l'économie* à *l'écologie*. De même que la formation doit être assurée à tous, de même le parcours professionnel et la formation continue doivent être assurés tout au long de la vie car c'est l'intérêt de tous de valoriser nos compétences (participant aux externalités positives). Cette nécessité de *l'assistant personnel* prend la forme du "coach" dans la société en réseaux. Arrivé à ce point, le droit de la personne semble acquérir un contenu concret hors de toute hiérarchie ou lignage.

Dés lors, si on ne doit pas limiter les possibilités aux *activités personnelles* (**quaternaire**), il faut reconnaître leur importance croissante et stratégique, surtout d'un point de vue écologiste (que ce soient les nouvelles formes d'artisanat, les professions libérales, les agriculteurs biologiques, les artistes, les militants politiques, les informaticiens indépendants etc). Pourtant de nombreuses barrières (comme l'Urssaf) empêchent de pratiquer des professions indépendantes en dessous d'un gain assez important, condamnant rapidement les moins productifs. C'est un statut pour ces travailleurs indépendants intermittents qu'il faudrait d'abord, la possibilité d'exercer une activité indépendante en même temps qu'une activité salariée à temps partiel ainsi que l'exonération de charges jusqu'à un niveau suffisant de ressources, et puis obtenir pour ces activités toutes les protections sociales du salariat (les scop sont une forme d'association d'indépendants qui va dans ce sens mais des *régies locales* seraient plus adaptées, des structures d'accueil offrant toute l'assistance nécessaire). Il ne s'agit pas de rendre chacun indépendant mais de donner un véritable choix. Il ne s'agit pas de laisser chacun se débrouiller tout seul mais au contraire de fournir toute l'assistance nécessaire, créer de nouvelles formes d'associations et d'engagement dans des projets collectifs. Il

n'est pas question enfin d'interdire le salariat, qui survivra sous différentes formes avec des protections renforcées, mais de réduire sa place centrale dans la société.

C'est seulement à ces conditions qu'un revenu garanti pourra être la base d'une *économie écologique*, une alternative au capitalisme et pas seulement un traitement de la misère ; mais dépasser le débat sur le *Revenu Social Garanti* est nécessaire pour poser le véritable débat sur le **droit au travail**. C'est la garantie du revenu qui permet de transformer le travail en droit, en activité valorisante, et non plus en devoir douloureux ou nécessité vitale. C'est bien cette sécurité minimum qui permettrait de résister à la dégradation des conditions de travail et qui peut enfin donner sens à une autogestion autrement soumise aux mêmes contraintes productivistes que le salariat. Se pose alors le *droit à l'initiative économique* (capital, formation, assistance) pour lequel il faut assurer une plus grande égalité face aux privilèges de la richesse. Tout ceci se résume, juridiquement, à l'extension des droits de la personne à l'autonomie financière et à la valorisation de ses compétences. La volonté collective se porte sur le contrôle, la limitation, la compensation, l'incitation, la formation, l'assistance plutôt que dans la production. Mais, à la différence de nos sociétés dominées par le profit et la croissance, il sera possible alors de retrouver notre véritable communauté et d'imposer vraiment le contrôle et la limitation de la production sans craindre des représailles sociales. C'est seulement par l'extension des droits qu'on viendra à bout de la domination marchande et du productivisme capitaliste.

La formule de Marx qui a nourri tant d'utopies prend désormais un sens plus concret bien qu'éloigné des représentations habituelles : "**De chacun selon ses capacités**" signifie formation, valorisation sociale et parcours professionnel (statut), une véritable libération des forces productives individuelles. "**A chacun selon ses besoins**" signifie d'une part un Revenu Social Garanti mais aussi les moyens professionnels dans le cadre du développement local. Reste, ce qui n'est pas mince, à donner forme à cette assistance professionnelle en échappant au clientélisme local, à la *re-féodalisation* qui accompagne hélas ce recentrage sur le local et la personne. C'est un défi comparable à l'éducation nationale et qui doit nous permettre un véritable développement écologique et une consommation largement immatérielle, orientée vers la valorisation personnelle, la *production de l'homme par l'homme* (qui représente déjà 40% du PIB), plutôt que vers une consommation de marchandises insoutenable écologiquement.

[1] "Notre clientèle est en train de changer : les laissés-pour-compte n'ont guère de projets personnels ; issus de tous milieux, beaucoup ont une mentalité d'assistés et se leurrent sur les salaires auxquels ils pourraient prétendre. Les comportements agressifs sont plus nombreux que par le passé et les visiteurs n'hésitent plus à raconter leur vie, leurs tendances suicidaires ou leurs soucis familiaux dont ils ne parlaient avant qu'à la marge." **A l'ANPE, les missions changent de nature.** Le Monde économie (CAMPUS) 16 mai 2000 Quelques jours plus tard, dans le Monde du 30 mai, Louis Chauvel notait une augmentation des suicides entre 30 et 45 ans, qui était mise sur le compte de la génération sacrifiée (arrivée à 20 ans au début de la dépression en 1974).